



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 6 JUIN 1925

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 6TH JUNE, 1925

AVIS

On peut maintenant se procurer le Supplément de la Gazette Officielle contenant certaines lois adoptées à la dernière session de la Législature, en s'adressant à l'Imprimeur du Roi, Québec. Prix : 50 centins. 2253

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la Gazette Officielle voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c. par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c. par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c. par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

NOTICE

The Supplement of the Official Gazette containing certain laws passed at the last session of the Legislature can now be obtained from the King's Printer, Quebec. Price : 50 cents. 2254

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

PARTIES sending advertisements to be inserted in the Official Gazette will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la Gazette Officielle du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

LS-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

2111

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the Official Gazette of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription, of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

LS. A. PROULX,

King's Printer.

Government House.

2112

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 13 février, 1925.

M. Charles Martin, médecin, de l'Île d'Anticosti, coroner de l'Île d'Anticosti.

Québec, le 30 avril, 1925.

M. Jules Couture, de Grande-Rivière, greffier de la Cour de magistrat, juge de paix pour le district de Gaspé.

Québec, le 8 mai, 1925.

M. J.-H. Davis, du village de Namur, comté de Papineau, juge de paix pour le district de Hull.

M. P.-E. Rouillier, de la cité de Montréal, professeur, juge de paix pour le district de Montréal.

M. J.-Arthur Laberge, de Sainte-Foye, médecin, juge de paix, avec juridiction sur le district de Québec, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 3361 des S. R. Q., 1909, tel qu'amendé par la loi 9 G. V., ch. 45.

MM. Georges Painchaud, du village Lac Saguenay, commis marchand, et Adélard Marin, du village Nominique, boulanger, juges de paix pour le district de Montcalm.

MM. Jos.-Eucher Lavoie, de Sainte-Perpétue, notaire, Thomas Caron, marchand, et Jean-Paul Couturier, employé C. N. R., tous deux de Tourville, juges de paix pour le district de Montmagny.

MM. Benjamin Franklin Stewart, de Rock-Island, bijoutier, J.-Aimé Laroche, registra-

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice of Our Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, February 13, 1925.

Charles Martin, physician, of Anticosti Island, to be coroner of Anticosti Island.

Quebec, April 30, 1925.

Jules Couture, of Grand River, clerk of the Magistrate's Court, to be a Justice of the Peace for the district of Gaspé.

Quebec, May 8, 1925.

J. H. Davis, of the village of Namur, county of Papineau, to be a Justice of the Peace for the district of Hull.

P. E. Rouillier, of the city of Montreal, professor, to be a Justice of the Peace for the district of Montreal.

J. Arthur Laberge, of Sainte Foye, physician, to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the district of Quebec, for the purposes of administering the oath only, in accordance with the provisions of article 3361 of the R. S. Q., 1909, as amended by the Act 9 G. V., ch. 35.

Georges Painchaud, of Lake Saguenay Village, salesman, and Adélard Marin, of the Village of Nominique, baker, to be Justices of the Peace for the district of Montcalm.

Jos. Eucher Lavoie, of Sainte-Perpétue; notary, Thomas Caron, merchant, and Jean Paul Couturier, C. N. R. employee, both of Tourville, to be Justices of the Peace for the district of Montmagny.

Benjamin Franklin Stewart, of Rock Island, jeweler, J. Aimé Laroche, registrar, and Joseph

teur, et Joseph Boudreau, gentilhomme, tous deux de Coaticook, Wayne Moulton Campbell, agent d'assurance, et Frank Lorne Wilkinson, manufacturier, tous deux de Beebe, juges de paix pour le district de Saint-François.

M. Etienne Allard, de La Tuque, registra-
teur de la division d'enregistrement de La
Tuque.

Québec, le 14 mai, 1925.

M. Henri Rolland, de la cité de Montréal, industriel, juge de paix, avec juridiction sur toute la province, et M. Emile Lemay, de la dite cité de Montréal, employé du Ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, juge de paix, avec juridiction sur le district de Montréal, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 3361 des S. R. Q., 1909, tel qu'amendé par la loi 9 G. V, ch. 45.

Québec, le 20 mai 1925.

M. John-Weston Robertson, de New Carlisle, comptable, juge de paix pour le district de Gaspé.

M. Maxime Pominville, de Oka, bourgeois,
juge de paix pour le district de Terrebonne.

2757

Boudreau, gentleman, both of Coaticook, Wayne Moulton Campbell, insurance agent, and Frank Lorne Wilkinson, manufacturer, both of Beebe, to be Justices of the Peace for the district of Saint Francis.

Etienne Allard, of La Tuque, to be registrar of the Registration Division of La Tuque.

Quebec, May 14, 1925.

Henri Rolland, of the city of Montreal, industrial, to be a Justice of the Peace with jurisdiction over all the Province, and Mr. Emile Lemay, of the said city of Montreal, employee of the Department of Colonisation, Mines and Fisheries, to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the district of Montreal, for the purposes of administering the oath only, in accordance with the provisions of article 3361, of the Q. R. S., 1909, as amended by the Act 9 G. V, ch. 45.

Quebec, May 20, 1925.

John Weston Robertson, of New Carlisle, accountant, to be a Justice of the Peace for the district of Gaspé.

Maxime Pominville, of Oka, gentleman, to be a Justice of the Peace for the district of Terrebonne.

2758

Arrêté en Conseil

Copie du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif, en date du 19 mai 1925, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 20 mai 1925.

Concernant le Parc National des Laurentides.

L'honorable Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, dans un mémoire en date du 19 mai, (1925), expose: que le Parc National des Laurentides fut établi en vue d'en faire une réserve pour la protection du poisson et du gibier;

Que la chasse aux animaux à fourrure est déjà prohibée en vertu des règlements, et qu'il est important de prohiber également la possession d'armes à feu ou de tout autre engin de chasse, de viande d'original, de chevreuil et de caribou ainsi que de chiens dans les limites du Parc, sans un permis spécial.

EN CONSÉQUENCE, en vertu du paragraphe "E" de l'article 1676 des Statuts Refondus, l'Honorable Ministre recommande que toute personne trouvée en possession d'armes à feu, ou de tout autre engin de chasse, ou de chiens, sans permis spécial, ou encore de fourrures ou de viande d'animaux tués sans permis, dans les limites du Parc, soit sujette à une amende de \$200.00 et expulsée du Parc, sans préjudice aux autres lois et règlements de la chasse. Si telle personne travaille à l'exploitation forestière et ne peut être trouvée ou arrêtée, l'entrepreneur ou la compagnie seront tenus responsables des mêmes infractions et sujets à la même amende;

L'Honorable Ministre recommande de plus que les gardiens soient autorisés à tuer tous les chiens qu'ils croient dangereux pour la sécurité des sportsmen dans les limites du Parc.

Certifié,
2647—22-2

Le greffier Conseil Exécutif,
A. MORISSET.

Order-in-Council

Copy of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council, dated the 19th of May, 1925, approved by His Honour the Lieutenant-Governor the 20th. of May, 1925.

Respecting the Laurentides National Park.

The Honourable Minister of Colonization, Mines and Fisheries, in a memorandum dated the 19th. of May, (1925), sets forth: that the Laurentides National Park was established with the view of making it a reserve for the protection of fish and game;

That hunting fur animals is already prohibited under the regulations and that it is important to also prohibit the possession of fire-arms or of any other hunting contrivances, moose, deer and caribou meat and dogs within the limits of the Park, without a special permit.

THEREFORE, under paragraph "E" of article 1676 of the Revised Statutes, the Honourable Minister recommends that any person found in the possession of fire-arms or of any other hunting contrivances or dogs without a special permit, or also of meat of animals killed without a permit, within the limits of the Park, be subject to a fine of \$200.00 and expelled from the Park, without prejudice to other game laws and regulations. If such person is engaged in lumbering operations and cannot be found or arrested, the contractor or the company shall be held liable for said infractions and be subject to the same fine.

The Honourable Minister further recommends that the guardians be authorized to kill all dogs which they may think dangerous for the safety of sportsmen within the limits of the Park.

Certified,
2648—22-2

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Lettres patentes

Letters patent

"Abitibi Automobiles, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de mai 1925, constituant en corporation: Ivanhoe Frigon, marchand; J.-Arthur Cloutier, industriel; J.-Ovide Germain, agent d'assurance; J.-Arthur Bussière, agent, et J.-Pierre Soumis, mécanicien, tous de la ville d'Amos, dans les buts suivants:

Acquérir, louer, construire et exploiter des garages, ateliers de réparation, manufactures, salles d'exposition, magasins et autres travaux;

Acquérir, louer, construire ou autrement posséder des autobus, taxi, bateaux de toutes sortes, des aéroplanes, hydroplanes, transporter des passagers et des marchandises;

Acquérir, louer, construire ou autrement posséder des pouvoirs d'eau et des usines électriques; les développer, construire des lignes de transmission et faire la distribution de l'énergie électrique dans le comté d'Abitibi;

Faire le commerce d'automobiles ou de tout autre genre de véhicules-moteurs, engins, moteurs et machineries et accessoires; agir comme courtiers et agents à commission pour l'achat et la vente de tels objets et accessoires;

Acheter, prendre à bail ou en échange ou autrement acquérir ou posséder toute propriété réelle ou personnelle, tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce; acquérir, vendre, échanger ou autrement posséder tous terrains et bâtisses, les grever, hypothéquer ou autrement aliéner;

Solliciter, acquérir et exploiter à quelque titre que ce soit et de quelque manière que ce soit, tous brevets, inventions, patentes, droits, privilèges et franchises ayant rapport auxdits objets;

Exercer toute autre industrie (soit manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir convenablement exercer en rapport avec son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou autrement posséder la totalité ou une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et les payer en tout ou en partie en actions acquittées, bons, débetures ou autres valeurs de cette compagnie;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie estimera convenable et spécialement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, et distribuer aux actionnaires la totalité ou une partie de ses biens en nature ou en argent;

Placer et disposer des deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Tirer, émettre ou endosser des billets promissaires, lettres de change, chèques, stocks, débetures ou autres effets négociables ou transférables;

"Abitibi Automobiles, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1925, incorporating: Ivanhoe Frigon, merchant; J. Arthur Cloutier, industrial; J. Ovide Germain, insurance agent; J.-Arthur Bussière, agent, and J. Pierre Soumis, machinist, all of the town of Amos, for the following purposes:

To acquire, lease, construct and operate garages, repair shops, factories, show-rooms, stores and other works;

To acquire, lease, construct or otherwise possess autobuses, taxis, boats of all kinds, aeroplanes, hydro-planes and to convey passengers and merchandise;

To acquire, lease, construct or otherwise possess water-powers and electric works, to develop same, erect transmission lines and to distribute electric power in the county of Abitibi;

To deal in automobiles and all other kinds of motor-vehicles, engines, motors, machineries and accessories; to act as brokers and commission agents for the purchasing and sale of all such articles and accessories;

To purchase, take on lease or in exchange or otherwise acquire or own any real or personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or suitable for the purposes of its business; to acquire, sell, exchange or otherwise own any lands and buildings, mortgage, hypothecate or otherwise dispose of the same;

To apply for, acquire and operate under any title whatsoever and in any manner whatsoever any patents, inventions, licenses, rights, privileges and franchises in connection with such objects;

To acquire any other business (whether manufacturing or otherwise) which the company may think capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or otherwise own the whole or any part of the business, property and liabilities of any person, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to pay for the same in whole or in part in paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such price as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or partly similar to those of this company, and to distribute among its shareholders the whole or any part of its property, in kind or in cash;

To invest and deal with the money of the company not immediately required as may from time to time be determined;

To draw, issue or endorse promissory notes, bills of exchange, chèques, stocks, debentures or other negotiable or transferable instruments;

Faire toutes ou chacune des choses ici autorisées comme principaux, agents ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités;

Subdiviser les actions de la compagnie; changer son bureau principal, augmenter le nombre de directeurs; payer leurs dépenses et frais de voyage, leur payer un salaire pour leurs services, en se conformant aux prescriptions de la loi, sous le nom de "Abitibi Automobiles, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Amos, dans le district d'Abitibi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de mai 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

2705

C.-J. SIMARD.

To do all or any of the matters hereby authorized as principals, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To subdivide the shares of the company, change its head-office, increase the number of its directors; to pay their travelling disbursements and expenses, pay them a salary for their services, in complying to the provisions of law, under the name of "Abitibi Automobiles, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The head office of the company will be at Amos, in the district of Abitibi.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of May, 1925.

C. J. SIMARD,

2706

Assistant Provincial Secretary.

"Besto Caulking and Construction Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de mai 1925, constituant en corporation: Moe Astrof; 346 Avenue Oxford, marchand; Louis-Philippe Mailhot, 635 rue Beaudry, huissier; Abraham-Wilfrid Muhlstöck, 145 rue Saint-Jacques, avocat; tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire le commerce de manufacturiers et commerçants de toutes sortes de pâtes à calfeutrer, matériel à couvertures en amiante, pâtes et peintures de toutes sortes et espèces, en gros et en détail, et comme principaux et comme agents;

Agir comme agents, procureurs ou marchands à commission pour toutes sortes de maisons d'affaires manufacturières, industrielles et mercantiles faisant le commerce de produits ouverts ou non-ouverts de toutes sortes et espèces;

Acquérir par achat, bail ou échange des terrains et immeubles de toutes sortes et espèces, et acquérir par achat, bail ou échange, et bâtir, construire, réparer et démolir des maisons, magasins, édifices, fabriques, usines et généralement de toutes sortes de propriétés mobilières et immobilières, et les payer en deniers comptants ou avec des actions de cette compagnie, des obligations ou autrement et les hypothéquer, gager, vendre et en disposer de toute manière quelconque, et aussi agir comme agents pour acheter et vendre des propriétés immobilières;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, des droits ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif, ou limité, à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui semblera propre à servir à tous les objets de la

"Besto Caulking and Construction Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of May, 1925, incorporating: Moe Astrof, 346 Oxford Avenue, merchant; Louis Philippe Mailhot, 635 Beaudry Street, bailiff; Abraham Wilfrid Muhlstöck, 145 Saint James Street, advocate; all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers of and dealers in all kind of caulking pastes, asbestos roofings, pastes and paints of every kind and description, both at wholesale and at retail, and both as principals and as agents;

To act as agents, attorneys or commission merchants for all kinds of manufacturing, industrial and mercantile concerns dealing in manufactured or unmanufactured merchandise of every kind and description;

To acquire by purchase, lease or exchange, lands and immovable property of every description and kind whatsoever, and to acquire by purchase, lease or exchange and build, construct, repair and demolish houses, stores, buildings, factories, plants, and generally all kinds of property, movable and immovable, and to pay for the same in cash, shares of this Company, bonds or otherwise, and mortgage, pledge, sell and dispose of same in any way whatsoever, and also to act as agents for the purpose of buying and selling any immovable property;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the Company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited rights to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for all of the pur-

compagnie et dont l'acquisition peut paraître susceptible, directement ou indirectement, de profiter à la présente compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les rémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie similaire dans ses objets à cette compagnie, en tout ou en partie, ou faisant des affaires susceptibles d'être conduites directement ou indirectement au bénéfice de cette compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'un quelconque desdites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirables, et exécuter, exercer et se conformer à ces dites conventions, droits, privilèges et concessions;

Promouvoir toute compagnie dans le but d'acquiescer les biens et dettes de la compagnie en tout ou en partie, ou dans tout autre but qui peut paraître de nature, directement ou indirectement, à devoir bénéficier à la compagnie;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, hypothéquer, disposer de ou rendre profitable ou autrement trafiquer de la totalité ou de toute partie de la propriété et des droits de la compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Garantir et donner des garanties, et se porter garants du paiement de billets promissaires, lettres de change, comptes ou autres obligations de toute nature quelconque, de toute autre corporation, firme ou individu avec lesquels cette compagnie est en affaires;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débiteures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Demander, obtenir, acquiescer par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'octroyer, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations ou son actif pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

poses of the Company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the Company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the Company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly benefit the Company, and to lend money, to guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company, or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the Company;

To enter into arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the Company's objects or any of them, and to obtain from any such authority the rights, privileges and concessions which the Company may think desirable to obtain; and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges, and concessions;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, mortgage, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To guarantee and give security for and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations, of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual with which the Company has business dealings;

To sell or dispose of the undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the Company's shares, bonds or assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes en conformité des lois de ce dit pays étranger pour représenter la compagnie et accepter la signification de toute procédure ou action, le tout conformément aux lois dudit pays étranger;

Employer les moyens jugés utiles pour faire connaître les produits de la compagnie et en particulier l'annonce dans les journaux, les circulaires, l'achat et l'exposition de travaux d'art ou d'intérêt pour la compagnie, la publication de livres et périodiques et l'allocation de prix, bons et récompenses;

Faire toutes ou chacune des choses ci-dessus comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Faire telles autres choses qui se rattachent ou favorisent la réalisation des objets ci-dessus, sous le nom de "Besto Caulking and Construction Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de mai 1925.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2707 ALEXANDRE DESMEULES.

To procure the Company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent the company and to accept service, for and on behalf of the Company, of any process or suit;

To adopt such means of making known the products of the Company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of book and periodicals, and by granting prizes, rewards and donations;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Besto Caulking and Construction Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of May, 1925.

ALEXANDRE DESMEULES,
2708 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Canadian Protexit Roofing Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de mai, 1925, constituant en corporation: Lazarus Phillips et Lionel-Albert Sperber, avocats, et Abraham-Saul Cohen, comptable, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer l'industrie de manufacturiers, et de commerçants en gros et en détail, et de négociants et agents de manufacturiers de matériaux de construction en général, et plus particulièrement de spécialités pour toitures et d'ardoises, bardeaux et matériaux pour couvertures de toutes sortes;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et exploiter toute industrie connexes aux objets pour lesquels cette compagnie est constituée en corporation;

Payer toute propriété mobilière ou immobilière, droits, privilèges, affaires ou franchises que la compagnie pourrait légalement acquérir ou, avec l'approbation des actionnaires, pour tous services rendus ou à être rendus à la compagnie, en actions totalement payées, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie;

Acquérir par achat, location, échange, octroi, concession ou autre titre légal, et détenir et posséder des terrains et immeubles de toute description, nécessaires ou utiles pour les fins commerciales de la compagnie, et vendre, louer, arrenter, transporter, échanger, aliéner ou autrement approprier tels terrains et immeubles, aux termes et conditions que la compagnie croira convenables;

Garantir et donner des garanties et se porter garants du paiement de billets promissoires, lettres de change, comptes ou autres obligations de toute nature quelconque de toute autre corporation, firme ou individu;

Se fusionner, faire le partage des profits ou s'unir avec toute personne ou compagnie exer-

"Canadian Protexit Roofing Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of May, 1925, incorporating: Lazarus Phillips and Lionel-Albert Sperber, advocates, and Abraham-Saul Cohen, accountant, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business as manufacturers of and dealers in, both at wholesale and at retail, and as jobbers and manufacturers' agents, in buildingsupplies generally, and more particularly in speciality materials for roofing, and in slate, shingles, and roofing coverings of all kinds;

To do all acts and to exercise all powers and carry on any business germane to the objects for which this company is incorporated;

To pay for any property, movable and immovable, rights, privileges, business or franchises which the company may lawfully acquire, or, with the approval of the shareholders, for any services rendered or to be rendered to the company, in fully paid up shares, bonds, debentures, or other securities of the company;

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or other legal title, and to hold and own lands and immovables of every description, necessary or useful for the purposes of the company's business, and to sell, lease, rent, convey, exchange, dispose of and otherwise deal with such lands and immovables, on such terms and conditions as the company may think fit;

To guarantee, and give security for, and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual;

To amalgamate, share profits or unite with any person or company carrying on any bu-

cant tout commerce semblable ou similaire à celui que la compagnie a l'autorisation d'exercer, aux termes que cette compagnie pourra déterminer;

Acheter, prendre en échange ou en paiement ou autrement acquérir, posséder et détenir, et vendre et aliéner des actions, débetures, obligations ou autres valeurs dans d'autres compagnies ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie, et acquérir, détenir, vendre et disposer des droits hypothécaires, privilèges ou nantissements dans et d'autres compagnies;

Si autorisés par règlement ratifié par un vote de pas moins des deux-tiers en valeur du capital-actions souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale convoquée pour considérer le règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:

a. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des débetures ou autres garanties de la compagnie et les nantir ou vendre pour les sommes et prix qui seront considérés convenables;

c. Nonobstant l'article 2017 du Code civil, hypothéquer, gager ou nantir la propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, de la compagnie, pour garantir toutes telles débetures ou autres valeurs, ou donner partie seulement de pareilles garanties pour tel but et constituer l'hypothèque ou le gage, ou le nantissement dans ce sous-paragraphe par acte de fiducie, conformément aux articles 6119b ou 6119c ou en toute autre manière;

d. Hypothéquer ou nantir la propriété immobilière de la compagnie ou autrement grever la propriété mobilière ou donner semblables garanties pour garantir le paiement d'emprunts faits autrement que par l'émission de débetures, aussi bien que le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

Les limitations et les restrictions contenues en cet article ne s'appliqueront pas à l'emprunt d'argent par la compagnie sur lettres de change, billets promissaires, faits, tirés, acceptés ou endossés par ou pour la compagnie;

Le nombre des actionnaires est limité à vingt, non compris les employés actuels et les anciens employés qui sont actionnaires de la compagnie et qui ont continué de l'être après avoir quitté son emploi;

Aucun appel ne sera fait au public pour faire souscrire ses actions, sous le nom de "Canadian Protexit Roofing Co., Limited", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de mai, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

2709

C.-J. SIMARD.

business the same as or similar to that which this company is authorized to carry on, on such terms as this company may decide;

To purchase, take in exchange, or in payment, or otherwise to acquire, own and hold, and to sell and dispose of shares, debentures, bonds and other securities in other companies having objects similar in whole or in part to those of this company, and to acquire, hold, sell and dispose of rights of hypothec, privileges or pledge in and from other companies or individuals;

If authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company, represented at a general meeting called for considering the by-law, the Directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Issue debentures or other securities of the company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

c. Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable property, present and future, of the company, to secure any such debentures or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes; and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in this sub-paragraph, by trust deed, in accordance with articles 6119b and 6119c, or in any other manner;

d. Hypothecate or mortgage the immovable property of the company, or pledge or otherwise affect the movable property, or give all such guarantees, to secure the payment of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

The limitations and restrictions contained in this article shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company;

The number of shareholders shall be limited to twenty, exclusive of the present and past employees who may be shareholders of the company, and who have continued so to be after leaving its employ;

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares, under the name of "Canadian Protexit Roofing Co., Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of May, 1925.

C. J. SIMARD,

2710

Assistant Provincial Secretary.

"Carbon Paper Supply Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de mai, 1925, constituant en corporation: Francis-George Bush, gérant, George-Robert Drennan, clerc avocat, Herbert-William Jackson, comptable, William-Patrick Creagh et Harold-Eldon Reid,

"Carbon Paper Supply Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of May, 1925, incorporating: Francis Georges Bush, manager, George Robert Drennan, law clerk, Herbert William Jackson, accountant, William Patrick Creagh and Harold Eldon Reid, stenographers,

sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Manufacturer, réparer, acheter, vendre, échanger, importer, exporter ou autrement faire le commerce et trafiquer de toutes sortes de machines, instruments et appareils pour l'imprimerie, la typographie, la fabrication de matrices, stéréotypie, la lithographie, la gravure, la photo-gravure, ou autre production ou reproduction de mots, écriture, portraits, dessins et couleurs par aucun procédé ou tous procédés maintenant connus ou non et de tous articles et matériaux entrant dans leur fabrication, ou qui en sont des accessoires, et particulièrement toutes sortes et espèces de papier-carbone, clavigraphes, rubans pour clavigraphes, fournitures et accessoires pour clavigraphes, machines à additionner, à adresser, à copier et à écrire, appareils pour transmettre les sons de toutes sortes et espèces, et des pièces et accessoires utilisés avec ces machines ou qui s'y rapportent, y compris de la papeterie, ameublement et accessoires de bureau de toutes sortes et espèces quelconques;

Préparer, traiter par aucun procédé ou tous procédés, manufacturer, mettre sur le marché, acheter, vendre, aliéner et faire le commerce, soit à l'état brut ou autrement, de toute sortes de papiers, carton, pulpe, fibres, cuir, caoutchouc, encre, couleurs, teinture, cire, huiles, matières grasses et produits chimiques, et de tous leurs substituts ou substances analogues, et de toutes sortes de produits et substances (soit du règne animal, végétal ou minéral) desquels ils sont extraits ou manufacturés, et de tous leurs sous-produits;

Utiliser, appliquer ou exploiter aucun des articles, procédés ou substances susmentionnés, et exercer la totalité ou aucun des métiers d'imprimeurs, papetiers, relieurs, dessinateurs, libraires, éditeurs et agents de publicité, et toutes autres industries (soit manufacturières ou autres) que les directeurs de cette compagnie croiront pouvoir exercer convenablement en rapport avec tels métiers ou industries;

Exercer le commerce de marchands en gros et en détail, et agir comme agents, agents à commission, et marchands à commission et courtiers;

Eriger, construire, maintenir, améliorer, exploiter et gérer tous édifices, fabriques, quais, moulins, installations et machineries et autres travaux et commodités qui paraîtront susceptibles de promouvoir directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, et contribuer, subventionner ou autrement ou prendre part à leur construction, entretien, amélioration, exploitation et administration;

Exercer le commerce de courtiers de produits, affréteurs, propriétaires de quais, entreposeurs et propriétaires de magasins, voituriers par terre et par eau, marchands généraux et agents, et établir, entreprendre et exercer un commerce mercantile;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes, en conformité des lois de ce dit pays étranger, pour représenter la compagnie et accepter la signification de pièces pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art et d'intérêt, par la publication de livres

all of the city and district of Montréal, in the province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, repair, buy, sell, exchange, import, export or otherwise deal in and with all kinds of machines, appliances and apparatus for printing, typewriting, die founding, stereotyping, lithographing, engraving, photographing or otherwise producing or reproducing words, writing, pictures, designs and colours by any process or processes, whether now in existence or not, and all articles and materials used in the manufacture thereof or as accessory thereto, and in particular all kinds and descriptions of carbon paper, typewriters, typewriter ribbons, typewriter supplies and accessories, adding, addressing, multigraphing and writing machines, transmitters of every kind and description, and parts and appliances used in connection therewith or incidental thereto, including stationery, office fixtures and office supplies of every kind and nature whatsoever;

To prepare, treat by any process or processes, manufacture, render marketable, buy, sell, dispose of and deal in, either in their raw-state or otherwise, all kinds of paper, cardboard, pulp, fibre, leather, rubber, inks, colours, dyes, waxes, oils, fats and chemicals, and all substitutes therefor or analogous substances, and all kinds of products and materials (whether animal, vegetable or mineral) from which the same can be extracted, and all by-products thereof;

To use, apply or work any of the articles, processes or substances hereinbefore mentioned, and to carry on all or any of the business of printers, stationers, bookbinders, designers, book-sellers, publishers and advertising agents, and any other businesses (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the Directors of the company capable of being carried on conveniently in connection therewith;

To carry on the business of wholesale and retail merchants, and to act as agents, commission agents, commission merchants and brokers;

To erect, construct, maintain, improve, work and manage any buildings, factories, wharves, mills, plant and machinery, and other works and conveniences which may seem calculated, directly or indirectly, to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, maintenance, improvement, working and management thereof;

To carry on business as produce brokers, charterers, wharfingers, warehousemen and storekeepers, carriers by land and sea, and general merchants and agents, and to establish, undertake and carry on a mercantile and commercial business;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art and interest, by publication of

et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Exercer toute autre industrie, manufacture ou autrement, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, des droits ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

Demander, acheter, ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette, ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer, manufacturer ou accorder des licences au sujet de, ou autrement rendre profitables la propriété, les droits ou informations ainsi acquies;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements et de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie et émettre des actions acquittées ou des obligations ou les deux, pour le paiement de leur prix d'achat;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquies la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs ainsi que l'exécution des contrats par aucunes telles compagnies;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins semblables, avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds à, garantir les contrats de ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquies autrement des actions et valeurs de toute telle personne, société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les réemettre avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Souscrire, prendre ou acquies autrement et détenir des actions du capital ou des titres de toute autre compagnie, dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie

books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares of stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being

qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et les vendre ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions hypothécaires ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou d'autres valeurs ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer et disposer des fonds disponibles de la compagnie de telle manière qui, de temps en temps, sera déterminée;

Distribuer, en espèces ou autrement, tous les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie, reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre ou autrement disposer de toute propriété, comprenant les entreprises de la compagnie, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, engager ou lier toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, pour garantir tous bons, débetures, actions-obligations ou autres valeurs que la compagnie est légalement autorisée à émettre, ou tout argent emprunté pour les fins de la compagnie;

conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for and aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To distribute in specie or otherwise any assets of the company among its members and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

Faire toutes telles choses comme se rapportant à, ou favorisant la réalisation des objets ci-dessus, et faire toutes ou chacune des choses ci-dessus comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et par l'intermédiaire de commissaires, agents ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Carbon Paper Supply Company, Limited".

Le capital-actions de la compagnie consistera en 4,000 actions sans valeur nominale au pair.

Le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses affaires sera de vingt mille piastres (\$20,000.00).

Il est ordonné et déclaré que:

(a) Les actions de la compagnie ne seront pas transférables sans le consentement de la majorité des directeurs, exprimé par une résolution passée par eux et enregistrée dans les livres de la compagnie, pourvu que tel consentement ne soit pas refusé sans raison valable.

(b) Le nombre des actionnaires est limité à vingt.

(c) Il est défendu à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions et débetures.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de mai, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

2711

C.-J. SIMARD.

"Cercle Social Saint-Laurent Compagnie, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de mai, 1925, constituant en corporation: Oscar Ledue, boucher, Joseph Albert, agent, et Arthur Turgeon, entrepreneur, tous de la ville Saint-Laurent, dans le district de Montréal, dans les buts suivants:

Etablir, administrer, organiser et maintenir un Cercle ou Club pour les avantages et bénéfices des membres de la compagnie; construire, louer et meubler une maison de club avec toutes les commodités nécessaires; voir à l'aménagement de ce club et à son installation; accorder à tous les membres de la compagnie ou à leurs amis, tous les privilèges et avantages d'un club; permettre l'usage du club aux membres ou actionnaires de la compagnie ou à leurs amis, soit gratuitement, soit avec ou sous certaines conditions déterminées. Administrer chacune ou toutes les affaires du dit club, et faire tout ce qui est dans l'intérêt du dit club;

Donner des exhibitions publiques, des tournois, ou des jeux athlétiques de tous genres. Tenir des concours, enfin, pourvoir de quelque manière que ce soit à l'encouragement des sports et des jeux athlétiques, dans les limites de la province;

Contracter des emprunts et en assurer les remboursements de la manière déterminée par les directeurs de la compagnie, et en particulier par l'émission de débetures ou obligations comportant hypothèques sur tous ou partie des immeubles de la compagnie;

Construire, acquérir par achat, par bail ou autrement des théâtres, maisons, ou tout autre local pouvant servir aux fins de la compagnie.

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all of any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Carbon Paper Supply Company, Limited".

The capital stock of the company shall consist of four thousand (4,000) shares without nominal or par value.

The amount of capital with which the company shall commence operations is twenty thousand dollars (\$20,000.00).

It shall be ordained and declared that:

(a) The shares of the company shall not be transferable without the consent of the majority of the directors, evidenced by a resolution passed by them and recorded in the books of the company, provided that such consent shall not be unreasonably withheld;

(b) The number of shareholders shall be limited to twenty;

(c) Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the company shall be prohibited.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of May, 1925.

C. J. SIMARD,

2712

Assistant Provincial Secretary.

"Cercle Social Saint-Laurent Compagnie, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of May, 1925, incorporating: Oscar Ledue, butcher, Joseph Albert, agent, and Arthur Turgeon, contractor, all of the town of Saint Laurent, in the district of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain, organize and manage a circle or club for the benefit and advantage of the members of the company; to construct, lease and furnish a club house, with all necessary commodities; see to the furnishing and installation of such club, procure to all the members of the company and their friends all the privileges and advantages of a club; permit the use thereof to the members and shareholders of the company or their friends, whether gratuitously or under certain fixed conditions; manage all or any of the affairs of said club and do everything to be done in the interest of said club;

To give public exhibitions, tournaments and athletic games of every kind; to hold competitions and finally promote in any manner whatsoever sports and athletic games, within the limits of this Province;

To contract loans and secure the re-imbursement in such manner as may be determined by the directors of the company, and in particular by the issue of debentures or bonds carrying an hypothec on all or part of the immovables of the company;

To construct, acquire by purchase, lease or otherwise theatres, houses or any other premises capable of being used for the company's

Acquérir par achat, par bail ou autrement tous biens mobiliers et immobiliers se rapportant à l'objet de la compagnie;

Acheter, assumer pour telle compensation qui sera agréée et exercer l'industrie de tout individu, maison ou corporation ayant en tout ou en partie des objets similaires aux précédents, les payer ou totalement ou partiellement en actions libérées de la compagnie ou autrement, et assumer l'actif ou le passif d'aucune telle personne, maison ou corporation;

Rémunérer toute personne pour services rendus à la compagnie ou pour toute propriété ou droits acquis par la compagnie de telle manière que les directeurs le jugeront à propos, et en particuliers avec l'approbation des actionnaires, par l'émission et la répartition d'actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie complètement libérées et non sujettes à appel de fonds;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des débetures, bons et actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie ou qui exerce ou a pour but directement ou indirectement des objets identiques;

Installer et maintenir une ou plusieurs allées de quilles, tables de pool ou de billard, terrains de tennis ou tous autres jeux que les directeurs de la compagnie pourraient juger opportuns;

Acheter tous biens mobiliers et reconnus tels par la loi de la province et les revendre aux actionnaires de la compagnie ou aux membres qui pourront y être affiliés par ses règlements ou sa charte; le tout moyennant une rémunération ou sans rémunération;

Acquérir, détenir, administrer des immeubles, les aliéner, les hypothéquer, les revendre ou les échanger, y ériger toutes sortes de constructions pouvant servir dans un but d'amusement, de sports ou pour fins théâtrales, sociales ou politiques; exploiter ou louer pour d'autres personnes ou corporations des immeubles dans un but d'amusement et d'en retirer des revenus; donner à bail l'exploitation de ses propres immeubles à d'autres personnes ou compagnies moyennant considération pécuniaire;

Organiser des assemblées populaires, des banquets, des conférences ou toute autre réunion politique ou sociale que les directeurs jugeront à propos d'organiser dans quelque local que ce soit, dans les limites de la province;

Donner des réunions sociales aux actionnaires, aux membres affiliés ou à leurs amis, sous forme de soirées, bals, ou toute autre forme que les directeurs jugeront opportune;

Procurer divers amusements aux membres de la compagnie et à leurs amis, recevoir des personnes qui pourront être admises comme membres affiliés, moyennant certaines conditions, lesquelles pourront être imposées par un règlement passé à cet effet par les directeurs, et recevoir toutes contributions annuelles ou autrement pour l'existence et l'entretien du club et de ses propriétés, ou pour l'agrandissement de son champ d'action et en général pour tous les intérêts de la compagnie; établir les montants de telles contributions, et les percevoir par tous les moyens légaux et aux dates qui pourront être fixées par règlement;

Entrer en pourparlers avec toutes ou chacune des autorités fédérales, provinciales ou municipales afin d'obtenir pour la compagnie tout permis, droits, licences, privilèges qui peuvent être exercés par elle pour ses fins, y comprenant

purposes, to acquire by purchase, lease or otherwise any real or personal property incidental to the company's objects;

To buy, take over for such consideration as may be agreed upon and carry on the business of any individual, firm or corporation having objects in whole or in part similar to the foregoing and pay for the same wholly or partly in cash, or wholly or partly in paid up shares of the company or otherwise, and to take over the assets and liabilities of any such person, firm or company;

To remunerate any person for services rendered to the company or for any property or rights acquired by the company, in such manner as the directors may think expedient and in particular, with the approval of the shareholders, by the issue and allotment of shares, bonds or other securities of the company, fully paid up and non-assessable;

To subscribe for or otherwise acquire and hold shares, bonds and debentures in any other company whose objects are altogether or partly similar to those of the corporation or carrying on a business or having powers directly or indirectly similar;

To install and maintain one or several bowling alleys, pool and billiard rooms, tennis grounds or any other games which the directors of the company may think proper;

To buy any movable property recognised as such by the laws of the province and to resell same to the shareholders of the company or to members which may be affiliated thereto by its by-laws or charter; the whole with or without remuneration;

To acquire, hold, manage immovables, resell or exchange, hypothecate and alienate same and erect thereon all sorts of constructions capable of being used for amusement and sporting purposes, theatrical, social or political purposes, exploit or lease immovables for other persons or companies for amusement purposes and derive revenues therefrom; give on lease the exploitation of its own immovables to other persons or companies for a pecuniary consideration;

To organize popular meetings, banquets, lectures or any other political or social meetings which the directors may think proper to organize in any premises whatever, within the province;

To hold social meetings of the shareholders or affiliated members or their friends as *soirées*, balls or any other form which the directors may think expedient;

To procure various amusements to the members of the company, and to their friends. To receive from its shareholders or affiliated members and under certain conditions which may be established by a by-law passed to that end by the directors, any subscriptions annual or otherwise, for the existence of the club, the maintenance of its buildings, and the enlargement of its field of action, and generally for the general interests of the company, establish the amount of such subscriptions, collect same by all legal means at such dates as may be fixed by the by-laws of the present company;

To enter into negotiations with all or any authorities, federal, provincial, municipal, for the obtention on behalf of the company from any such authority of any permits, rights, licenses and privileges which may be carried on by it

toute licence pouvant être accordée en vertu de la loi concernant les liqueurs alcooliques de la province;

Adopter des règlements pour l'administration et la régie du club et pour les fins que la compagnie se propose, tels règlements devant recevoir l'approbation des actionnaires pour devenir en force; organiser les assemblées des actionnaires, des membres affiliés et de leurs amis, pour y faire la discussion des questions d'actualité, politiques ou sociales;

Faire des élections des officiers et directeurs de la compagnie tous les ans, à telles dates qui seront fixées par règlement passé par les directeurs;

Convoquer les assemblées générales, annuelles ou spéciales de quelques manières qu'il conviendra aux directeurs de fixer, sous le nom de "Cercle Social Saint-Laurent Compagnie, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à la Ville Saint-Laurent, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de mai, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

2713

C.-J. SIMARD.

for its purposes, including any license capable of being granted under the law respecting alcoholic liquors of the Province;

To adopt by-laws for the management and government of the club, and for the intended purposes of the company, such by-laws to have force and effect only after due approval by the shareholders;

To organize meeting of shareholders, affiliated members and their friends to discuss thereof political or social questions of present interest;

To hold election of officers and directors of the company every year, on such dates as may be fixed by by-laws passed by the directors;

To call general annual or special meetings, of any manner which the directors of the company may determine, under the name of "Cercle Social Saint-Laurent Compagnie, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be in the town of Saint Laurent, district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of May, 1925.

C. J. SIMARD,

2714

Assistant Provincial Secretary.

"International Bag & Jute Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de mai, 1925, constituant en corporation: John De Gaspé Audette, Paul-J. Lorrain, avocats, Arthur-W. Drum et Dudley-F. Gilmour, agents d'assurance, et dame Ella Middleton, sténographe, veuve, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Manufacturer, réparer, raccommoder et faire le commerce de sacs, étoffe à sacs, jute et autres articles de même nature, les acheter et les vendre ou les acquérir ou en disposer autrement; et à ces fins, importer et exporter tous articles, sacs et étoffes à sacs et machineries dans le but d'approvisionner les navires, intérêts maritimes et le commerce de grain dans le havre de Montréal, ou ailleurs, et le commerce en général dans tout le Canada; posséder, exploiter, louer ou acquérir autrement un entrepôt de douane et l'exploiter;

Exercer le commerce d'importateurs, exportateurs, grossistes, détaillants, manufacturiers et commerçants de toutes sortes d'effets, denrées et marchandises;

Exercer le commerce d'entrepôts et d'agents d'assurance;

Détenir, acheter, prendre ou acquérir autrement, soit par souscription originale, achat par l'entremise de la bourse, à vente privée ou en échange pour les actions, obligations, débiteures ou autres valeurs de cette compagnie ou autrement, et détenir, vendre, transférer ou autrement disposer des actions, stock ordinaire ou privilégié, débiteures, bons ou autres obligations de toute autre compagnie, et voter pour toutes actions ainsi détenues par l'entremise de l'agent ou des agents que les directeurs pourront nommer;

Acheter, louer ou acquérir autrement la totalité ou toute partie du commerce, des propriétés, franchises, clientèle, actif, droits et privilèges que détiennent ou dont jouissent toutes

"International Bag & Jute Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of May, 1925, incorporating: John de Gaspé Audette, Paul J. Lorrain, advocates, Arthur W. Drum and Dudley F. Gilmour, insurance agents, and Mrs Ella Middleton, stenographer, widow, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, repair, mend, deal in or with bags, bagging, jute and other articles of a similar nature; to buy and sell or otherwise acquire or dispose of same; and in connection therewith to import all articles, bags and bagging and machinery for the purpose of supplying ships, shipping and grain interests in the Harbour of Montreal or elsewhere, and the general trade throughout Canada; to own, operate, lease or otherwise acquire a bonded warehouse and to operate same;

To carry on business as importers, exporters, wholesalers, retailers, manufacturers and dealers in all kinds of goods, wares and merchandise;

To carry on the business of warehouse-men and insurance agents;

To hold, purchase, take or otherwise acquire, whether by original subscription, purchase through the stock exchange, private sale or in exchange for the shares, bonds, debentures or other securities of this company or otherwise, and to hold, sell, transfer or otherwise dispose of shares, stock whether common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other company, and to vote all shares so held through such agent or agents as the directors may appoint;

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, franchises, goodwill, assets, rights and privileges held or enjoyed by any person, firm or corpora-

personnes ou corporations exerçant tout commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de cette compagnie, et les payer soit totalement ou partiellement en deniers comptants ou totalement ou partiellement en obligations, actions acquittées ou autres valeurs de la compagnie ou autrement, et se charger du passif de toute telle personne, firme ou corporation;

Promouvoir toute autre compagnie pour faire l'acquisition de la totalité ou de toute partie des propriétés et se charger de la totalité ou de toute partie du passif de cette compagnie, ou pour entreprendre tout commerce ou opérations qui paraîtront susceptibles d'aider ou de profiter à cette compagnie, et d'augmenter la valeur de toute propriété ou du commerce de cette compagnie;

Prendre part à l'administration, surveillance ou contrôle des affaires ou opérations de toute autre corporation, compagnie à responsabilité limitée ou entreprise dont les actions ou valeurs sont détenues par cette compagnie, ou dans lesquelles cette compagnie est intéressée en aucune autre manière, et à ces fins, nommer et rémunérer tous directeurs ou comptables ou autres experts ou agents, et faire des avances de deniers à toute autre corporation, compagnie à responsabilité limitée ou entreprise, ou à toute autre compagnie quelconque, garantir leurs obligations, gager son actif pour son bénéfice ou leur aider autrement, aux termes et conditions que les directeurs jugeront convenables;

S'associer ou être partie à toute convention pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou pour d'autres fins, avec toute personne, firme ou compagnie exerçant ou s'occupant de tout commerce ou transaction pouvant être conduits de manière à profiter directement ou indirectement à cette compagnie; prêter des fonds à aucune telle personne, firme ou corporation, garantir leurs obligations, ou leur aider autrement, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute compagnie, et les vendre, détenir ou émettre, avec ou sans garantie, ou les négocier autrement;

Rémunérer toute personne soit par l'émission d'actions entièrement acquittées et non-sujettes à appel ou soit par l'octroi d'une commission, pour services rendus à la compagnie en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital-actions de cette compagnie ou de ses obligations, débetures ou autres valeurs, ou dans la formation ou l'organisation de cette compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Placer et approprier les deniers de la compagnie non immédiatement requis de la manière qui pourra être déterminée de temps à autre;

Tirer, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Conclure toute convention avec des autorités, municipales, locales ou autres, qui sembleront susceptibles de favoriser la réalisation des objets de la compagnie ou d'aucun de ces objets, et obtenir de ces autorités tous droits, privilèges ou concessions que cette compagnie croira avantageux d'obtenir, et mener à bonne fin et exécuter tels arrangements, droits, privilèges ou concessions et s'y conformer;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tous pays étrangers et y désigner des personnes, d'après les lois de tels pays étrangers,

tion carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of this company, and to pay therefor either wholly or partly in cash or wholly or partly in bonds, paid up shares or other securities of the company, or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person, firm or corporation;

To promote any other company for the purpose of acquiring all or any of the property and undertaking all or any of the liabilities of this company, or of undertaking any business or operations which may appear likely to assist or benefit this company, or to enhance the value of any property or business of this company;

To take part in management, supervision and control of the business or operations of any other corporation, limited liability company, undertaking, shares or securities of which are held by the company or in which the company is otherwise interested, and for that purpose to appoint and remunerate any directors or accountants or other experts or agents, to lend money to, to guarantee the obligations of, pledge of its assets for the benefit of or otherwise assist any such other corporation, limited liability company or undertaking or any other and further company whatsoever, upon such terms, subject to such conditions as the directors may think fit;

To enter into partnership or any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, firm or company carrying on or engaged in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company; to lend money to, guarantee the obligations of, or otherwise assist any such person, firm or corporation, and to take or otherwise acquire shares and securities of any company, and to sell, hold or issue with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To remunerate any person whether by the issue of fully paid non-assessable shares or by the granting of a commission, for the services rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any bonds, debentures, or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To draw, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein, according to the laws of

pour représenter la compagnie et accepter, pour elle et en son nom, assignation de toute procédure dans tout procès ou poursuite;

Emettre et répartir comme entièrement acquittées des actions de la compagnie présentement constituée, en paiement intégral ou partiel de tout commerce, franchise, entreprise, propriété, droits, pouvoirs, privilèges, baux, patentes, contrats, immeubles, stock, obligations et débetures ou autres propriétés ou droits qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par les présentes, et, avec l'approbation des actionnaires, pour tous services à elle rendus;

Vendre ou céder la totalité ou toute partie de l'actif et de l'entreprise de la compagnie, comme industrie active ou autrement, pour telle considération que cette compagnie estimera convenable, et particulièrement pour des actions, obligations, débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, aucun des biens de la compagnie et particulièrement toutes actions, obligations, débetures ou valeurs d'autres compagnies appartenant à cette compagnie ou dont elle a le droit de disposer;

Prélever et aider à prélever des deniers pour toute autre personne, firme ou compagnie, et leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs, lettres de change ou autrement, et garantir l'exécution de contrats par toute telle personne, firme ou compagnie ou par toute autre personne avec lesquelles elle a des relations commerciales;

Faire la totalité ou aucune des choses susmentionnées comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire la totalité ou aucune des choses précitées qui se rattachent ou tendent à la réalisation des objets susmentionnés, sous le nom de "International Bag & Jute Company, Limited", avec un capital total de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) actions d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de mai, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

2715

C.-J. SIMARD.

such foreign country, to represent this company and to accept service for it and on its behalf of any process or suit;

To issue and allot, as fully paid up, stock of the company hereby incorporated, in payment or part payment of any business, franchises, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, licenses, contracts, real estate, stocks, bonds and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted, and, with the approval of the shareholders, of any services rendered to it;

To sell or dispose of the whole or any part of the assets and undertaking of the company as a going concern or otherwise, for such consideration as the company may deem fit and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company, and in particular any shares, bonds, debentures or securities in other companies belonging to the company, or which the company may have power to dispose of;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, bills of exchange or otherwise, any other person, firm or company, and to guarantee the performance of contracts by any such person, firm or company or by any other business relations;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all or any of the above things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "International Bag & Jute Company, Limited", with a total capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of May, 1925.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

"J.-W. Gagnon, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de mai, 1925, constituant en corporation: J.-Willie Gagnon, marchand, Dame Annette Méthot, épouse de M. J.-Willie Gagnon, sus-nommé, de ce dernier dûment autorisée, étant séparée de biens de son dit mari par contrat de mariage, J.-Wilbrod Gagnon, commis-marchand, Jonquière, et J.-Arthur Gagnon, marchand, de la Station d'Hébertville, dans le comté du Lac Saint-Jean, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros et en détail de marchandises sèches, épicerie, provisions, ferronneries en général, matériaux de construction de

"J.-W. Gagnon, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of May, 1925, incorporating: J. Willie Gagnon, merchant; Dame Annette Méthot, wife of Mr J. Willie Gagnon aforesaid, by the latter duly authorized, being separated as to property of her said husband by marriage contract; J. Wilbrod Gagnon, salesman, Jonquière, and J. Arthur Gagnon, merchant, of the Hébertville Station, in the county of Lake Saint John, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in dry goods, groceries, provisions, general hardware, building materials of all kinds, bricks, cement, wood

toutes sortes, briques, ciment, bois, et généralement tous les objets et effets quelconques servant à la construction;

Acquérir, posséder, construire un ou plusieurs magasins;

Acquérir, vendre ou échanger les produits de toutes sortes avec les cultivateurs;

Acquérir par achat ou posséder des immeubles, les hypothéquer, vendre ou autrement aliéner en tant qu'il peut être utile et nécessaire à la compagnie;

Emettre les actions acquittées non sujettes à appel et obligations ou autres garanties de la compagnie en paiement ou partie de paiement pour tous meubles et immeubles, droits et autres biens acquis par la compagnie par aucun titre;

Vendre, louer l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos ou en disposer autrement ou se consolider avec toutes personnes, sociétés ou corporations faisant les affaires d'objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, aux termes et conditions que cette compagnie jugera à propos;

Faire le commerce de meubles, voitures, poêles, tapis, prélatris, d'une façon générale;

Faire ou ouvrir des comptes de banques courants, d'épargne ou *in trust*;

Accepter toutes traites tirées sur la compagnie;

Endosser toutes traites ou tous billets à l'ordre de la compagnie;

Signer et tirer tous chèques sur les divers comptes de la banque de la compagnie;

Signer en faveur de banques ou toutes autres personnes, les billets au montant que la compagnie jugera à propos et nécessaire;

Renouveler tous effets de commerce échus ou qui deviendront échus;

Escompter aux banques les effets de commerce que la compagnie jugera nécessaire;

Tirer sur les débiteurs de la compagnie toutes traites à vue ou à demande ou à date fixe;

Faire avec les banques tous arrangements, renouvellements, transports en garantie que la compagnie jugera utiles;

Engager du personnel ou le renvoyer, débattre et payer les salaires;

Clore, débattre et arrêter tous comptes, en payer ou recevoir le reliquat;

Poursuivre par tous les moyens à sa disposition le recouvrement de ce qui pourra être dû à la compagnie et défendre toute action intentée contre elle;

En un mot, faire tous les actes pour le bon fonctionnement et l'exploitation d'un commerce en général et de jouir à cette fin de tous les droits et privilèges qu'accorde la loi en pareil cas, sous le nom de "J.-W. Gagnon, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Kénogami, dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de mai, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

2717

"La Fonderie de Joliette, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes

2

and generally in all building requisites and supplies;

To acquire, possess, erect one or several stores;

To acquire, sell or exchange products of all kinds with farmers;

To acquire by purchase or own real estate, hypothecate, sell or otherwise dispose of same when and as the company may deem it useful and necessary;

To issue fully paid up and non-assessable shares, bonds or other securities of the company in full or part payment for any movables or immovables, rights and other property acquired by the company under any title;

To sell, lease and otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, or to amalgamate with any persons, partnerships or corporations carrying on business with objects altogether or partly similar to those of this company, upon such terms and conditions as this company may think fit;

To generally deal in furniture, carriages, stores, carpets, oil cloths;

To make or open current, saving or in trust bank accounts;

To accept any drafts drawn on the company;

To endorse any drafts or notes made to the order of the company;

To sign and draw any cheques against the various bank accounts of the company;

To sign in favour of banks or any other persons notes for such amounts as the company may think proper and necessary;

To renew any commercial instruments due or which may become due;

To discount at the banks the commercial instruments which the company may think necessary;

To draw on the debtors of the company any sight or time drafts;

To enter with banks into any arrangements, renewals, transfers as security, which the company may think proper;

To hire, help or discharge employees, debate and pay salaries;

To settle, debate and close any accounts, pay or receive any balance due;

To take all means at their disposal for the recovery of any amount due to the company and to defend any action instituted against the company;

Finally to do all acts for the proper working and exploitation of a general business and to that end, to enjoy all rights and privileges conferred by law in like cases, under the name of "J.-W. Gagnon, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Kénogami, in the district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of May, 1925.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

2718

"La Fonderie de Joliette, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing

en date du vingtième jour de mai, 1925, constituant en corporation: J.-Napoléon Marceau, voyageur de commerce, Georges Bernard, industriel, de Joliette, et J.-Lorenzo Marceau, voyageur de commerce, de Montréal, dans les buts suivants:

Faire affaires comme mécaniciens et fondeurs, fabricants d'instruments agricoles, de machines en général et d'articles quelconques en métal ou en bois et à ces fins, acheter, vendre et trafiquer en toute chose se rapportant directement ou indirectement à ce genre d'affaires;

Faire tout autre commerce, soit comme manufacturier ou autrement, que la compagnie jugera utile directement ou indirectement pour les fins de cette entreprise, ou de nature à promouvoir ses intérêts, et augmenter la valeur de ses propriétés ou ses droits;

Acquérir ou entreprendre en tout ou en partie les affaires, les propriétés ou les engagements de toutes personnes ou compagnies faisant un commerce que la présente compagnie est autorisée à faire, ou possédant des propriétés propres aux fins de la présente entreprise;

Eriger, construire, acheter, louer, ou autrement acquérir des fonderies, ateliers de machines et autres propriétés meubles ou immeubles pour les fins de la compagnie;

Faire application pour acheter ou autrement acquérir des patentes, licences, concessions et autres droits conférant les droits exclusifs ou non à tout procédé secret ou information concernant toute invention qui peut paraître de nature à promouvoir les intérêts de la compagnie et ainsi exercer, développer elle-même ou de céder des droits en rapport avec ceux, ou autrement en user à l'avantage de la dite compagnie;

Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans quelque autre compagnie ayant des fins en tout ou en partie semblables à celles de la présente compagnie, ou faisant un commerce jugé de nature à faire bénéficier la dite compagnie directement ou indirectement;

Acheter, louer, échanger ou autrement acquérir tout immeuble ou meuble, ainsi que tous droits et privilèges que la compagnie peut croire avantageux pour ses fins;

Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie, émettre des obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, de la compagnie pour assurer le paiement de telles obligations ou autres valeurs, ou donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage par acte de fidéicommis, conformément à la loi, ou de toute autre manière;

Hypothéquer ou nantir les immeubles ou donner en gage ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la compagnie ou donner ces diverses espèces de garanties pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission d'obligations, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la compagnie;

Faire, accepter, endosser, exécuter, émettre tous billets promissaires, traites, lettres de change, lettres de voiture, mandats ou autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour toute considération estimée convenable par la compagnie et en particulier pour les parts, ac-

date the twentieth day of May, 1925, incorporating: J. Napoléon Marceau, travelling salesman; Georges Bernard, industrial, of Joliette, and J. Lorenzo Marceau, travelling salesman, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of machinists, founders and manufacturers of farm implements, general machinery and articles of every kind in metal or wood and, for such purposes, to purchase, sell and deal in all goods directly or indirectly connected with such business;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which the company may think directly or indirectly conducive to the company's objects or calculated to promote its interests and enhance the value of its property or rights;

To acquire or undertake in whole or in part the business, property or liabilities of any persons or companies carrying on any business which the present company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the present undertaking;

To erect, construct, purchase, lease or otherwise acquire foundries, machine shops, and other movable or immovable property for the company's purposes;

To apply for, purchase or otherwise acquire patents, licenses, concessions and other rights conferring any exclusive or non-exclusive rights, to use any secret process or information as to any invention which may seem calculated to promote the interests of the company, and to exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise use the same for the benefit of the present company;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or partly similar to those of the present company or carrying on any business directly or indirectly calculated to benefit the present company;

To purchase, lease, exchange or otherwise acquire any real or personal property and any rights and privileges which the company may think suitable for its purposes;

To borrow money upon the credit of the company, issue bonds or other securities of the company and to pledge or sell the same for such prices and at such sums as may be deemed proper, to hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable property, present or future, of the company, to secure the payment of such bonds or other securities or give only part of such securities for the same purposes, and to constitute the hypothec, mortgage or pledge by trust deed, according to law, or in any other manner;

To hypothecate or mortgage the immovables or pledge or otherwise charge in any manner the immovable property of the company or give both the above kinds of securities to secure the payment of loans of money contracted otherwise than by the issue of bonds, as well as the payment or performance of any other debts, contracts and liabilities of the company;

To draw, accept, endorse, execute, issue any promissory notes, drafts, bills of exchange, bills of lading, warrants or other negotiable or transferable instruments;

To sell or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, stocks, debentures

tions, débetures ou sécurités d'aucune autre compagnie ayant un objet en tout ou en partie semblable à celui de la présente compagnie;

Prendre les mesures pour faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans les provinces ou pays étrangers et désigner des personnes en ces lieux, suivant les lois d'iceux, pour représenter la compagnie;

Prélever, aider à prélever des fonds au moyen de bonus, prêt, promesse, endossement, garantie de débetures, débetures ou autres sécurités ou autrement, pour toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la compagnie peut être en relations d'affaires et garantir le remplacement de ses obligations par toute telle compagnie, corporation ou autre personne;

Généralement faire, exécuter tous actes, contrats, conventions, acquérir, disposer de tous meubles ou immeubles, et en général faire toute chose que la compagnie peut croire nécessaire ou utile pour son avancement, enfin posséder et exécuter tous les pouvoirs accordés en vertu de la loi des compagnies de Québec, sous le nom de "La Fonderie de Joliette, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Joliette, dans le district de Joliette.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de mai, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

2719

C.-J. SIMARD.

or securities of any other company, having any objects altogether or partly similar to those of the present company;

To procure the company to be registered and to be recognized in any provinces and foreign countries and to designate persons therein, according to the law thereof, to represent the company;

To raise and assist in raising money by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, for any other company or corporation with which the present company may have business dealings and to guarantee the replacement of its obligations by any such company, corporation or other person;

Generally to do and execute all acts, contracts, agreements, to acquire and dispose of any real or personal property and generally to do all things which the company may think necessary or useful for its advancement and finally to have and execute all powers granted under the Quebec Companies' Act, under the name of "La Fonderie de Joliette, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Joliette, in the district of Joliette.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of May, 1925.

C. J. SIMARD,

2720

Assistant Provincial Secretary.

"Le Centre de Documentation Sociale, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de mai, 1925, constituant en corporation: Gérard Lemire, étudiant en droit, 582, chemin de la côte Saint-Antoine, Jacques Rousseau, étudiant en droit, 481, rue Guy, Alice Hébert, sténographe, 1605, rue Bordeaux, tous de Montréal, dans les buts suivants:

1. Rechercher, réunir, cataloguer, mettre en vente, prêter, échanger et en disposer de quelque façon que ce soit, tous documents, livres, informations, notes, renseignements relatifs aux sciences économiques, politiques et sociales;

2. Organiser, maintenir et développer la diffusion de ces sciences par tous moyens légitimes, et particulièrement:

(a) Organiser des conférences libres ou payantes;

(b) Editer et répandre des livres, brochures et pamphlets;

(c) Editer des quotidiens ou autres journaux, bulletins et périodiques;

(d) Organiser des concerts, représentations théâtrales, fêtes en plein air, réunions sportives;

(e) En un mot, organiser toute entreprise de nature à favoriser les fins susdites;

3. Exercer toutes les industries et genres de commerce nécessaires, utiles et connexes à l'accomplissement des fins ci-dessus;

4. Demander, enregistrer ou faire enregistrer, au nom de la compagnie ou d'autres personnes pour les compagnies, acquérir d'autres personnes ou compagnies, en jouir et en disposer, tous droits d'auteur, brevets d'invention, marques de commerce qui paraîtront utiles pour les fins de la compagnie;

5. Employer, en tout ou en partie, les actions, fonds, débetures, obligations ou autres valeurs

"Le Centre de Documentation Sociale, Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1925, incorporating Gérard Lemire, student at law, 582 Cote Saint Antoine road, Jacques Rousseau, student at law, 481 Guy Street; Alice Hébert, stenographer, 1605 Bordeaux Street, all of Montreal, for the following purposes:

1. To search for, compile, catalogue, place on sale, lend, exchange and dispose of, in any way whatsoever, all documents, books, informations, notes, and particulars respecting economic, political and social sciences;

2. To organize, maintain and develop the diffusion of such sciences by all lawful means, and particularly:

(a) To organize free or paying lectures;

(b) To edit and circulate books, tracts and pamphlets;

(c) To edit dailies or other news-papers, bulletins and periodicals;

(d) To organize concerts, theatrical representations, open-air festivals and sporting meetings;

(e) Finally to promote any undertaking conducive to the above purposes;

3. To carry on any businesses and transactions necessary, useful and incidental to the attainment of the above purposes;

4. To apply for, register or procure the registration, in the name of the company or of other persons for the company, to acquire from other persons or companies, enjoy and dispose of any copy-rights, patents of invention and trademarks which may appear useful for the company's purposes;

5. To apply in whole or in part the shares, funds, debentures, bonds, or other securities of

de la compagnie pour l'achat de débetures ou d'actions d'autres compagnies ou d'intérêts dans toute association ou société;

6. S'amalgamer ou s'associer avec toutes autres compagnies ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

7. Consentir et faire toutes conventions ou contrats jugés avantageux pour la poursuite des objets ci-dessus mentionnés, faire tous autres genres d'affaires que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec les objets ci-dessus, et qui pourront, directement ou indirectement, protéger, mettre en valeur ou à profit les propriétés, les entreprises ou les droits de la compagnie, sous le nom de "Le Centre de Documentation Sociale, Inc.", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de mai, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
2721 C.-J. SIMARD.

"Loiselle, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de mai, 1925, constituant en corporation: Omer Loiselle, Joseph-Moïse Loiselle, Ernest Petit, courtiers, Joseph Tousignant, comptable, Robert Elliott, bourgeois, de Montréal, dans les buts suivants:

Faire des transactions immobilières en général, soit comme principaux soit comme agents, et acquérir par achat, échange ou autrement et louer, construire, bâtir, améliorer et réparer des maisons, magasins ou autres bâties et généralement toutes sortes de propriétés mobilières et immobilières, et les payer en argent, parts, débetures ou autrement et les vendre, louer ou en disposer de quelque façon que ce soit;

Vendre et échanger les dites propriétés en tout ou en partie, ainsi que les améliorations et bâties qui auront pu y être faites, et accepter en paiement de l'argent comptant, des actions d'autres compagnies, des débetures, billets et autres valeurs, et payer toutes commissions nécessaires pour la vente des dits biens, en tout ou en partie;

Acquérir et posséder, vendre, transporter, disposer de ou souscrire des actions du capital social, des débetures ou autres valeurs émises par d'autres corporations, sociétés ou personnes et exercer tous droits et privilèges de propriété s'y rattachant, et les payer en argent ou en actions ou parts de la présente compagnie;

Acheter la clientèle, les droits, propriétés et actif de toutes sortes, assumer les responsabilités et continuer les affaires de toutes personnes, société, syndicat ou corporation faisant un commerce semblable à celui de cette compagnie et payer pour tel achat en argent, actions, ou débetures de cette compagnie ou autrement;

Vendre ou autrement disposer des droits, affaires, entreprises et propriétés de cette compagnie en tout ou en partie, de quelque façon que ce soit, et recevoir en paiement des parts ou de l'argent ou des débetures ou autres valeurs émises par d'autres corporations avec tous droits s'y rattachants y compris le droit de vote;

the company for the purchase of debentures or shares of other companies or interests in any association or partnership;

6. To enter into any amalgamation or partnership with any other companies having objects altogether or partly similar to those of this company;

7. To consent to and enter into any agreements or contracts deemed advantageous for the pursuit of the aforesaid objects, and to carry on any other business which the company may think capable of being conveniently carried in connection with the above objects or which may seem directly or indirectly calculated to protect, enhance the value of or turn to account the property, undertaking or rights of the company, under the name of "Le Centre de Documentation Sociale, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of May, 1925.

C. J. SIMARD,
2722 Assistant Provincial Secretary.

"Loiselle, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of May, 1925, incorporating Omer Loiselle, Joseph Moïse Loiselle, Ernest Petit, brokers, Joseph Tousignant, accountant, Robert Elliott, gentleman, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general real estate business either as principals or agents, and to acquire by purchase, exchange or otherwise and to lease, construct, build, improve and repair houses, stores or other buildings and generally all kinds of movable and immovable property and to pay for the same in cash, shares, debentures or otherwise and to sell, lease, or dispose of same in any way whatsoever;

To sell and exchange said property in whole or in part, as well as the improvements and buildings which may be erected thereon, and to accept in payment cash, shares of other companies, debentures, notes and other securities and to pay any necessary commissions for the sale of the whole or part of said property;

To acquire and possess, sell, transfer, dispose of or subscribe for shares of the capital stock, debentures or other securities issued by other corporations, partnerships or persons and to exercise all the rights and privileges of ownership attached thereto, and to pay for the same in cash or in stock or shares of the present company;

To purchase the good-will, rights, properties and assets of all kinds and to take over the liabilities and continue the business of any person, partnership, syndicate or corporation carrying on a business similar to that of this company and to pay for such purchase in cash, shares or debentures of this company or otherwise;

To sell or otherwise dispose of the rights, business, undertakings and properties of this company, in whole or in part, in any manner whatsoever and to receive in payment therefor shares or cash or debentures or other securities issued by other corporations with all rights attached thereto, including the right to vote thereon;

Rémunérer en parts acquittées de cette compagnie, débentures ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus dans le placement des actions de cette compagnie, sous le nom de "Loiselle, Limitée", avec un capital total de dix-neuf mille piastres (\$19,000.00), divisé en cent quatre vingt-dix (190) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de mai, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
2723 C.-J. SIMARD.

To remunerate with paid up shares of this company, debentures or otherwise, any person or company for services rendered or to be rendered in the placing of the shares of this company, under the name of "Loiselle, Limitée", with a total capital stock of nineteen thousand dollars (\$19,000.00), divided into one hundred and ninety (190) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of May, 1925.

C. J. SIMARD,
2724 Assistant Provincial Secretary.

"Laurentian Hotels, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de mai 1925, constituant en corporation: René Chênevert, Léopold Barry, Max Bernfeld, avocats, William Thuot, notaire public, et Aline Poirier, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce de tenanciers d'hôtels, restaurants, cafés, tavernes, salles de rafraîchissements et d'auberges, pourvoyeurs licenciés, marchands de vin, bière et tabac, importateurs et manufacturiers d'eaux gazeuses, minérales et artificielles et autres breuvages, pourvoyeurs, fournisseurs d'amusements publics en général, propriétaires d'automobiles, coches, cabriolets et voitures, tenanciers d'écuries de louage, agents et courtiers en immeubles, voituriers et entreposeurs;

Construire, ériger et exploiter des hôtels, conciergeries et maisons d'habitation, boutiques, fabriques, usines, machinerie, résidences, pensions, buanderies et lieux d'amusements;

Acheter, louer ou acquérir autrement des terrains, édifices et immeubles pour fins d'hôtellerie; et louer, hypothéquer et transporter tels immeubles de la manière jugée être dans le meilleur intérêt de la corporation;

Exercer toute autre industrie, (manufacturière ou non), qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des inté-

"Laurentian Hotels, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1925, incorporating: René Chênevert, Leopold Barry, Max Bernfeld, advocates, William Thuot, notary public, and Aline Poirier, spinster, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, restaurant, café, tavern, refreshment booth and lodging house keepers, licensed victuallers, wine, beer and tobacco merchants, importers and manufacturers of aerated, mineral and artificial waters and other drinks, purveyors, caterers for public amusements generally, automobile, coach, cab and carriage proprietors, livery stable keepers, real estate agents, brokers, carriers and warehouse-men;

To construct, erect and operate hotels, apartments and dwelling houses, shops, factories, works, machinery, residences, boarding houses, laundries, and places of amusement;

To purchase, lease or otherwise acquire lands, buildings and real estate for hotel use; and to lease, mortgage and convey such real estate in such manner as may appear to the best interests of the corporation;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of

rêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter, ou tout commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou autrement leur aider, souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Placer les deniers de la compagnie non immédiatement requis de la manière déterminée de temps à autre;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Construire, améliorer, maintenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler toutes manufactures, entrepôts, usines électriques, magasins, boutiques et autres travaux et commodités qui sembleraient susceptibles de favoriser les intérêts de la compagnie, directement ou indirectement, y contribuer, les subventionner ou autrement les aider, ou prendre part à la construction, l'amélioration, au maintien, à l'exploitation, à l'organisation, l'exercice ou le contrôle d'iceux;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissances, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi

interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To invest the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exer-

l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune action du capital de la compagnie, ou des débetures, actions-obligations ou toutes autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, tous biens de la compagnie et particulièrement toutes actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie appartenant à cette compagnie ou dont elle peut avoir le pouvoir de disposer;

Se fusionner ou s'unir à toute autre compagnie ou compagnies poursuivant des fins totalement ou en partie semblables à celles ci-dessus énumérées;

Prélever et aider à prélever de l'argent pour toute compagnie ou corporation avec lesquelles cette compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, et leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs, ou autrement; garantir aussi l'exécution de contrats par aucune telle compagnie ou corporation, par une ou plusieurs autres personnes;

Pour faire connaître les produits de la compagnie adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Laurentian Hotels, Limited", avec un capital total de soixante-quinze mille piastres (\$75,000.00) divisé en cinq cents (500) actions privilégiées et deux cent cinquante (250) actions ordinaires de cent piastres (\$100.00) chacune.

Les porteurs des actions privilégiées auront droit à un dividende cumulatif privilégié au taux de huit pour cent par année sur le capital versé sur icelles, payable à même les bénéfices nets de la compagnie, avant que le solde des bénéfices soit distribué aux détenteurs des actions ordinaires.

cise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company and in particular any shares, debentures, or securities in any other company belonging to this company or which this company may have power to dispose of;

To consolidate or amalgamate with any other company or companies having objects similar in whole or in part to those herein enumerated;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any such person or persons;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Laurentian Hotels, Limited", with a total capital stock of seventy five thousand dollars (\$75,000.00), divided into five hundred (500) preferred shares, and two hundred and fifty (250) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The holders of preference shares shall be entitled to a cumulative preferential dividend at the rate of eight per centum per annum on the capital paid up thereon, payable out of the net profits of the company, before the rest of the profits is distributed to the holders of common stock.

Les dites actions privilégiées ne conféreront pas le droit de voter à aucune assemblée générale de la compagnie, mais leurs détenteurs pourront être élus au bureau de direction.

Les dites actions pourront être rachetées en aucun temps, sur résolution du bureau de direction, au prix de \$110.00 l'action avec en plus tous les dividendes accumulés.

Le bureau principal de la compagnie sera à Sainte-Agathe-des-Monts, dans le district de Terrebonne.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de mai, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

2725

C.-J. SIMARD.

The said preference shares shall not confer any right of voting at any general meeting of the company, but the holders thereof shall be eligible to the Board of Directors.

The said shares are subject to redemption at any time, on resolution of the Board of Directors, upon payment of \$110.00 per share and any accumulated dividends.

The head office of the company will be at Sainte Agathe des Monts, in the District of Terrebonne.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of May, 1925.

C. J. SIMARD,

2726

Assistant Provincial Secretary.

"The Perfection Saw, Ltd.—La Scie Perfection, Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de mai, 1925, constituant en corporation: Pierre-Antoine Paineaud, marchand, Joseph-Philias Couture, assistant-gérant, et Louis Houde, avocat, tous résidant au village de Plessisville, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer généralement l'industrie de manufacturier, marchand de gros ou de détail de tout article pouvant être fabriqué ou commercé;

Acheter, vendre ou faire vendre, fabriquer ou faire fabriquer, spécialement des scies, articles de fer, quincaillerie et tout autre objet qui peut être l'objet d'un commerce licite;

Demander, acquérir, louer, affermer ou autrement s'assurer les bénéfices de tout brevet, dessin de fabrique de nature à être utilisé pour l'une des fins poursuivies par la Cie;

Acquérir, posséder, louer, échanger, hypothéquer des immeubles pour les fins du commerce et de l'industrie que se propose la Cie;

Construire, acquérir, posséder ou affermer des maisons, magasins et entrepôts;

Emettre des actions entièrement acquittées et non sujettes à appel en paiement intégral ou partiel de toute propriété, droits, baux, concessions ou franchises, services rendus à la Cie, que ces actions soient souscrites ou non;

Vendre, louer, échanger ou autrement aliéner tout ou partie de l'actif, des propriétés, droits et entreprises de la Cie pour telle considération que la Cie croira convenable;

Acquérir par tout moyen légal, en totalité ou en partie, l'entreprise, le commerce, les propriétés, l'actif et assumer le passif de toute personne ou Cie exerçant un commerce semblable à celui que cette Cie a l'autorisation d'exercer;

Faire des avances au moyen de prêt ou autrement aux acquéreurs ou locataires d'aucune partie des immeubles de la Cie ou à ses clients, prendre et tenir des hypothèques, nantissements et gages pour garantir le prix d'achat de toute propriété ou de tout argent dû à la Cie à un titre quelconque;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération ou autres fins similaires avec toute personne ou Cie exerçant ou exploitant une industrie ou un commerce de nature à profiter à la présente Cie et à ses fins, prêter des fonds ou autrement aider ces dites personnes et Cies en

"The Perfection Saw, Ltd.—La Scie Perfection, Ltée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1925, incorporating: Pierre-Antoine Paineaud, merchant; Joseph-Philias Couture, assistant-manager, and Louis Houde, advocate, all residing at the village of Plessisville, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally the business of manufacturer and wholesale or retail merchant of any article capable of being the object of manufacture or trade;

To purchase, sell or cause the sale of, manufacture or cause the manufacture of saws, iron wares, hardware, and any other object which may be the object of a lawful trade;

To apply for, acquire, lease, rent, or otherwise secure the benefits of any patents, industrial designs capable of being used for any of the purposes pursued by the company;

To acquire, possess, lease, exchange, hypothecate immovables for the purposes of the business and industry which the company has in view;

To construct, acquire, possess or lease houses, stores and warehouses;

To issue fully paid up and non-assessable shares in full or part payment of any property, rights, leases, concessions or franchises, services rendered to the company, whether such shares are subscribed for or not;

To sell, lease, exchange, or otherwise dispose of all or part of the assets, property, rights and undertakings of the company for such consideration as the company may think fit;

To acquire by lawful means the whole or part of the undertaking, business, property, assets, and to take over the liabilities of any person or company carrying on any business similar to that which this company is authorized to carry on;

To make advances of money by way of loans or otherwise to the purchasers or lessees of any part of the immovables of the company or to its customers and to take and hold hypothecs, mortgages and liens to secure the purchase price of any property or of any sums of money due to the company under any title;

To enter into partnership or into any agreements for sharing of profits, union of interest, cooperation or otherwise with any person or company carrying on or engaged in any business or transaction calculated to benefit the present company and, for such purposes, to lend money to or otherwise assist any such person or com-

acquérant leurs actions et valeurs, avec faculté d'en disposer au gré de la présente Cie;

Tirer, faire, accepter, endosser et émettre des billets promissoires, lettres de change en vertu de la loi des Banques et autres effets négociables, sous le nom de "The Perfection Saw, Ltd.—La Scie Perfection, Ltée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Plessisville, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de mai, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

2727

C.-J. SIMARD.

pany by making the acquisition of their shares and securities, with the right to dispose of same as the company may see fit;

To draw, make, accept, endorse and issue promissory notes, bills of exchange under the Bank Act and other negotiable instruments, under the name of "The Perfection Saw, Ltd.—La Scie Perfection, Ltée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Plessisville, in the district of Arthabaska.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of May, 1925.

C. J. SIMARD,

2728

Assistant Provincial Secretary.

"Workmen's Circle Social Club".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de mai, 1925, constituant en corporation, sans capital-actions: Iziek Sherman, opérateur, 53a Mozart ouest; Bennie Bloom, charpentier, 3207 rue Saint-Urbain; Israel Dilkofsky, laitier, 75, Bélanger, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Promouvoir des relations sociales entre ses membres, pourvoir à l'étude des langues française, anglaise et autres, et enseigner à ses membres la littérature, l'histoire, et la culture générale juive;

Prendre individuellement et engager d'autres à prendre un intérêt particulier dans le "Workmen's Circle Social Club" et pourvoir aux méthodes et moyens par lesquels leur bien-être physique, mental et moral sera bénéficié;

Percevoir, lever, recevoir et détenir des fonds et propriétés immobilières ou mobilières par des contributions volontaires, honoraires de ses membres, dons et legs, octrois publics et privés ou autrement pour les fins de la société;

Acheter, prendre à bail, louer ou acquérir autrement et détenir des terrains et édifices ou tout intérêt dans tels terrains et édifices pour les fins de la société et les vendre et en disposer de la manière jugée convenable;

Eriger des édifices et les meubler et aménager pour les fins susmentionnées et pour fins de sport, de récréation, d'amusement, divertissements ou instruction;

Mener à bonne fin aucun autre objet que la société croira pouvoir convenablement exercer en rapport avec ses objets, ou de nature à promouvoir directement ou indirectement ses fins et objets;

Faire toutes les choses légales qui sont nécessaires, se rattachent ou tendent à la réalisation des objets susmentionnés ou aucun d'eux, sous le nom de "Workmen's Circle Social Club".

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de trente mille piastres (\$30,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de mai, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

2729

C.-J. SIMARD.

"Workmen's Circle Social Club".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1925, to incorporate as a corporation without share capital: Iziek Sherman, operator, 53a Mozart West, Bennie Bloom, carpenter, 3207 Saint Urbain Street, Israel Dilkofsky, milkman, 75 Belanger, all of Montreal, for the following purposes:

To promote social intercourse amongst its members, to provide for the study of French, English and other languages, and to educate its members in Jewish literature, history and general culture;

To individually take and secure others to take a friendly interest in the Workmen's Circle Social Club, and to provide methods and means whereby their physical, mental and moral welfare shall be promoted;

To raise, collect, receive, and to hold funds and property, real or personal, by voluntary contributions, fees from members, gifts or legacies, public and private grants or otherwise for all the purposes of the society;

To purchase, take on lease, hire or otherwise acquire and hold lands and buildings or any interest therein for the purposes of the society and to sell and dispose of such lands and buildings as may be deemed fit;

To erect buildings and furnish and equip same for the aforesaid mentioned purposes and for the purposes of sport, recreation, amusement, entertainment or instruction;

To carry out any other purposes which may seem to the society capable of being conveniently carried out in connection with its objects, or calculated directly or indirectly to promote its purposes and objects;

To do all such lawful things as are necessary, incidental or conducive to the attainment of the above objects or any one of them, under the name of "Workmen's Circle Social Club".

The amount to which the value of the immovable property which the company may possess is to be limited, is thirty thousand dollars (\$30,000.00).

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of May, 1925.

C. J. SIMARD,

2730

Assistant Provincial Secretary.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"Port Alfred Pulp & Paper Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5993 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-huitième jour de mai, 1925, à la compagnie "Port Alfred Pulp & Paper Corporation", pour les fins suivantes:

Augmenter le capital de la compagnie de trente mille (30,000) actions sans valeur nominale au pair à soixante mille (60,000) actions sans valeur nominale au pair et soixante mille (60,000) actions privilégiées portant un dividende cumulatif de sept pour cent (7%), d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune, avec les droits, préférences, priorités, privilèges, restrictions, dispositions et conditions suivantes attachées aux dites actions privilégiées, savoir:

1. Les détenteurs des actions privilégiées auront droit de recevoir à même les bénéfices nets ou le surplus des recettes de la compagnie, tels que et lorsque déclarés par le bureau de direction, des dividendes cumulatifs à un taux n'excédant pas sept pour cent (7%) sur le capital versé sur telles actions, à compter du premier mai 1925, ou, s'il s'agit des actions privilégiées émises après le premier mai 1925, à compter de la date de l'émission respective de telles actions, payables trimestriellement aux dates que les directeurs de la compagnie pourront fixer, de préférence et avec priorité à tout paiement de dividende sur toute autre classe d'actions de la compagnie, mais ils n'auront pas droit de participer davantage dans la distribution de dividendes ou bénéfices;

2. Les dits dividendes sur les actions privilégiées seront cumulatifs et aucun dividende ne sera déclaré ou payé sur toute autre classe d'actions à moins que les arrérages de dividendes sur lesdites actions privilégiées n'aient été payés.

3. Dans le cas de liquidation, dissolution ou ventilation de la compagnie, les porteurs des actions privilégiées inscrits dans les livres de la compagnie auront droit, avant qu'aucun actif de la compagnie ne soit distribué ou payé aux détenteurs de toute classe d'actions venant en priorité après les actions privilégiées, à être payés en entier de la valeur au pair de leurs actions avec tous les dividendes courus impayés et, si telle liquidation, dissolution ou règlement de la compagnie est volontaire, un montant supplémentaire égal à dix pour cent (10%) de telle valeur au pair. Si, au moment de telle liquidation, dissolution ou ventilation, les biens de la compagnie distribuables comme ci-dessus aux porteurs d'actions privilégiées étaient insuffisants pour permettre le paiement desdits montants, alors l'actif en entier de la compagnie ainsi distribuable serait distribué au prorata parmi les détenteurs de capital préférentiel, dont les noms sont inscrits dans les livres de la compagnie;

4. Les détenteurs des actions privilégiées n'auront pas droit de voter aux assemblées spéciales ou ordinaires des actionnaires de la compagnie, sauf et excepté lorsque et aussi longtemps que des dividendes au montant de quatorze pour cent ou plus sur le capital versé sur les dites actions privilégiées sont en souffrance et impayés, et sauf et excepté relativement à

"Port Alfred Pulp & Paper Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5993 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of May, 1925, to the company "Port Alfred Pulp & Paper Corporation", for the following purposes:

That the capital of the company be increased from thirty thousand (30,000) shares without nominal or par value to sixty thousand (60,000) shares without nominal or par value and sixty thousand (60,000) seven per cent (7%) cumulative preferred shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each, and that the following rights, preferences, priorities, privileges, restrictions, provisions and conditions be attached to the said preferred shares, namely:

1. The holders of the preferred shares shall be entitled to receive out of the net profits or surplus earnings of the company, as and when declared by the Board of Directors, cumulative dividends at the rate of but not exceeding seven per cent (7%) per annum on the capital paid up thereon from first May, 1925, or, in respect of preferred shares issued after first May 1925, then from the date when the respective shares are issued, payable quarterly on such dates as the directors of the company may decide, in preference to and with priority over any payments of dividends upon any other class of stock of the company, but shall not be entitled to further participation in the distribution of dividends or profits.

2. The said dividends on the preferred shares shall be cumulative and no dividend shall be declared or paid on any other class of stock until all arrears of dividends on the said preferred shares are paid.

3. In the event of any liquidation, dissolution or winding up of the company, the holders of record of the preferred stock shall be entitled, before any of the assets of the company shall be distributed among, or paid over to the holders of any other class of stock junior to the preferred stock, to be paid in full the par amount of their shares, together with all unpaid accrued dividends, whether declared or not, and if such liquidation, dissolution or winding up of the company be voluntary, a further amount equal to ten per cent (10%) of such par amount. If upon such liquidation, dissolution or winding up, the assets of the company distributable as aforesaid among the holders of the preferred stock shall be insufficient to permit the payment to them of said amounts, then the entire assets of the company so distributable shall be distributed ratably among the holders of record of the preferred stock.

4. The holders of the preferred shares shall not be entitled to vote at any special or ordinary shareholders meeting of the company, save and except when and so long as dividends to the extent of fourteen per cent or more of the capital paid up on such preferred shares shall be in arrears and unpaid, and save and except in regard to such matters as may affect the rights, prefer-

quelque sujet qui pourrait affecter les droits, préférences, priorités, privilèges, restrictions, dispositions et conditions attachés aux dites actions privilégiées ou à d'autres affaires qui, en vertu des termes de la loi des compagnies de Québec, exigent l'approbation d'une proportion définie du capital-actions souscrit de la compagnie; pourvu qu'aucune modification de tels droits, préférences, priorités, privilèges, restrictions, dispositions et conditions et qu'aucune augmentation du montant autorisé de telles actions privilégiées et qu'aucune vente de l'entreprise de la compagnie ne soit faite sans le consentement des détenteurs des actions privilégiées, exprimé par le vote d'au moins les trois-quarts en valeur des actions privilégiées représentées à une assemblée de tels détenteurs dûment convoquée dans tel but, et à laquelle assemblée les détenteurs de pas moins des deux-tiers en valeur de telles actions privilégiées alors en cours sont présents ou représentés par procuration.

5. Sur résolution du bureau de direction, la totalité ou une partie quelconque des actions privilégiées alors en cours peuvent être appelées pour rachat par la compagnie à toute échéance de dividende, à un prix égal au montant versé sur icelles avec une prime de dix pour cent (10%) de tel montant, avec en plus tous les dividendes courus et impayés à la date de tel rachat, ou elles peuvent être rachetées et retirées par la compagnie à un prix plus bas, si on peut les obtenir. Il ne sera fait aucun appel pour rachat d'une partie seulement des actions privilégiées lorsque les dividendes courus sur des actions privilégiées sont en souffrance et impayés. Au cas où la compagnie rachèterait en aucun temps moins que le montant total des actions privilégiées en cours, les actions qui seront rachetées seront tirées au sort de la manière déterminée par le bureau de direction. La compagnie donnerait avis par écrit à chaque actionnaire dont les actions sont rachetées, par lettre recommandée adressée à tel actionnaire à son adresse indiquée dans les livres de la compagnie ou, si aucune adresse n'est indiquée, à sa dernière adresse connue, et mise à la poste affranchie au moins trente jours avant la date fixée pour tel rachat, et après telle date les actions ainsi rappelées pour rachat n'auront pas droit à des dividendes additionnels, à moins que la compagnie fasse défaut dans le paiement du prix de rachat.

Toutes les actions ainsi rachetées seront annulées et ne seront pas réémises.

Les dites trente mille (30,000) actions additionnelles sans valeur nominale au pair seront émises pour telle considération que le bureau de direction de la compagnie pourra déterminer.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de mai, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
2731 C.-J. SIMARD.

"Saguenay Motors, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5978 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuvième jour de mai, 1925, à la compagnie "Saguenay Motors, Limited", modifiant les termes des lettres patentes originaires de la dite compagnie en y ajoutant les dispositions suivantes, savoir:

Limitier à vingt, le nombre des actionnaires de la dite compagnie "Saguenay Motors, Limited",

ences, priorities, privileges, restrictions, provisions and conditions attaching to such preferred shares, or such matters as shall, under the terms of the Quebec Companies' Act, require for adoption the vote of any stated proportion of the company's subscribed capital stock; provided that no modification of such rights, preferences, priorities, privileges, restrictions, provisions and conditions and no increase in the authorized amount of such preferred stock and no sale of the undertaking of the company shall be made except with the consent of the preferred stock holders, given by the vote of at least three-fourths in value of the preferred stock represented at a meeting of the holders thereof duly called for the purpose of considering the same, and at which the holders of not less than two thirds in value of such stock then outstanding are present or represented by proxy.

5. By resolution of the Board of Directors, all or any part of the preferred shares at any time outstanding may be called for redemption by the company on any dividend day, at a price equal to the amount paid up thereon and a premium of ten per cent (10%) of such amount, together with all accrued and unpaid dividends to the date of redemption, or may be purchased and retired by the company at any less price at which the same can be procured. No call for redemption of part only of the preferred shares shall be made at any time when accrued dividends on the preferred shares are overdue and unpaid. In the event of the company calling for redemption at any one time less than the whole amount of the outstanding preferred shares, the shares to be so redeemed shall be selected by lot, in such manner as may be determined by the Board of Directors. The company shall give notice in writing to each shareholder whose shares are to be so redeemed, by registered letter addressed to such shareholder at his address shown on the books of the company or, if no address be shown, to his last known address, and mailed post paid at least thirty days before the date set for such redemption, and after that date the shares so called for redemption shall not carry the right to any further dividends, unless the company make default in the payment of the redemption price. All shares so redeemed shall be cancelled and shall not be re-issued.

That the said thirty thousand (30,000) additional shares without nominal or par value shall be issued for such consideration as may be fixed by the Board of Directors of the company.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of May, 1925.

C. J. SIMARD,
2732 Assistant Provincial Secretary.

"Saguenay Motors, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5978 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1925, to the company "Saguenay Motors, Limited", changing the terms of the original letters patent of the said company by adding the following dispositions, to wit:

Limiting to twenty the number of shareholders of said company "Saguenay Motors, Limited",

ed", non compris ses employés actuels, action-ed", not including its present employees who are shareholders of the company.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de mai, 1925.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of May, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
2733 C.-J. SIMARD.

C. J. SIMARD,
2734 Assistant Provincial Secretary.

"Scientific Dyers and Finishers, Limited".

"Scientific Dyers and Finishers, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5969 et 5978 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du quinzième jour de mai, 1925, à la compagnie "Silk Dyeing Works, Limited" pour les fins suivantes:

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5969 and 5978 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1925, to the Company "Silk Dyeing Works, Limited", for the following purposes:

1. Pour changer le nom de la dite compagnie "Silk Dyeing Works, Limited" en celui de "Scientific Dyers and Finishers, Limited".

1. That the name of the said company "Silk Dyeing Works, Limited" be changed to that of "Scientific Dyers and Finishers, Limited".

2. Pour retrancher de la charte de la compagnie la dernière clause: pourvoyant à ce que le président de la compagnie soit en même temps le directeur-gérant et pour que la compagnie soit à l'avenir régie par les dispositions générales de la loi des compagnies, à cet égard, et par ce fait annulant les dispositions à ce sujet des règlements nos 2, 7 et 8 de la compagnie, la dite clause étant remplacée par ce qui suit: "Le bureau de direction régulier de la dite compagnie sera composé de trois directeurs et officiers, savoir:

2. To efface from the Charter of the company the last clause providing that the president of the company be managing director at the same time, and to return the company under the general provisions of the Companies' Act, with regard to the same, thereby cancelling the provisions in that regard of By-laws Nos. 2, 7 and 8 of the company, and the said clause to be replaced by the following:

Un président,
Un vice-président,
Un secrétaire-trésorier et administrateur général".

"The regular Board of Directors of the said company will be composed of three directors and officers, namely:

President,
Vice-President,
Secretary-Treasurer and General Manager".

Sujet à tel changement, addition et modification que le bureau de direction pourra en aucun temps, par une résolution dûment adoptée, créer.

Subject to such change, addition and alteration as the Board of Directors may at any time, by resolution duly passed, provide.

3. Pour ajouter aux pouvoirs de la compagnie, après la troisième dernière clause de la charte de la compagnie, les pouvoirs suivants, savoir: "Teindre, merceriser, enrouler, bobiner, empeser, blanchir, finir, rendre imperméable, toutes sortes de soie naturelle, soie artificielle, laines et cotons de toutes sortes, y compris le coton mercerisé, la paille, la fourrure et toutes sortes de fil, étoffe à la verge, étoffe d'estame ou tous articles de nature semblable ou similaire".

3. That there be added to the powers of the company, after the third last clause of the company's charter, the following powers, to wit:

"To dye, mercerize, wind, spool, size, bleach, finish and waterproof any and all kinds of genuine silk, artificial silk, wool, cotton of all kinds, including mercerized cotton, straw, fur and any and all other kinds of yarn, piecegoods, twist or worsted, or any articles of a similar or like nature".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de mai, 1925.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of May, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
2735 C.-J. SIMARD.

C. J. SIMARD,
2736 Assistant Provincial Secretary.

Département de l'Instruction Publique

Department of Public Instruction

No. 783-25

Québec, 2 juin, 1925.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Lucie-de-Beauregard, comté de Montmagny, les lots Nos 21 à 52 inclusivement du rang 9 du canton de Talon; les lots Nos 1 à 15 inclusivement du même rang et du même canton; les lots Nos 21 à la ligne entre les Etats-Unis, des rangs 10, 11 et 12 du même canton, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Lac-Frontière", même comté.

2773-23-2

No. 783-25

Quebec, June 2nd., 1925.

Application is made to detach from the school municipality of Sainte Lucie de Beauregard, county of Montmagny, the lots Nos. 21 to 52 inclusively of the ninth Range of the township of Talon; the lots Nos. 1 to 15 inclusively of the same Range and the same township; the lots Nos. 21 to the line between the United States, of the tenth, eleventh and twelfth Ranges of the same, township and to erect all this territory into a separate school municipality, under the name of "Lac Frontière", same county.

2774-23-2

620-25

Québec, 1er juin, 1925.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Charles, comté de Bellechasse, les lots Nos 408, 411 et 412 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Charles, et de les annexer à la municipalité scolaire de La Durantaye, même comté.

2775-23-2

No 2428-14

Québec, 27 mai 1925.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du village de Belœil, comté de Verchères, tous les lots ou parties de lots de la première et de la deuxième concession de la paroisse de Belœil, et faisant actuellement partie de cette dernière, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Mathieu-de-Belœil", même comté.

2689-22-2

No 1176-24

Québec, 21 mai 1925.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Louis-de-Kamouraska, comté de Kamouraska, le tiers sud (environ 33 arpents) du lot numéro 235 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Louis-de-Kamouraska, et d'annexer cette partie de lot à la municipalité scolaire de Saint-Pascal, même comté.

2691-22-2

No 515-11

Québec, 26 mai 1925.

Demande est faite de détacher des municipalités scolaires de Godmanchester, Cazaville, Saint-Anicet No 11, Saint-Anicet No 2, et de Dundee, dans le comté de Huntingdon, tout le territoire formant actuellement la paroisse canonique de Sainte-Agnès-de-Dundee, telle qu'érigée par décret canonique en date du 17 septembre 1863, et agrandie par décret en date du 26 septembre 1904, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, sous le nom de "Sainte-Agnès-de-Dundee", même comté.

2693-22-2

No 2428-14

Québec, 27 mai 1925.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du Village de Belœil, comté de Verchères, le territoire suivant, borné comme suit, savoir: au Sud-est, par la rivière Richelieu; au Nord-ouest, par le terrain ou chemin de fer du Canadien National; du côté Sud-est, par une route située entre la paroisse civile de McMasterville et la ville de Belœil; du côté Sud-ouest, par la paroisse de Saint-Basile-le-Grand, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Village de McMasterville", même comté.

2695-22-2

620-25

Quebec, June 1st., 1925.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Charles, county of Bellechasse, the lots Nos. 408, 411 and 412 of the official cadastre of the parish of Saint Charles, and to annex them to the school municipality of La Durantaye, same county.

2776-23-2

No. 2428-14

Quebec, May 27, 1925.

Application is made to detach from the school municipality of the village of Belœil, county of Verchères, all the lots or parts of lots of the first and second concessions of the parish of Belœil, and presently forming part of said parish, and to erect all this territory into a separate school municipality under the name of "Saint Mathieu de Belœil", same county.

2690-22-2

No. 1176-24

Quebec, May 21, 1925.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Louis de Kamouraska, county of Kamouraska, the south third (about 33 arpents) of lot number 235 of the official cadastre of the parish of Saint Louis de Kamouraska, and to annex said part of lot to the school municipality of Saint Pascal, same county.

2692-22-2

No. 515-11

Quebec, May 26, 1925.

Application is made to detach from the school municipalities of Godmanchester, Cazaville, Saint Anicet No. 1, Saint Anicet No. 2, and of Dundee, in the county of Huntingdon, all the territory presently forming the canonical parish of Sainte Agnès de Dundee, as erected by canonical decree dated the 17th of September, 1863, and aggrandized by a decree dated the 26th of September, 1904, and to erect all this territory into a separate school municipality, for Catholics only, under the name of "Sainte Agnès de Dundee", same county.

2694-22-2

No. 2428-14

Quebec, May 27, 1925.

Application is made to detach from the school municipality of the Village of Belœil, county of Verchères, the following territory bounded as follows, to wit: to the southeast by the Richelieu River; to the northwest by the right of way of the Canadian National Railways; on the southeast side by a by-road situate between the civil parish of McMasterville and the town of Belœil; on the southwest side by the parish of Saint Basile le Grand, and to erect all the above territory into a separate school municipality under the name of "Village of McMasterville", same county.

2696-22-2

Département du trésor

Treasury Department

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Employers' Liability Assurance Corporation, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, accident, maladie, explosion, garantie, automobile, vol avec effraction, grêle, bris de glaces et chaudières à

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to the "Employers' Liability Assurance Corporation, Limited", authorizing it to transact, throughout the province of Quebec, the business of fire, accident, sickness, explosion, guarantee, automobile, burglary, hail, plate glass and steam boiler insurance, has been

vapeur, a été amendé, permettant en plus l'assurance contre les dégâts causés par arrosoir, automatiques, ouragans et contre le faux, le et après ce vingt-neuvième jour de mai, 1925.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce vingt-neuvième jour de mai, 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec,

J.-A. PARADIS,

Surintendant des assurances suppléant.

Branche des Assurances,

Département du Trésor,

Québec, P. Q.

2737—23-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "London Guarantee and Accident Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le vol avec effraction, garantie, accident, maladie, feu, faux, grêle, contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques, bris de glaces, transport intérieur, automobile et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, a été amendé, permettant en plus l'assurance contre les ouragans, le et après ce vingt-neuvième jour de mai, 1925.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce vingt-neuvième jour de mai, 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec,

J.-A. PARADIS,

Surintendant des assurances suppléant.

Branche des Assurances,

Département du Trésor,

Québec, P. Q.

2739—23-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The Ocean Accident and Guarantee Corporation, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, maladie, accident, bris de glace, garantie, vol avec effraction, automobile, chaudières à vapeur, et assurance contre dommages à la propriété et responsabilité pour dommages aux autres personnes ou propriétés causés par le bris d'aucune machine électrique, a été amendé, permettant en plus l'assurance contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres et contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques, le et après ce vingt-neuvième jour de mai, 1925.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce vingt-neuvième jour de mai, 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec,

J.-A. PARADIS,

Surintendant des assurances suppléant.

Branche des Assurances,

Département du Trésor,

Québec, P. Q.

2741—23-2

Ministère de l'agriculture

Avis public concernant la formation d'un cercle agricole dans la paroisse de Saint-Philibert, comté de Beauce.

Avis est par le présent donné que le ministre de l'agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté de Beauce, sous le nom de "Cercle Agricole de la paroisse de Saint-Phi-

extended to include sprinkler leakage, tornado and forgery insurance, on and after this twenty-ninth day of May, 1925.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty-ninth day of May, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec,

J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department,

Quebec, P. Q.

2738—23-2

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to the "London Guarantee and Accident Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the province of Quebec, the business of guarantee, burglary, accident, sickness, fire, forgery, hail, sprinkler leakage, plate glass, inland transportation, automobile and insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, has been extended to include tornado insurance, on and after this twenty-ninth day of May, 1925.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty-ninth day of May, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec,

J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department,

Quebec, P. Q.

2740—23-2

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to "The Ocean Accident and Guarantee Corporation, Limited", authorizing it to transact, throughout the province of Quebec, the business of fire, sickness, accident, plate glass, guarantee, burglary, automobile, steam boiler and insurance against damage to property and liability for damage to the property or person of others caused by the breakdown of any electrical machinery, has been extended to include insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas and sprinkler leakage insurance, on and after this twenty-ninth day of May, 1925.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty-ninth day of May, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec,

J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department,

Quebec, P. Q.

2742—23-2

Department of Agriculture

Public notice respecting the organization of a farmers' club in the parish of Saint Philibert, county of Beauce.

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the formation of a farmers' club, in the county of Beauce, under the name of "Cercle agricole de la paroisse de

libert", lequel est présentement constitué en corporation, conformément à la loi des cercles agricoles. (Art. 1859 et suivants.)

Le sous-ministre de l'Agriculture,

J.-ANTONIO GRENIER.

Québec, ce 1er jour de juin, 1925. 2759

Saint-Philibert", which is presently incorporated in accordance with the act respecting Farmers' Clubs (Art. 1859 and following).

J. ANTONIO GRENIER,

Deputy-Minister of Agriculture.

Quebec, this 1st day of June, 1925. 2760

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Chicoutimi, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Sainte-Anne-de-Chicoutimi" et que son principal siège d'affaires est en la municipalité du village de Sainte-Anne, comté de Chicoutimi.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture, ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Le sous-ministre de l'Agriculture,

J.-ANTONIO GRENIER.

Québec, ce 30 mai, 1925. 2761

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Chicoutimi, under the name of "Société Coopérative Agricole de Sainte-Anne-de-Chicoutimi" and that its chief place of business is in the municipality of the village of Sainte Anne, county of Chicoutimi.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of this Association.

Dated at Quebec, May 30, 1925.

J. ANTONIO GRENIER,

2762 Deputy Minister of Agriculture.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 4048.—Dame Cornélie Brière, de Montréal, épouse de Joseph Rose, agent d'immeubles, a formé une demande en séparation de biens contre son dit mari.

Montréal, le 5 mai, 1925.

Le procureur de la demanderesse,

2743—23-5 J.-A.-E. DION.

No 4264. Province de Québec. District de Montréal. Cour Supérieure.—Dame Aldéa Pesant, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Patrick Laniel, épiciers-boucher, du même lieu, la dite Dame Aldéa Pesant dûment autorisée à ester en justice par jugement de cette Cour, en date du 12 mai 1925, demanderesse; vs Le dit Patrick Laniel, des cité et district de Montréal, défendeur.

Avis: une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 18 mai, 1925.

Montréal, 29 mai 1925.

Les procureurs de la demanderesse,

2745—23-5 BEAUREGARD & LABELLE.

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières. Cour Supérieure.

Dame Bella Cadotte, de Saint-Stanislas, épouse de William Trépanier, cultivateur, de Saint-Stanislas, district des Trois-Rivières, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit William Trépanier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 26e jour de mai 1925.

Trois-Rivières, 26 mai 1925.

Les procureurs de la demanderesse,

2661—22-5 LAJOIE & LAJOIE.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, No. 4048, Superior Court — Dame Cornélie Brière, of Montreal, wife of Joseph Rose, real estate agent, of the same place, has instituted an action in separation as to property against her said husband.

Montreal, May 5th, 1925.

J. A. E. DION,

2744—23-5 Attorney for plaintiff.

No. 4264. Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court.—Dame Aldea Pesant, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Patrick Laniel, grocer and butcher, of the same place, the said Dame Aldea Pesant duly authorized for the purposes hereof under a judgment of this Court, in date of May 12th., 1925, plaintiff; vs The said Patrick Laniel, of the said city and district of Montreal, defendant.

Notice: an action in separation as to property has been instituted in this case on the 18th day of May, 1925.

Montreal, May 29th., 1925.

BEAUREGARD & LABELLE,

2746—23-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières. Superior Court.

Dame Bella Cadotte, of Saint Stanislas, wife of William Trépanier, farmer, of Saint Stanislas, district of Trois Rivières, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said William Trépanier, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause this day.

Trois Rivières, May 26th, 1925.

LAJOIE & LAJOIE,

2662—22-5 Attorneys for the plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 3488. Dame Antoinette Guérin, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Cyrille Benoit, imprimeur, du même lieu, dûment autorisée en justice aux fins des présentes par jugement du 11 mai 1925, demanderesse; vs Aristide Guérin, menuisier, du même lieu, en sa qualité de curateur *ad hoc* au dit Cyrille Benoit, interdit pour démence, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 12 mai 1925.

L'avocat de la demanderesse,
2663—22-5 C.-A. GUERTIN.

Cour Supérieure de la province de Québec, pour le district de Montréal, No 2544. Dame Rachel Korobow, du village de New-Glasgow, district de Terrebonne, épouse commune en biens de Hyman Schwartz, marchand, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Hyman Schwartz, des cité et district de Montréal, défendeur.

La demanderesse a pris, contre le défendeur, une action en séparation de biens.

Montréal, le 13 mai, 1925.
Les procureurs de la demanderesse,
SHULMAN, SHULMAN & SHULMAN.
2553—21-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 3378, Alexina Lussier, épouse de C.-H. Patry, de Montréal, demanderesse; vs C.-H. Patry, de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur par la demanderesse, le 22 avril, 1925.

Montréal, le 15 mai, 1925.
Le procureur de la demanderesse,
2555—21-5 PIERRE ARBOUR.

Province de Québec, district de Richelieu, Cour Supérieure, No 7502. Dame Odinat Plamondon, du village de Saint-François-du-Lac, épouse de Emile Beauchemin, charpentier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Le dit Emile Beauchemin, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 6 mai, 1925.

Sorel, 15 mai, 1925.
Le procureur de la demanderesse,
2557—21-5 AIMÉ CHASSE.

Province de Québec, district de Joliette, Cour supérieure, No 1105. Dame Marie-Anne Lafortune, épouse de Emmanuel Laporte, journalier, de la paroisse de Saint-Gérard-de-Magella, district de Joliette, autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Emmanuel Laporte, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 27ième jour d'avril, 1925.

Joliette, le 18 mai, 1925.
L'avocat et le procureur de la demanderesse,
MAX. PERRAULT.

(Vraie copie)
L'avocat et le procureur de la demanderesse,
MAX. PERRAULT. 2585—21-5

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 3488. Dame Antoinette Guerin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Cyrille Benoit, printer, of the same place, duly authorized in justice for the present purposes by judgment of the 11th of May 1925, plaintiff; vs Aristide Guerin, carpenter, of the same place, in his quality of curator *ad hoc* to the said Cyrille Benoit, interdicted for insanity, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 12th of May 1925.

C. A. GUERTIN,
2664—22-5 Attorney for plaintiff.

In the Superior Court for the province of Quebec, District of Montreal, No. 2544. Dame Rachel Korobow, of the village of New Glasgow, district of Terrebonne, wife common as to property of Hyman Schwartz, merchant, of the city and district of Montreal, plaintiff; against Hyman Schwartz, of the city and district of Montreal, defendant.

The plaintiff has taken against the defendant an action for separation as to property.

Montreal, May 13th., 1925.
SHULMAN, SHULMAN & SHULMAN,
Attorneys for plaintiff.

2554—21-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3378, Alexina Lussier, wife of C. H. Patry, of Montreal plaintiff; vs C. H. Patry, of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted by plaintiff against defendant on April, 22, 1925.

Montréal, 15th. May, 1925.
PIERRE ARBOUR,
2556—21-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Richelieu, Superior Court, No. 7502. Dame Odinat Plamondon, of the village of Saint François du Lac, wife of Emile Beauchemin, carpenter, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs The said Emile Beauchemin, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause the sixth of May 1925.

Sorel, May 15, 1925.
AIME CHASSE,
2558—21-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Joliette, Superior Court, No. 1105. Dame Marie Anne Lafortune, wife of Emmanuel Laporte, laborer, of the parish of Saint Gerard de Magella, district of Joliette, authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Emmanuel Laporte, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 27th day of April, 1925.

Joliette, May 18, 1925.
(Signed) MAX. PERRAULT,
Advocate and attorney for plaintiff.

(A true copy)
MAX. PERRAULT,
Advocate and attorney for plaintiff.
2586—21-5

Province de Québec, District de Saint-François. Cour Supérieure, No. 212. Clara Daigneault, du canton de Magog, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Waldez Courtemanche, du même lieu, et dûment autorisée, demanderesse; vs Ledit Waldez Courtemanche, défendeur.

Une action en séparation de biens a, ce jour, été intentée contre le défendeur.

Sherbrooke, ce 16 avril, 1925.

Le procureur de la demanderesse,
2423—20-5 ROMULUS COUTURE.

Province of Quebec, District of Saint Francis. In the Superior Court, No. 212. Clara Daigneault, of the township of Magog, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Waldez Courtemanche, of the same place, and duly authorized, plaintiff; vs The said Waldez Courtemanche, defendant.

An action in separation as to property has been taken against the defendant.

Sherbrooke, this 16th of April, 1925.

ROMULUS CLOUTIER,
2424—20-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Rimouski. Cour Supérieure. No. 9816. Dame Emilia Pipe dit Simonneau, du village de Saint-Benoit-Joseph-Labre d'Amqui, district de Rimouski, épouse commune en biens de Charles Duval, cordonnier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Le dit Charles Duval, défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée contre le défendeur.

Rimouski, 6 mai, 1925.

L'avocat de la demanderesse,
2441—20-5 J.-L. CEDRAS.

Province of Quebec, District of Rimouski, Superior Court. No. 9816. Dame Emilia Pipe dit Simonneau, of the Village of Saint Benoit Joseph Labre d'Amqui, district of Rimouski, wife common as to property of Charles Duval, shoemaker, of the same place, duly authorized to *ester en justice*; vs The said Charles Duval, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

Rimouski, May 6th, 1925.

J. L. CEDRAS,
2442—20-5 Attorney for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure, Beauce, No 8699.

Marie-Louise-Anna Veilleux, épouse commune en biens de Joseph *alias* Josaphat Poulin, de Saint-Honoré, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Joseph *alias* Josaphat Poulin, défendeur.

La demanderesse a institué ce jour une action en séparation de biens contre son mari, le 7 mai, 1925.

Saint-Joseph, Beauce, 7 mai, 1925.

Le procureur de la demanderesse,
2443—20-5 REMI BOLDUC.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court Beauce, No. 8699.

Marie Louise Anna Veilleux, wife common as to property of Joseph *alias* Josaphat Veilleux, farmer, of Saint Honoré, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph *alias* Josaphat Poulin, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, the 7th May, 1925.

Saint Joseph, Beauce, May 7th, 1925.

REMI BOLDUC,
2444—20-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Rimouski, Cour Supérieure, No 9835. Dame Marie Poirier, épouse commune en biens de Cyprien Vignola, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Jeanne-d'Arc, district de Rimouski, dûment autorisée à ester en justice, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le dit Cyprien Vignola, défendeur.

Rimouski, 13 mai, 1925.

Le procureur de la demanderesse,
2507—20-5 R.-E. ASSELIN.

Province of Quebec, District of Rimouski, Superior Court, No. 9835. Dame Marie Poirier, wife common as to property of Cyprien Vignola, farmer, of the parish of Sainte Jeanne d'Arc, district of Rimouski, duly authorized to *ester en justice*, has instituted, this day, an action for separation as to property against the said Cyprien Vignola, defendant.

Rimouski, 13th May, 1925.

R. E. ASSELIN,
2508—20-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province de Québec, District de Saint-François, C. S. No 244. Dame Adeline Saint-Onge, de Martinville, dans le district de Saint-François, épouse de Omer Desrosiers, du même lieu, dit district, cultivateur, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Omer Desrosiers, de Martinville, district de Saint-François, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour.

Sherbrooke, 12 mai, 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
2509—20-5 RIOUX & FORTIER.

Canada, Province of Quebec, District of Saint Francis, S. C. No. 244. Dame Adeline Saint Onge, of Martinville, district of Saint Francis, wife of Omer Desrosiers, of the same place, said district, farmer, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Omer Desrosiers, of Martinville, district of Saint Francis, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day.

Sherbrooke, May 12th., 1925.

RIOUX & FORTIER,
2510—20-5 Attorneys for Plaintiff.

Province de Québec, District de Joliette, Cour Supérieure No 1102. Dame Georgianna Destremes, épouse de Alfred Tranchemontagne, journalier, de la paroisse de Saint-Michel-des-Saints, district de Joliette, autorisée à ester en

Province of Quebec, District of Joliette, Superior Court. No. 1102. Dame Georgianna Destremes, wife of Alfred Tranchemontagne, laborer, of the parish of Saint Michel des Saints, district of Joliette, authorized to *ester en justice*,

justice, demanderesse; vs Le dit Alfred Tranchemontagne, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 22e jour d'avril, 1925.

Joliette, le 30 avril 1925.

L'avocat et procureur de la demanderesse,
LUCIEN DUGAS.

2311—19-5

plaintiff; vs the said Alfred Tranchemontagne, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, the twenty-second day of April, 1925.

Joliette, April 30, 1925.

LUCIEN DUGAS,
Advocate and Attorney for plaintiff.
2312—19-5

Actions en séparation de corps et de biens

Canada, Province de Québec, District de Montréal. Cour Supérieure, No. 1702.—Joseph Aimé-Edgar Dansereau, employé civique, des cité et district de Montréal, demandeur; vs Dame Marie-Augustine-Juliette Lanouette, épouse commune en biens de Joseph-Aimé-Edgar Dansereau, employé civique, des cité et district de Montréal, et ledit Joseph-Aimé-Edgar Dansereau pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défenderesse.

Une action de séparation de corps et de biens a été instituée ce jour, en cette cause.

Montréal, le 12 mai, 1925.

Les procureurs du demandeur,
PAGER & CLOUTIER.

2763—23-5

Actions for separation as to bed and board

Canada, Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court, No. 1702.—Joseph Aimé Edgar Dansereau, civic employee, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Dame Marie Augustine Juliette Lanouette, wife common as to property of Joseph Aimé Edgar Dansereau, civic employee, of the city and district of Montreal, and the said Joseph Aimé Edgar Dansereau to authorize his wife to these presents, defendant.

An action in separation as to bed and board has, this day, been instituted in this case.

Montreal, May 12th., 1925.

PAGER & CLOUTIER,
Attorneys for the plaintiff.

2764—23-5

Province de Québec, District de Montréal. Cour Supérieure, No. 2369. Dame Suzanne-Augustine Taillefet, épouse commune en biens de Fernand de Verneuil, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice en vertu d'un jugement de l'honorable juge Bruneau de la Cour Supérieure, rendu le 28 mars, 1925, demanderesse; vs Fernand de Verneuil, des cité et district de Montréal, défendeur.

Avis est par les présentes donné qu'une action en séparation de corps et de biens a été intentée entre les parties ci-dessus désignées.

Montréal, le 25 avril, 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
BEIQUE & BISSONNETTE.

2313—19-5

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 2369. Dame Suzanne Augustine Taillefet, wife common as to property of Fernand de Verneuil, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, by virtue of a judgement of the Honorable Justice Bruneau, of the Superior Court, rendered the 28th. of March, 1925, plaintiff; vs Fernand de Verneuil, of the city and district of Montreal, defendant.

Notice is hereby given that an action in separation of bed and board and property has been instituted between the parties hereabove designated.

Montreal, April 25, 1925.

BEIQUE & BISSONNETTE,
Attorneys for plaintiff.

2314—19-5

Failli

LA LOI DE FAILLITE

Dans l'affaire de l'actif de Cléopée Pomerleau et Arthur Drouin, cultivateurs, de Saint-Georges, Beauce, cédants autorisés.

Avis est par les présentes donné que Cléopée Pomerleau et Arthur Drouin, tous deux cultivateurs, de Saint-Georges, ont, le 26 mai 1925, fait une cession autorisée au soussigné.

Avis est aussi donné que la première assemblée des créanciers sera tenue à mon bureau, à Saint-Joseph, Beauce, le 6 juin, à 9 heures du matin.

Pour vous donner droit de voter à la dite assemblée, il faut que la preuve de votre créance soit produite entre mes mains avant l'assemblée.

Les procurations qui doivent servir à l'assemblée doivent être déposées entre mes mains avant l'assemblée.

Insolvent

THE BANKRUPTCY ACT

In the estate of Cléopée Pomerleau and Arthur Drouin, authorized assignors.

Notice is hereby given that Cléopée Pomerleau and Arthur Drouin, farmers, of Saint Georges of Beauce, did, on the 26th day of May, 1925, make an authorised assignment to the undersigned.

Notice is further given that the first meeting of creditors in the above estate will be held at my office, in Saint Joseph of Beauce, on the 6th day of June 1925, at 9 o'clock in the forenoon.

To entitle you to vote thereat, proof of your claim must be lodged with me before the meeting is held.

Proxies to be used at the meeting must be lodged with me prior thereto.

Soyez aussi notifié que si vous avez une réclamation quelconque vous donnant droit de figurer à titre de créancier, la preuve de la réclamation doit être produite entre mes mains dans les trente jours à compter du présent avis, parce que à compter de et après l'expiration de la période fixée par le paragraphe 8 de l'article 37 de ladite Loi, je distribuerai le produit de l'actif du débiteur entre les ayants droit, n'ayant égard qu'aux réclamations dont j'aurai alors reçu avis.

Daté à Saint-Joseph, Beauce, ce 27 mai 1925.

Le gardien provisoire,
2747 ROSAIRE BEAUDOIN.

And further take notice that if you have any claim against the debtor for which you are entitled to rank, proof of such claim must be filed with me within thirty days from the date of this notice, for from and after the expiration of the time fixed by subsection 8 of section 37 of the said act, I shall distribute the proceeds of the debtor's estate among the parties entitled thereto, having regard only to the claims of which I have then notice.

Dated at Saint Joseph of Beauce, this 27th day of May, 1925.

2748 ROSAIRE BEAUDOIN,
Authorized trustee.

Minutes de notaire

Québec, 1er mai, 1925.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en conseil, par M. L.-J. Deland, notaire, demeurant à Saint-Jean, district d'Iberville, par laquelle il demande le transfert en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Alfred Deland, en son vivant, notaire, du même lieu, ainsi que des minutes, répertoires et index de feu les notaires F.-G. Marchand, C.-T. Charbonneau, J.-U. Tremblay et J.-B. Demers, dont le dit feu Alfred Deland était cessionnaire.

Le sous-secrétaire de la province,
2321-19-5 C.-J. SIMARD.

Notarial minutes

Quebec, May 1st., 1925.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the lieutenant-governor in council by Mr. L. J. Deland, notary, residing at Saint John's, district of Iberville, for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late Alfred Deland, in his lifetime, notary, of the same place, as well as the minutes, repertories and indexes of the late notaries F. G. Marchand, C. T. Charbonneau, J. U. Tremblay and J. B. Demers, which had been transferred to the said Alfred Deland.

C. J. SIMARD,
2322-19-5 Assistant Provincial Secretary.

Ratification de titres

RE: "HOWARD FISH & GAME CLUB CORPORATION", EN LIQUIDATION.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé entre les mains de Georges Duclos, comptable, 30 rue Saint-Jacques, Montréal, en sa qualité de liquidateur aux biens de Howard Fish & Game Club Corporation, un certificat du Régistrateur et une copie de vente passée devant J.-A. Paquin, N.P., le 8 avril 1925, étant une vente par le dit Georges Duclos, es-qualité, à Louis-Philippe Goyette, financier, de Montréal, des immeubles suivants, savoir:

1. Deux lots de terre ayant une superficie d'environ quatre-vingts arpents, plus ou moins, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Howard, sous les numéros seize-B et dix-sept-A (16-B et 17-A), rang cinq (5), canton Howard, dans la comté d'Argenteuil, avec bâtisses.

2. Un certain lot de terre ayant une superficie d'environ soixante-quinze arpents, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Howard, sous le numéro quatorze-A (14-A) rang cinq (5), canton Howard, dans le comté d'Argenteuil, avec bâtisses.

3. Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Adolphe-de-Howard, contenant cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Howard, comme faisant partie du lot numéro seize (16-P), rang six (6), canton Howard; borné en front par le lac, en

Confirmation of titles

RE: "HOWARD FISH & GAME CLUB CORPORATION", in LIQUIDATION

Notice is hereby given that there has been lodged with Georges Duclos, accountant, 30 Saint James, Montreal, in his quality of liquidator to the estate of Howard Fish & Game Club Corporation, a certificate of the Registrar and a copy of a deed of sale passed before J. A. Paquin, N.P., the 8th of April, 1925, being a sale by the said Georges Duclos, *es-qualité*, to Louis Philippe Goyette, financier, of Montreal, of the following immovables, to wit:

1. Two lots of land having a superficies of about eighty arpents, more or less, known and designated on the official plan and book of reference of the township of Howard, under numbers sixteen-B and seventeen-A (16-B and 17-A), range five (5), township of Howard, in the county of Argenteuil, with the buildings thereon.

2. A certain lot of land having a superficies of about seventy-five arpents, known and designated on the official plan and book of reference of the township of Howard, under number fourteen-A (14-A), range five (5), township of Howard, in the county of Argenteuil, with the buildings thereon.

3. A parcel of land situate in the parish of Saint Adolphe de Howard, containing fifty feet in width by one hundred feet in depth, known and designated on the official plan and book of reference of the township of Howard, as forming part of lot number sixteen (Pt. 16), range six (6), township of Howard; bounded in front by the

arrière et des deux autres côtés, par le surplus du dit lot seize (16), avec droit de passage à pied et en voiture dans l'ancien chemin, pour communiquer au chemin public et droit de passage pour arriver à cet ancien chemin.

4. Une terre située en la paroisse de Saint-Adolphe-de-Howard, connue aux plan et livre de renvoi officiels du canton Howard, sous le numéro quatre (4), rang 8, canton Howard, avec bâtisses.

5. Une terre située en la paroisse de Saint-Adolphe-de-Howard, dans le comté d'Argenteuil, connue aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Howard, sous le numéro trois (3), rang 8, canton Howard, avec bâtisses.

Les dits immeubles étaient en la possession des personnes suivantes, comme propriétaires, pendant les trois dernières années, savoir:

1. D'Angeville Dostaler, Edmond Lavoie, comptables, Edouard Masson, avocat, G.-A. Mayrand, mécanicien, tous de Montréal, et Howard Fish & Game Club Corporation, et le dit Georges Duclos, en sa qualité de liquidateur aux biens de la dite compagnie.

2. Frédéric Hinds, ingénieur, de Saint-Adolphe-de-Howard, Ernest Lavoie, comptable, Edouard Masson, avocat, G.-A. Mayrand, mécanicien, et Howard Fish & Game Club Corporation, et le dit Georges Duclos, es-qualité.

3. Adrien Corbeil, de Saint-Adolphe-de-Howard, Edouard Masson, avocat, de Montréal, et Howard Fish & Game Club Corporation, et le dit Georges Duclos, es-qualité.

4. Adrien Corbeil, de Saint-Adolphe-de-Howard, Howard Fish & Game Corporation et le dit Georges Duclos, es-qualité.

5. Albert Beausoleil, peintre, de Sainte-Agathe, Edouard Masson, avocat, de Montréal, Howard Fish & Game Club Corporation et Georges Duclos, es-qualité.

Tout créancier de la dite compagnie en liquidation et toute personne ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur les immeubles ci-dessus vendus, ont le droit d'offrir une ou des surenchères sur le prix d'achat porté dans le susdit acte de vente, le tout conformément aux articles 7555 et 7556 des Statuts Refondus de la Province de Québec (1909).

Le liquidateur,

GEORGES DUCLOS.

30 rue Saint-Jacques,
Montréal.

2643-22-2

lake, in rear and on the two other sides, by the surplus of said lot sixteen (16), with the right of way on foot and with vehicles in the old road to communicate to the public road and a right of way to reach this old road.

4. A farm situate in the parish of Saint Adolphe de Howard, known and designated on the official plan and book of reference of the township of Howard, under number four (4), range 8, township of Howard, with the buildings thereon.

5. A farm situate in the parish of Saint Adolphe de Howard, in the county of Argenteuil, known on the official plan and book of reference of the township of Howard, under number three (3), range 8, township of Howard, with the buildings thereon.

The said immovables were in the possession of the following persons, as owners, during the last three years, to wit:

1. D'Angeville Dostaler, Edmond Lavoie, accountants, Edouard Masson, advocate, G. A. Mayrand, machinist, all of Montreal, and Howard Fish & Game Club Corporation, and the said Georges Duclos, in his quality of liquidator to the estate of the said company.

2. Frederick Hinds, engineer, of Saint Adolphe de Howard, Ernest Lavoie, accountant, Edouard Masson, advocate, G. A. Mayrand, machinist, and Howard Fish & Game Club Corporation, and the said Georges Duclos, es-quality.

3. Adrien Corbeil, of Saint Adolphe de Howard, Edouard Masson, advocate, of Montreal, and Howard Fish & Game Club Corporation, and the said Georges Duclos, es-quality.

4. Adrien Corbeil, of Saint Adolphe de Howard, Howard Fish & Game Club Corporation and the said Georges Duclos, es-quality.

5. Albert Beausoleil, painter, of Sainte Agathe, Edouard Masson, advocate, of Montreal, Howard Fish & Game Club Corporation and Georges Duclos, es-quality.

Any creditor of the said company in liquidation and any person having hypothecary or real rights upon the immovables sold have the right to offer one or several increases over the purchase price mentioned in the aforesaid deed of sale, the whole pursuant to articles 7555 and 7556 of the Revised Statutes of the Province of Quebec (1909).

GEORGES DUCLOS,

Liquidator.

30 Saint James,
Montreal.

2644-22-2

Ventes—Loi de faillite

Canada, Province de Québec, district de Saint-François. Cour Supérieure, loi de faillite.

Dans l'affaire de Edouard-F. Houle, de Cookshire, pharmacien, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le VINGT-TROISIÈME jour de JUIN, mil neuf cent vingt-cinq, à DEUX heures (heure solaire) de l'après-midi, à la porte de l'église catholique de Saint-Camille-de-Cookshire, à Cookshire, comté de Compton, district de Saint-François, sera vendu à l'enchère publique l'immeuble suivant, savoir:

Un certain morceau de terre sis et situé dans le canton de Eaton, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite ville de Cookshire, comme étant le lot numéro onze-

Sales—Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis. In the Superior Court, Bankruptcy Act.

In the matter of Edouard F. Houle, of Cookshire, druggist, authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTY THIRD day of JUNE, nineteen hundred and twenty five, at the hour of TWO o'clock (standard time) in the afternoon, at the Catholic church door of the parish of Saint Camille de Cookshire, at Cookshire, in the county of Compton, in the district of Saint Francis, will be sold at public auction the following immovable property, to wit:

That certain tract or parcel of land situate in the Township of Eaton, known and designated on the cadastral plan and in the book of reference for the town of Cookshire, as the lot number

soixante-sept (11-67) dans le huitième rang du canton de Eaton. Cette partie du lot connu aux plan et de renvoi officiels comme étant le lot numéro onze-cinquante-sept (11-57), dans le huitième rang du canton de Eaton, et décrit comme suit: Commencant au point de séparation des lots numéros onze-soixante-sept (11-67) et le présent lot numéro onze-cinquante-sept (11-57) allant vers l'Ouest vingt-cinq pieds, sur la rue Main de la ville de Cookshire; de là à angle droit, dans la direction nord, cent huit pieds; de là à angle droit, dans la direction ouest vingt-cinq pieds, jusqu'à la ligne de séparation du lot voisin à l'ouest; de là à angle droit, dans la direction nord, quarante et un pieds jusqu'au lot voisin au nord; de là à angle droit, dans la direction Est, en suivant la ligne du dit lot situé au Nord, cinquante pieds jusqu'à la ligne de séparation des lots numéros onze-cinquante-sept et onze-soixante-sept (11-57 et 11-67); et de là à angle droit, dans la direction Sud, cent quarante-neuf pieds, en suivant la dite ligne de séparation jusqu'au point de départ—ensemble avec bâtisses et constructions dessus érigées.

Cette vente est faite suivant la teneur de l'article 20 de la loi de faillite et a le même effet qu'une vente de Shérif.

Le certificat du bureau d'enregistrement et les titres pourront être examinés à notre bureau.

Conditions de vente: comptant.

Les syndics,

MOISE ALLAIRE,
J.-F. LEBLANC.

Bureau d'Allaire et Leblanc,
No 72a rue Wellington-nord,
Sherbrooke, Qué., 18 mai 1925. 2577—21-2

eleven-sixty seven (11-67), in the eighth range of the township of Eaton. That part of the lot known on the cadastral plan and in the book of reference of the township of Eaton, as lot number eleven-fifty seven (11-57), in the eighth range of the township of Eaton, and described as follows: Commencing at the point that divides the lots numbers eleven-sixty seven (11-67) and the above said lot eleven-fifty seven (11-57) and going towards the west twenty five feet, on the Main street of the town of Cookshire; thence, at right angle in a northerly direction, one hundred and eight feet; thence, at right angle in a westerly direction, twenty five feet to the westerly line dividing said lot from the other lot; thence, at right angle in a northerly direction, forty one feet to the northerly line dividing said lot from the other lot; thence, at right angle in an easterly direction and following said northerly line fifty feet to the line dividing lots numbers eleven-fifty seven and eleven-sixty seven (11-57 and 11-67), and thence, at right angle, in a southerly direction, one hundred and forty nine feet, in following the said dividing line to the starting point—with the buildings and appurtenances belonging to said property.

This sale is made pursuant to article 20 of Bankruptcy Act and has the effect of a sheriff's sale.

The certificate of registry office and the titles of the property can be seen at our office.

Conditions of the sale: Cash.

MOISE ALLAIRE,
J. F. LEBLANC,

Trustees.

Office Allaire & Leblanc,
72a Wellington-North Street.
Sherbrooke, Que., 18th May 1925. 2578—21-2

Dans l'affaire de Wilfrid Lesage, cultivateur, Sainte-Thècle, Qué., cédant-autorisé.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUIN 1925, à DIX heures de l'avant-midi, (heure solaire), sera vendu par encan public, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Thècle, l'immeuble suivant, savoir:

Deux lots de terre contigus l'un à l'autre, situés dans la dite paroisse de Sainte-Thècle, sur le rang A, connus et désignés sous les numéros cent cinquante et un et cent cinquante-deux (151 et 152), sur les plans et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Thècle, contenant environ six arpents de largeur en totalité sur environ vingt-neuf arpents de profondeur; bornés en front au lac des Chicots, en profondeur au cordon du rang B nord, du côté nord-est à Jean-Baptiste Paquin et du côté sud-ouest à Mizael Matte—avec une maison et autres bâtisses y érigées, tel que le tout a été borné en front par opération de Me V. Desrochers, arpenteur juré, et avec réserve en faveur de MM. Théotime-Hilaire Massicotte et Gaudiose Audy, d'un lac situé sur les dits lots de terre, avec de plus une lisière de terrain de vingt pieds de largeur (à eau basse) tout autour du dit lac que le dit Evariste Richard leur a vendu, suivant contrat de vente reçu par Me Chs-Ed. Vigneau, notaire, le quatre janvier mil neuf cent neuf et enregistré au long au bureau d'enregistrement du comté de Champlain, dans le reg. B. vol. 56, page 720, No 49, 849.

Et en détail sur la ferme, immédiatement

In the matter of: Wilfrid Lesage, farmer, Sainte Thècle, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWENTY-FIFTH day of JUNE, 1925, at TEN o'clock in the forenoon, (Standard Time), will be sold by public auction at the door of the church of the parish of Sainte Thècle, the following immovable, to wit:

Two contiguous lots of land, situate in the said parish of Sainte Thècle, on Range A, known and designated under numbers one hundred and fifty-one and one hundred and fifty-two (151 and 152), on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Thècle, containing about six arpents in width in all by about twenty-nine arpents in depth; bounded in front by Lac Chicots, in depth to the rear range line of Range B North, on the northeast side by Jean Baptiste Paquin and on the southwest side by Misael Matte—with a house and other buildings thereon erected, as the whole has been bounded in front by Mr. V. Desrochers, Quebec Land Surveyor, and with reserve in favour of Messrs. Théotime Hilaire Massicotte and Gaudiose Audy, of a lake situate on the said lots of land, together with a strip of land of twenty feet in width (at low water) all around the said lake that the said Evariste Richard has sold to them, pursuant to a contract of sale received by Mr. Chs Ed. Vigneau, notary, the fourth of January, one thousand nine hundred and nine and registered at length at the Registry Office of the county of Champlain, in the Reg. B. vol. 56, Page 720, No. 49,849.

And in separate lots on the farm, immediately

après la vente de l'immeuble ci-dessus, le roulant faisant partie de l'actif de cette succession.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717, C. P.C., et article 20, paragraphe 4a, b. c. de la loi de faillite et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant.

Pour plus amples renseignements, s'adresser à:

Le syndic,
HENRI BISSON.

Bureau: 142 rue Notre-Dame,
Trois-Rivières, 19 mai 1925. 2583—21-2
Eddie Martin, encanteur.

Canada, province de Québec, district de Montréal. Cour Supérieure, en faillite, No 74. Dans l'affaire de Robert Martel, failli, marchand, de Saint-Cyrille-de-Wendover et ayant son domicile à Montréal.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un emplacement ayant front sur la rue Drolet, en la cité de Montréal, composé comme suit:

a. Du lot numéro cent dix-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro neuf (9-118) des plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé de la Côte Saint-Louis.

b. Du lot numéro dix-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux mille six cent quarante-quatre (2644-18) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, mesurant, le dit emplacement, dix-huit cent soixante-quinze pieds en superficie, mesure anglaise et plus ou moins, avec une maison portant les numéros civiques 3134, 3136, 3138 de la dite Rue Drolet, avec le petit hangar se trouvant en arrière des dits lots et avec droit de passage dans la ruelle en arrière des dits lots, en commun avec tous autres y ayant droit, circonstances et dépendances.

Sera vendu en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure du district de Montréal, en matière de faillite, rendu le vingt-deux mai, mil neuf cent vingt-cinq, portant le No 74 des dossiers de la dite Cour, suivant les dispositions de la loi de faillite, article 20, par. 4 et Seq., ayant effet du décret, au bureau du shérif du district de Montréal, situé au Palais de Justice, en la dite cité de Montréal, JEUDI, le DEUXIEME jour du mois de JUILLET, mil neuf cent vingt-cinq, à DEUX heures de l'après-midi, (heure solaire).

Conditions de paiement: 20% comptant, la balance sous trois jours.

Pour information et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
VINCENT LAMARRE.

83 Craig Ouest, Montréal.
Montréal, 27 mai 1925. 2697—22-2

Canada, province de Québec, district de Montréal. Cour Supérieure (en faillite) No 88. Dans l'affaire de Onésime Mongrain, failli, Sorel, Qué.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un terrain situé en la Cité de Sorel, sur la rue Augusta, et connu comme étant le lot numéro quatre cent soixante et un (461) du cadastre offi-

after the sale of the immovable hereabove described, the rolling stock forming part of the assets of this Estate.

The titles and certificate may be seen at my office at any time.

This sale is made pursuant to articles 716-717, C. C. P. and article 20, paragraph 4-a, b, c. of the Bankruptcy Act and has the same effect as a Sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

For further particulars, apply to:

HENRI BISSON,
Trustee.

Office: 142 Notre Dame Street,
Three Rivers, May 19, 1925. 2584—21-2
Eddie Martin, Auctioneer.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court (In bankruptcy) No. 74. In the matter of Robert Martel, Bankrupt, merchant, of Saint Cyrille de Wendover and having his domicile at Montreal.

Public notice is hereby given that the immovable designated as follows:

An emplacement fronting on Drolet Street, in the City of Montreal, composed as follows:

a. Of lot number one hundred and eighteen of the official subdivision of original lot number nine (9-118), on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Côte Saint-Louis.

b. Of lot number eighteen of the official subdivision of original lot number two thousand six hundred and forty four (2644-18) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, measuring, said emplacement, eighteen hundred and seventy five feet in superficies, English measure, and more or less, with a house bearing civic numbers 3134, 3136, 3138 of the said Drolet Street, with the small shed lyne in rear of said lots with a right of way in the lang at the rear of said lots, in common with all others having rights thereto, circumstances and dependencies.

Will be sold under a judgment of the Superior Court of the district of Montreal, sitting in Bankruptcy, rendered the twenty-second of May, one thousand nine hundred and twenty five, bearing No. 74 of the Records of said Court, pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act, article 20, paragraph 4 & Seq., having the effect of a sheriff's sale, at the office of the Sheriff of the district of Montreal, situate in the Court House, in the said City of Montreal, on THURSDAY, the SECOND day of the month of JULY, one thousand nine hundred and twenty five, at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time).

Terms of payment: 20% cash, the balance within three days.

For particulars and lists of charges, apply to the undersigned.

VINCENT LAMARRE,
Trustee.

Office 83 Craig West, Montreal.
Montreal, May 27, 1925. 2698—22-2

Canada, Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court (In Bankruptcy), No. 88. In the matter of: Onésime Mongrain, Bankrupt, Sorel, Que.

Notice is hereby given that the immovable designated as follows:

A lot of land situate in the city of Sorel, on Augusta Street, and known as being lot number four hundred and sixty one (461) of the official

ciel de la ville de Sorel, avec les bâtisses y érigées, y compris aussi les droits que le failli possède dans le lot numéro quatre cent soixante-deux (462) du cadastre officiel de la ville de Sorel, dans la partie d'icelui servant de passage mitoyen pour l'utilité des propriétaires des susdits lots Nos 461 et 462 du dit cadastre officiel de la ville de Sorel—avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Sera vendu en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure du District de Montréal, en matière de faillite, rendu le vingt-deux mai courant, mil neuf cent vingt-cinq, portant le No 88 des dossiers de la dite Cour, suivant les dispositions de la Loi de faillite, article 20, par. 4 et Seq., ayant effet du décret, au bureau du Shérif du District de Richelieu, situé au Palais de Justice de la Ville de Sorel, VENDREDI, le TROISIEME jour du mois de JUILLET, mil neuf cent vingt-cinq, à ONZE heures de l'avant-midi, (heure solaire).

Conditions de paiement : 20% comptant, la balance sous trois jours.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
VINCENT LAMARRE.

Bureau: 83 Craig Ouest, Montréal.

Montréal, 27 mai 1925.

2699—22-2

Dans l'affaire de Martial Caron, Québec, cédant-assignor.

Avis est par le présent donné que MERCREDI le HUITIEME jour de JUILLET 1925, à ONZE heures A. M., sera vendu à la porte de l'église de Yamachiche, l'immeuble en cette affaire, décrit comme suit:

Une terre située en la paroisse d'Yamachiche, à la concession de la Rivière-aux-Glaives, contenant environ quatre-vingts arpents en superficie, sans garantie de mesure précise, connue et désignée comme faisant partie du lot numéro dix-neuf (19) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice fait pour la paroisse d'Yamachiche; bornée du côté nord-est au surplus du dit lot appartenant à Thomas Grenier, de l'autre côté à Edmond Cossette, Arthur Martin et Charles Lapointe, à un bout au lac Saint-Pierre, et à l'autre bout au dit Charles Lapointe—avec une grange et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificats sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C. et aussi à l'article 20, paragraphe 4A, B, C, de la Loi de Faillite, qui équivaut à la vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic,

J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 80 rue Saint-Pierre,

En face de la Banque Canadienne Nationale.

Québec, ce 2 juin 1925.

2777—23-2

Dans l'affaire de Emile Robitaille, commerçant, Québec, cédant-assignor. Avis est par le présent donné que VENDREDI, le DIZIEME jour de JUILLET, 1925, à ONZE heures A. M. (heure avancée) sera vendu à mon bureau: 80 rue Saint-Pierre, Québec, l'immeuble en cette affaire, comme suit:

Tous les droits du susdit débiteur en vertu d'un

cadastre of the town of Sorel, with the buildings thereon erected, including also all the rights held by the Bankrupt in lot number four hundred and sixty two (462) of the official cadastre of the town of Sorel, in the part thereof used as common passage for the utility of the proprietors of the aforesaid lots Nos 461 and 462 of said official cadastre of the town of Sorel—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Will be sold under a judgment of the Superior Court of the district of Montreal, sitting in Bankruptcy, rendered the twenty second of May instant, one thousand nine hundred and twenty-five, bearing No. 88 of the records of the said Court, pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act, article 20, par. 4 and Seq., having the effect of a sheriff's sale, at the office of the sheriff of the district of Richelieu, situate in the Court House, in the town of Sorel, on FRIDAY, the THIRD day of the month of JULY one thousand nine hundred and twenty five, at ELEVEN o'clock in the forenoon, (Standard Time).

Conditions of payment: 20% cash, the balance within three days.

For particulars and lists of charges, apply to the undersigned.

VINCENT LAMARRE,
Trustee.

Office: 83 Craig West, Montreal.

Montreal, May 27, 1925.

2700—22-2

In the matter of Martial Caron, Quebec, authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the EIGHTH day of JULY, 1925, at ELEVEN o'clock A. M., there will be sold, at the door of the church of Yamachiche, the immovable in this estate, described as follows:

A farm situate in the parish of Yamachiche, in the concession of the Rivière aux Glaives, containing about eighty arpents in superficies, without warranty of precise measurements, known and designated as being part of lot number nineteen (19) of the official cadastral plan and book of reference of the county of Saint Maurice made for the parish of Yamachiche; bounded to the northeast side by the surplus of said lot belonging to Thomas Grenier, on the other side by Edmond Cossette, Arthur Martin and Charles Lapointe, at one end by the Lake Saint Peter, and at the other end by said Charles Lapointe—with a barn and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold to the highest bidder.

The titles and certificates may be seen at my office.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 C.C.P. and also to article 20, paragraph 4A, B, C, of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

J. P. E. GAGNON,
Trustee.

Office: 80 Saint Peter Street,

Opposite La Banque Canadienne Nationale.

Québec, June 2nd., 1925.

2778—23-2

In the matter of Emile Robitaille, trader, Quebec, authorized assignor. Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TENTH day of JULY, 1925, at ELEVEN o'clock A. M. (Day-light Saving Time) will be sold at my office, 80 Saint Peter Street, Quebec, the immovable belonging to this estate, as follows:

All the rights of the aforesaid debtor under

acte de promesse de vente à lui consentie par Omer Barbeau, le 5 janvier, 1925, sur deux terrains situés sur le côté sud de la rue Napoléon, à Saint-Malo de Québec, connus et désignés sous les numéros vingt-trois et vingt-quatre des subdivisions du lot originaire numéro mille neuf cent soixante-huit (23 et 24 de 1968) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, mesurant chacun quarante pieds de front sur soixante-quatre pieds de profondeur—avec bâtiments dessus construites, circonstances et dépendances.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificats sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C. et aussi à l'article 20, paragraphe 4A, B. C. de la Loi de Faillite, qui équivaut à la vente par le shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Le syndic,

J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 80 rue Saint-Pierre.

En face de la Banque Canadienne Nationale, Québec, ce 2 juin 1925.

L.-J.-A. DEMERS & CIE,

2779—23-2

Encanteurs.

virtue of a deed of promise of sale consented in his favour by Omer Barbeau, the 5th of January, 1925, upon two lots of land situated on the south side of Napoleon Street, at Saint Malo de Quebec, known and designated under numbers twenty three and twenty four of subdivisions of original lot number one thousand nine hundred and sixty eight (23 and 24 of 1868) of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Quebec, each lot measuring forty feet in front by sixty four feet in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold to the highest bidder.

The titles and certificates may be seen at my office.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 C. C. P., and also to the article 20, paragraph 4A, B, C, of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

J. P. E. GAGNON,

Trustee.

Office: 80 Saint Peter Street.

Opposite La Banque Canadienne Nationale, Quebec, June 2nd., 1925.

L. J. A. DEMERS & CIE,

2780—23-2

Auctioneers.

VENTES PAR LE SHÉRIF ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

No 1266. } P.-T. LEGARE, LTEE., corpora-
tion légale ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec, demanderesse; vs JOSEPH Fiset et al, de Barraute, district d'Abitibi, défendeurs, à savoir:

Le lot de terre portant le numéro quarante-quatre (44) du rang numéro trois (3) du canton Barraute, dit district d'Abitibi, décrit comme tel au plan d'arpentage du Département des Terres et Forêts de Québec—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Barraute, le SEPTIEME jour de JUILLET prochain 1925, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif

J.-U. DUMONT.

Amos, 26 mai, 1925.

[Première publication, le 6 juin, 1925]

2749—23-2

SHERIFF'S SALES ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Quebec.

No. 1266. } P. T. LEGARE, LTD., a body
politic and corporate having its chief place of business in the city of Quebec, plaintiff; vs JOSEPH Fiset et al, of Barraute, district of Abitibi, defendants, to wit:

The lot of land bearing number forty four (44), of range number three (3), of the township of Barraute, said district of Abitibi, described as such on the plan of survey of the Department of Lands and Forests of Quebec—with the buildings thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Barraute, the SEVENTH day of JULY next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,

Sheriff's office,

Sheriff.

Amos, May 26, 1925.

[First publication, June 6, 1925]

2750—23-2

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec. } OLIVIER DU-
District de Beauharnois. } CHER, de-
mandeur; vs J.-W. QUENNEVILLE, et al, défendeurs.

Saisie comme appartenant au défendeur J.-W. Quenneville:

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } OLIVIER DU-
District of Beauharnois. } ROCHER,
Plaintiff; vs J.-W. QUENNEVILLE, et al, defendants.

Seized as belonging to defendant J. W. Quenneville:

Une terre dont partie sise et située dans le Canton de Godmanchester, et partie dans la paroisse de Saint-Anicet, la partie située dans le canton de Godmanchester étant connue et désignée sur le plan et livre de renvoi officiels du dit canton sous le No 154, et la partie située dans la paroisse de Saint-Anicet étant connue et désignée sur le plan et livre de renvoi officiels des paroisses de Saint-Anicet et Sainte-Barbe sous le No 907—avec les bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Anicet, comté de Huntingdon, district de Beauharnois, MERCREDI, le DIX-SEPTIEME jour de JUIN 1925, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif. DOMINA CREPIN.
Salaberry-de-Valleyfield, le 11 mai 1925.
[Première publication, 16 mai 1925]
2477—20-2

A farm part of which lying and situated in the township of Godmanchester, and part in the parish of Saint Anicet, the part situate in the township of Godmanchester being known and designated on the official plan and book of reference of said township under No. 154, and the part situate in the parish of Saint Anicet being known and designated on the official plan and book of reference of the parishes of Saint Anicet and Sainte Barbe under No. 907—with the buildings thereon.

To be sold at the door of the parish church of the parish of Saint Anicet, county of Huntingdon, district of Beauharnois, on WEDNESDAY, the SEVENTEENTH day of JUNE 1925, at TEN o'clock in the forenoon.

DOMINA CREPIN,
Sheriff's office. Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, May 11, 1925.
[First publication, May 16, 1925]
2478—20-2

GASPÉ

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Gaspé.

Percé, à savoir:) EDOUARD LATERREUR, No 1184.) de Sainte-Adélaïde-de-Pabos, marchand, demandeur; contre EDOUARD DUGUAY, de la cité de Montréal, et DAME VEUVE HUBERT DUGUAY, de Sainte-Adélaïde-de-Pabos, comté et district de Gaspé, défendeurs.

Le lot numéro dix-sept B (17B) du rang Ouest du Petit Pabos, aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de Pabos; borné au sud par Charles Giroux, au nord par Morris Dea, vers l'Ouest par Georges Dupuis et vers l'Est par la rivière du Petit Pabos—avec maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Adélaïde-de-Pabos, le DIXIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JAMES-T. TUZO.
Percé, 2 juin, 1925.
[Première publication, 6 juin, 1925]
2751—23-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Gaspé.

Percé, à savoir:) GABRIEL MYLES, cultivateur, et MARGARET MYLES, de Chandler, dans les comté et district de Gaspé, et BRIDGET MYLES, de la cité de Boston, dans l'état de Massachusetts, demandeurs; vs SAINT LAWRENCE PULP AND LUMBER CORPORATION, corporation dûment constituée ayant sa principale place d'affaires en le Borough de Manhattan, dans la cité, le comté et l'état de New York, et ayant une place d'affaires dans le village de Chandler, comté et district de Gaspé, et ayant un bureau pour l'assignation de procédures judiciaires, au bureau de l'honorable John Hall Kelly, à New Carlisle, dans le comté de Bonaventure et district de Gaspé, défenderesse.

1. Un certain morceau ou lopin de terre situé dans le village de Chandler; borné en front au nord par le chemin du Roi, au sud par la baie de Grand Pabos, à l'est par Michael-Patrick

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Gaspé.

Percé, to wit:) EDOUARD LATERREUR, of No. 1184.) Sainte Adelaïde de Pabos, merchant, plaintiff; against EDOUARD DUGUAY, of the city of Montreal, and DAME WIDOW HUBERT DUGUAY, of Sainte Adelaïde de Pabos, county and district of Gaspé, defendants.

The lot number seventeen B (17-B) of the west range of Little Pabos, on the official plan and book of reference of the municipality of Pabos; bounded to the south by Charles Giroux, to the north by Morris Dea, to the west by Georges Dupuis, and to the east by Little Pabos River—with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Adelaïde de Pabos, the TENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JAMES T. TUZO,
Sheriff's office. Sheriff.
Percé, June 2, 1925.
[First publication, June 6, 1925]
2752—23-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Gaspé.

Percé, to wit:) GABRIEL MYLES, farmer, No. 1503.) and MARGARET MYLES, of Chandler, in the county and district of Gaspé, and BRIDGET MYLES, of the city of Boston, in the state of Massachusetts, plaintiffs; against the SAINT LAWRENCE PULP AND LUMBER CORPORATION, a corporation having its principal business in the Borough of Manhattan, in the city, county and state of New York, and having a place of business in the village of Chandler, county and district of Gaspé, and having an office for the serving of judicial papers at the office of the Honorable John Hall Kelly, at New Carlisle, in the county of Bonaventure and District of Gaspé, defendants.

1. A certain piece or parcel of land situate in the village of Chandler; bounded in front to the north by the King's highway, to the south by the Bay of Grand Pabos, to the east by Michael

Murphy et à l'ouest par Gabriel Myles ou ses représentants légaux, contenant une acre en front par trois ou quatre acres en profondeur, plus ou moins, et formant partie du lot numéro quatre-vingt-A, (80-A) des plan et livre de renvoi officiels pour le premier rang de la municipalité de Pabos.

2. Le lot numéro soixante-dix-sept-D-seize (77-D-16) du premier rang de la municipalité de Pabos, sujet au droit de passage et de poser des tuyaux d'égout et autres conditions de voisinage en faveur du lot numéro soixante-dix-sept-D-quinze (77-D-15), contenus dans un certain acte entre J. Rousseau Bastien et George-Elisée Morneau, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Gaspé, dans le registre B, vol. 30, page 496, sous le numéro 5145—avec une maison sus-érigée, circonstances et dépendances;

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Chandler, le DIXIEME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif,

Percé, le 2 juin, 1925.

[Première publication, le 6 juin, 1925]
2753—23-2

Patrick Murphy and to the west by Gabriel Myles or his legal representatives, containing one acre in front by three or four acres in depth, more or less, and forming part of lot number eighty-A, (80-A) of the official plan and book of reference of the first range of the municipality of Pabos.

2. Lot number seventy seven-D-sixteen, (77-D-16) of the first range of the municipality of Pabos, subject to the right of passage and of laying sewer pipes and other conditions of voisinage in favor of lot number seventy seven-D-fifteen (77-D-15), contained in a certain deed between J. Rousseau Bastien and George-Elisée Morneau, and registered in the Registry Office of the county of Gaspé in register B., vol. 30, page 496, under number 5145—with a house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Chandler, on the TENTH day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

JAS. T. TUZO,

Sheriff's office,

Percé, June 2nd, 1925.

[First publication, June 6, 1925]
2754—23-2

HULL

Cour Supérieure.—District de Hull.

Hull, à savoir: } A UGUSTIN-A. LEGAULT, No. 6713. } avocat, du canton de Maniwaki, dans les comté et district de Hull, demandeur; vs OLIVIER MENARD, cultivateur, du canton de Kensington, dans les comté et district de Hull, défendeur.

Les lots numéros un (1) et deux (2), rang 3, canton d'Aumond, district de Hull—avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du district de Hull, dans la ville de Hull, LUNDI, le SIX JUILLET, à UNE heure de l'après-midi. (Heure solaire)

Le Shérif,

Bureau du Shérif,

Hull, 28 mai, 1925.

[Première publication, le 6 juin, 1925]
2765—23-2

I. SAINT-PIERRE.

Superior Court.—District of Hull.

Hull, to wit: } A UGUSTIN A. LEGAULT, No: 6713. } advocate, of the township of Maniwaki, in the county and district of Hull, plaintiff; vs OLIVIER MENARD, farmer, of the township of Kensington, in the county and district of Hull, defendant.

The lots numbers one (No. 1) and two (No. 2) of the third Range of the township of Aumond, district of Hull—with all the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office of the district of Hull, in the city of Hull, on MONDAY the SIXTH of JULY, at ONE o'clock in the afternoon (Standard Time).

I. SAINT-PIERRE,

Sheriff's office

Hull, May 28, 1925.

[First publication, June 6, 1925]
2766—23-2

Sheriff.

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } J.-EDILBERT BEAU- No 296. } J. DOIN, demandeur; contre GEORGES-ETIENNE BEDARD et CHARLES-AIME BEDARD, tous deux de la cité et du district de Montréal, et DAME MELINA-LILLY BOURQUE, veuve de Louis-Albert Bédard, du village de Saint-Rémi, en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs: Roland-Romain et Alix-Jacqueline Bédard, défendeurs, et le dit J.-EDILBERT BEAUDOIN, demandeur en reprise d'instance, et GEORGES-ETIENNE BEDARD ET AL., es-qualités, défendeurs en reprise d'instance.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint John's, to wit: } J. EDILBERT BEAU- No 296. } J. DOIN, plaintiff; against GEORGES-ETIENNE BEDARD and CHARLES-AIME BEDARD, both of the city and district of Montreal, and DAME MELINA LILLY BOURQUE, widow of Louis-Albert Bédard, of the village of Saint Remi, in her quality of tutrix to her minor children, Roland-Romain and Alix Jacqueline Bédard, defendants, and the said J. EDILBERT BEAUDOIN, plaintiff in continuance of suit, and GEORGES-ETIENNE BEDARD ET AL., es-quality, defendants in continuance of suit.

Seized as belonging to said defendants in

en reprise d'instance en cette cause, l'immeuble ci-après désigné, savoir :

Un emplacement formant la plus grande partie du lot numéro cent onze (No 111) des plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Rémi, dans le comté de Napierville, district d'Iberville—avec les bâtisses y érigées; borné devant par la rue Notre-Dame, du côté nord-est par la rue Champlain, du côté sud-ouest par le numéro cent dix (No 110) et en arrière par le résidu du dit lot numéro cent onze (No 111) appartenant au cercle Saint-Rémi, lequel résidu comprend cinquante pieds et deux pouces dans la ligne nord-est, cinquante-deux pieds et un pouce et demi (52 pds et 1 1/2 pes) dans la ligne sud-ouest, et cinquante pieds et demi dans les lignes sud-est et nord-ouest.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Rémi, district d'Iberville, le SEPTIEME jour de JUILLET prochain (1925), à DIX heures (heure solaire) de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ARTHUR LASNIER.
Saint-Jean, 1er juin, 1925.

[Première publication, le 6 juin, 1925]
2767—23-2

continuance of suit herein, the immovable hereunder described, to wit :

An emplacement forming the most part of lot one hundred and eleven (No. 111) of the official plan and book of reference of the village of Saint Rémi, in the county of Napierville, district of Iberville—with the buildings thereon erected; bounded in front by Notre Dame Street, on the northeast side by Champlain Street, on the southwest side by number one hundred and ten (No. 110) and in rear by the residue of said lot number one hundred and eleven (No. 111) belonging to Cercle Saint Remi, which residue contains fifty feet and two inches in the northeast line, fifty-two feet and one and a half inch (52 ft. and 1 1/2 in.) in the southwest line and fifty feet and a half in the southeast and northwest lines.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Remi, district of Iberville, the SEVENTH day of JULY next, 1925, at TEN o'clock (Standard Time) in the forenoon.

ARTHUR LASNIER,

Sheriff's office, Saint John's, June 1st., 1925.

[First publication, June 6, 1925]
2768—23-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir : SAINT-ARNAUD, No 9188.

BIRON & COMPAGNIE, LIMITEE, corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires en la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, et ALEXANDRE GRENIER, de la cité de Québec, manufacturier, y faisant affaires seul comme tel sous la raison sociale de Quebec Glove Leather Mfg. & Co., demandeurs; contre LA COMPAGNIE DE CHAUSSURES DE FRASERVILLE, LIMITEE, corporation légale ayant son siège d'affaires dans la cité de Rivière-du-Loup, défenderesse, savoir :

1. Les numéros cent cinquante-deux et cent quatre-vingt-un (Nos 152 et 181), du cadastre officiel de la ville de Fraserville—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Le numéro cent quatre-vingt-neuf (No 189) du susdit cadastre—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3. Le numéro deux cent quarante-cinq (No 245) du même plan cadastral, avec y compris le droit de passage sur le numéro deux cent quarante-six (No 246) et toutes autres servitudes actives ou passives—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

4. Un terrain situé du côté nord de la rue Saint-Joseph, en la cité de Fraserville, de forme irrégulière, mesurant environ deux cent cinquante pieds (250) de front sur la dite rue Saint-Joseph sur une profondeur variant entre cent quarante à cent cinquante pieds (140 à 150), plus ou moins, et borné au sud à ladite rue Saint-Joseph, au sud-ouest aux représentants de feu Zéphirin Raymond, au nord-est à Alexis-Victor Chamberland ou ses représentants et à Joseph Deslauriers, ou ses représentants, et au nord partie à Joseph Deslauriers ou ses représentants, partie à la suc-

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Kamouraska.

Rivière du Loup, to wit: SAINT-ARNAUD, No. 9188.

BIRON & COMPAGNIE, LIMITEE, a body politic and corporate having its chief place of business in the parish of Sainte Geneviève de Batiscan, and ALEXANDRE GRENIER, of the city of Quebec, manufacturer, and there carrying on business alone as such, under the firm name of "Quebec Glove Leather Mfg. & Co.", plaintiffs; against LA COMPAGNIE DE CHAUSSURES DE FRASERVILLE, LIMITEE, a body politic and corporate having its chief place of business in the city of Rivière du Loup, defendant, to wit:

1. The numbers one hundred and fifty two and one hundred and eighty one (Nos. 152 and 181) of the official cadastre of the town of Fraserville—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The number one hundred and eighty nine (No. 189) of the aforesaid cadastre—with the buildings thereon, circumstances and dependencies.

3 The number two hundred and forty five (No. 245) of the same cadastral plan, together with and including the right of way upon number two hundred and forty six (No. 246) and all other active or passive servitudes—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

4. A lot of land situate on the north side of Saint Joseph Street, in the city of Fraserville, of irregular figure, measuring about two hundred and fifty feet (250) in front on the said Saint Joseph Street by a depth varying between one hundred and forty to one hundred and fifty feet (140 to 150), more or less, and bounded to the south by said Saint Joseph Street, to the southwest by the representatives of the late Zéphirin Raymond, to the northeast by Alexis Victor Chamberland or his representatives and by Joseph Deslauriers or his representatives,

cession Paquet et le docteur Demers, lequel terrain fait partie du lot de terre connu au plan cadastral pour la ville de Fraserville, sous le numéro deux cent cinquante-neuf (Pt. 259); sauf à distraire du dit terrain trente (30) pieds sur trente (30) pieds à l'extrémité nord-nord-est d'icelui—appartenances et dépendances.

Pour être vendus séparément, au bureau du Shérif, en la cité de Rivière-du-Loup, le SEIZIÈME jour de JUILLET prochain, 1925, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J.-O. GIRARD.
Rivière-du-Loup, 2 juin, 1925.
[Première publication, le 6 juin, 1925]
2781—23-2

and to the north partly by Joseph Deslauriers or his representatives, partly by the Paquet Estate and by Doctor Demers, which lot of land forms part of lot of land known on the cadastral plan for the town of Fraserville, under number two hundred and fifty nine (Pt. 259); save and to be deducted from the said lot of land thirty (30) feet by thirty (30) feet at the north-northeast extremity thereof—appurtenances and dependencies.

To be sold separately, at the office of the sheriff, in the city of Rivière du Loup, the SIXTEENTH day of JULY next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon.

J. O. GIRARD,
Sheriff's office,
Rivière du Loup, June 2nd., 1925.
[First publication, June 2, 1925]
2782—23-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir: } **A** MABLE DUVAL, de la paroisse de Saint-Jean-Port-Joli, comté de l'Islet, demandeur; contre ALPHONSE DUBE, fils d'Auguste, de la paroisse de Saint-Adalbert, comté de l'Islet, défendeur.

Une terre connue comme étant la juste moitié nord-est du lot numéro treize (13) du cadastre officiel du cinquième (5) rang du canton Casgrain; bornée au nord au quatrième rang, au sud au chemin du rang double, à l'ouest à Joseph Jalbert, et à l'est à Herménégilde Bourgeault—avec maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Pamphile, MARDI, le SEPTIÈME jour du mois de JUILLET prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J.-C. LISLOIS.
Montmagny, 1er juin 1925.
[Première publication, 6 juin, 1925]
2483—23-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: } **A** MABLE DUVAL, of the parish of Saint Jean Port Joli, county of l'Islet, plaintiff; against ALPHONSE DUBE, son of Auguste, of the parish of Saint Adalbert, county of l'Islet, defendant.

A farm known as being the exact northeast half of lot number thirteen (13) of the official cadastre of the fifth (5) Range of the township of Casgrain; bounded to the north by the fourth Range, to the south by the road of the Double Range, to the west by Joseph Jalbert and to the east by Herménégilde Bourgeault—with the house and other buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of Saint Pamphile, on TUESDAY, the SEVENTH day of the month of JULY next (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,
Sheriff's office,
Montmagny, June 1st., 1925.
[First publication, June 6, 1925]
2484—23-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Québec.

Montmagny, à savoir: } **M**ARCEL CHOUI-NARD, de la cité de Québec, demandeur; contre AMEEDÉ LEClerc, de Saint-Pamphile, comté de l'Islet, défendeur.

a. Les droits et prétentions du défendeur sur un lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro vingt (20) du cadastre officiel pour le troisième (3) rang du canton Casgrain.

b. Un lot de terre étant le lot numéro vingt et un (21) du cadastre officiel du quatrième (4) rang du canton Casgrain. Avec réserve de la coupe du bois en faveur de Flavien Chouinard, de Saint-Pamphile, suivant ses titres.

c. Un lot de terre étant le lot numéro vingt-trois (23) du cadastre officiel pour le quatrième (4) rang du canton Casgrain—avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—Quebec.

Montmagny, to wit: } **M**ARCEL CHOUI-NARD, of the city of Quebec, Plaintiff; against AMEEDÉ LEClerc, of Saint Pamphile, county of l'Islet, Defendant.

a. The rights and pretensions of the defendant in and upon a lot of land known and designated as being lot number twenty (20) of the official cadastre for the third (3) range of the township of Casgrain.

b. A lot of land being the lot number twenty one (21) of the official cadastre of the fourth (4) range of the township of Casgrain. With the reserve of the cut of timber in favour of Flavien Chouinard, of Saint Pamphile, according to titles.

c. A lot of land being the lot number twenty three (23) of the official cadastre for the fourth (4) range of the township of Casgrain—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church

siale de Saint-Pamphile, MERCREDI, le DIX-SEPTIEME jour du mois de JUIN prochain (1925), à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif.

J.-C. LISLOIS.

Montmagny, 11 mai 1925.

[Première publication, 16 mai 1925]

2481—20-2

of Saint Pamphile, on WEDNESDAY, the SEVENTEENTH day of JUNE next (1925), at ONE o'clock in the afternoon.

J. C. LISLOIS,

Sheriff.

Montmagny, May 11, 1925.

[First publication, May 16, 1925]

2482—20-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } L'ALLIANCE NATIONALE, une corporation légalement constituée ayant sa place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse; vs HORMISDAS TRUDEAU, défendeur.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Ouimet, en la ville Saint-Laurent, composé des immeubles suivants, savoir:

1. Deux lots de terre connus et désignés respectivement sous les numéros un et deux de la subdivision officielle du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-quatre de la subdivision officielle du lot de terre originaire connu et désigné sous le numéro quatre cent soixante-cinq (No 465—184-1 et 2), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent;

2. Deux autres lots de terre situés au même lieu, contigus à ceux désignés plus haut, connus et désignés respectivement sous le numéro un et deux de la subdivision officielle du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-cinq de la subdivision officielle du lot de terre originaire connu et désigné sous le numéro quatre cent soixante-cinq (No 465—185-1 et 2), auxdits plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Laurent;

3. Deux autres lots de terre situés au même lieu et contigus à ceux ci-dessus en dernier lieu mentionnés, connus et désignés respectivement sous les numéros un et deux de la subdivision officielle du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-six de la subdivision officielle du lot de terre originaire connu et désigné sous le numéro quatre cent soixante-cinq (No 465—186-1 et 2), auxdits plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Laurent—avec bâtisses dessus érigées, et avec droit d'usage et de passage dans la ruelle en arrière du susdit emplacement.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$1000.00 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Coderre, daté le 1er juin 1925.

Le shérif,

Bureau du shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 2 juin 1925.

2783—23-2

[Première publication, le 6 juin 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME ALPHONSINE DOWD, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Alphonse Moisan, et y faisant affaires comme agent à commission, sous la raison sociale de

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } L'ALLIANCE NATIONALE, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office in the city and district of Montreal, plaintiff; vs HORMISDAS TRUDEAU, defendant.

An emplacement fronting on Ouimet Avenue, in the town of Saint Laurent, composed of the following immovables, to wit:

1. Two lots of land respectively known and designated under numbers one and two of the official subdivision of the lot of land known and designated under number one hundred and eighty four of the official subdivision of original lot known and designated under number four hundred and sixty five (No. 465—184-1 et 2), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent;

2. Two other lots of land situate at the same place, contiguous to those above described respectively known and designated under numbers one and two of the official subdivision of the lot of land known and designated under number one hundred and eighty five of the official subdivision of original lot known and designated under number four hundred and sixty five (No 465—185-1 et 2), on the said official plan and book of reference of said parish of Saint Laurent;

3. Two other lots of land situated at the same place, and lying contiguous to those lastly above described, respectively known and designated under numbers one and two of the official subdivision of the lot of land known and designated under number one hundred and eighty six of the official subdivision of original lot known and designated under number four hundred and sixty five (No. 465—186-1 and 2) on the said official plan and book of reference of said parish of Saint Laurent—with the buildings thereon erected and with the use of and rights of passage in the lane at the rear of said emplacement.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the NINTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,000.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Coderre, dated the 1st of June, 1925.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Sheriff.

Montreal, June 2nd., 1925.

2784—23-2

[First publication, June 6, 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME ALPHONSINE DOWD, of the city and district of Montreal, wife separate as to property of Alphonse Moisan, and there carrying on business as a commission agent under the firm

A. Moisan & Compagnie, demanderesse et contestante; contre D. FALCON, du même lieu, défendeur.

Un lot de terre ayant front sur la rue Saint-André, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-deux de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent quatre vingt-dix (490-182) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet—avec les bâties dessus érigées et portant les numéros 3524 à 3530 de la rue Saint-André.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 2 juin 1925. 2785—23-2
[Première publication, le 6 juin 1925]

name and style of "A. Moisan & Company", plaintiff and contestant; vs D. FALCON, of the same place defendant.

A lot of land fronting on Saint André Street, in the city of Montreal, known and designated under number one hundred and eighty two of the official subdivision of lot number four hundred and ninety (490-182) of the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet—with the buildings thereon erected and bearing civic numbers 3524 to 3530 of Saint André Street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the NINTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, June 2nd., 1925. 2786—23-2
[First publication, June 6, 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Montréal, à savoir:) ALBERIC - ARCHIE
No 6373.) MONDOU, deman-
deur; vs LORENZO PARENTEAU, défendeur,
et DAMPHOUSSE et LEMIRE, syndics autoris-
és dans la faillite du demandeur, cédants, et
J.-E. DESMARAIS, créancier-cessionnaire.

Comme appartenant au défendeur:

Un lot de terre ayant front sur la 3ième Avenue, à Rosemont, en la Cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro 2417, de la subdivision officielle du lot originaire 172 (172-2417), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, contenant vingt-cinq pieds de largeur par 78 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage dans la ruelle située en arrière du dit lot, en commun avec les autres y ayant droit—avec les bâties construites sur le dit lot.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à MIDI.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 2 juin 1925. 2787—23-2
[Première publication, le 6 juin 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Richelieu.

Montreal, to wit:) ALBERIC ARCHIE
No. 6373.) MONDOU, plaintiff;
vs LORENZO PARENTEAU, defendant, and
DAMPHOUSSE et LEMIRE, authorized trustee-
es to the Bankruptcy of said defendant, Assign-
or, and J. E. DESMARAIS, creditor-assignee.

As belonging to said defendant:

A lot of land fronting on Third Avenue at Rosemont, in the city of Montreal, known and designated under number 2417 of the official subdivision of original lot 172 (172-2417), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote de la Visitation, containing twenty five feet in width by 78 feet in depth, English measure and more or less, with a right of passage in the lane situate at the rear of said lot, in common with all others being entitled thereto—with the buildings erected upon said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the NINTH day of JULY next, at TWELVE o'clock noon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, June 2nd., 1925. 2788—23-2
[First publication, June 6, 1925]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) SA MAJESTE LE ROI,
No 1205a.) demandeur; vs AR-
THUR COUSINEAU, défendeur.

1. Deux lots de terre sis et situés en la ville Saint-Michel-de-Laval, district de Montréal, ayant front sur la 52ième rue, (366-79), connus et désignés sous les Nos 85 et 86 de la subdivision officielle du lot originaire No 366 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet.

2. Trois lots de terre, situés en la paroisse de la Rivière-des-Prairies, district de Montréal, ayant front sur une rue projetée (121-544), connus et désignés sous les Nos 545, 546 et 547 de la subdivision du lot No 121 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Rivière-des-Prairies.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 13 mai 1925.
[Première publication, 16 mai 1925]
2499—20-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) HIS MAJESTY THE
No. 1205a.) KING, plaintiff; vs
ARTHUR COUSINEAU, defendant.

1. Two lots of land lying and situated in the town of Saint Michel de Laval, district of Montreal, fronting on 52nd Street, (366-79), known and designated under Nos. 85 and 86 of the official subdivision of original lot No. 366, on the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet.

2. Three lots of land situate in the parish of Rivière des Prairies, district of Montreal, fronting on a projected street (121-544), known and designated under Nos. 545, 546 and 547 of the subdivision of lot No. 121, on the official plan and book of reference of the parish of Rivière des Prairies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the EIGHTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, May 13, 1925.
[First publication, May 16, 1925]
2500—20-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS
Cour du Recorder.

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;
No 1662. } contre Dame JOSEPHINE
GALARNEAU, de notre cité de Québec,
dans notre district de Québec, veuve d'Arthur
Lemelin.

Le lot No 3784 (trois mille sept cent quatre-vingt-quatre) du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Jean—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; avec droit de passage sur le lot No 3785, en vertu de deux actes devant C. Labreque, notaire, et droit de mitoyenneté avec le propriétaire du dit lot No 3785. A distraire la partie sud cédée à Monsieur Brochu, en vertu d'un acte devant Jobidon, notaire, le 11 juillet 1922. Sujet à une rente annuelle de \$7.00, payable le 1er mai de chaque année à l'Hôtel-Dieu du Précieux Sang de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DIXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 2 juin, 1925.
[Première publication, le 6 juin, 1925]
2769—23-2

QUEBEC

FIERI FACIAS
Recorder's Court.

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;
No. 1662. } against DAME JOSEPHINE GALARNEAU, of our city of Quebec, in our district of Quebec, widow of Arthur Lemelin.

The lot No. 3784 (three thousand seven hundred and eighty-four) of the official cadastre of Montcalm ward of the city of Quebec, being an emplacement situate on Saint John Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; with right of passage upon the lot No. 3785 under two deeds before C. Labreque, notary, and right of *mitoyenneté* with the proprietor of said lot No. 3785. To be deducted therefrom the south part of lot conveyed to Mr. Brochu, under a deed before Jobidon, notary, the 11th of July, 1922. Subject to a yearly ground rent of \$7.00, payable the 1st. of May of each year to the Hôtel Dieu du Précieux Sang de Québec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the TENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, June 2nd., 1925.
[First publication, June 6, 1925]
2770—23-2

RICHELIEU

RICHELIEU

FIERI FACIAS

Province de Québec, — District de Montréal.—
Cour Supérieure.

No 324. } FRONTENAC BREWERIES, LIMITED, corps politique et incorporé ayant son principal établissement dans les cité et district de Montréal, demanderesse; vs LEANDRE BEAUCHEMIN, de VARENNES, défendeur, à savoir:

1. Un emplacement—avec bâtisses dessus construites, situé au village de Varennes, rue Massue, formant partie du lot connu et désigné sous le numéro soixante-seize (P. No 76), aux plan et livre de renvoi officiels du village de Varennes, contenant cinquante-deux pieds et six pouces de front jusqu'à une profondeur de cent pieds et six pouces, et à cette profondeur, le dit emplacement prend une largeur de quatre-vingt-dix-sept pieds et six pouces par une profondeur de soixante-huit pieds, le tout, mesure anglaise et plus ou moins.

Cet emplacement est borné en front par la rue Massue, à l'autre bout partie par partie du lot numéro soixante-dix-neuf, appartenant aux Sœurs de Sainte-Croix, et partie par partie du lot numéro soixante-quinze appartenant à veuve François-Xavier Geoffrion, d'un côté par les lots portant les numéros officiels soixante-treize et soixante-quatorze, et de l'autre côté par le résidu du dit lot numéro soixante-seize, appartenant à Jean-Baptiste Beauchemin.

2. Un terrain ayant front sur la dite rue Massue, et formant partie du lot connu et désigné sous le numéro soixante-treize (P. No 73), aux dits plan et livre de renvoi officiels, contenant vingt-trois pieds et six pouces de largeur sur une profondeur de trente-deux pieds, le tout

FIERI FACIAS

Province of Quebec. — District of Montreal.—
Superior Court.

No. 324. } FRONTENAC BREWERIES, LIMITED, a body politic and corporate having its chief place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs LEANDRE BEAUCHEMIN, of Varennes, defendant, to wit:

1. An emplacement—with the buildings thereon erected, situate in the village of Varennes, Massue Street, forming part of lot known and designated under number seventy-six (Pt. No. 76), on the official plan and book of reference of the village of Varennes, containing fifty-two feet and six inches in front to a depth of one hundred feet and six inches, and at that depth, the said emplacement has a width of ninety-seven feet and six inches by a depth of sixty-eight feet, the whole English measure and more or less.

This emplacement is bounded in front by Massue Street, at the other end partly by part of lot number seventy-nine, belonging to the Sisters of Sainte Croix, and partly by part of lot number seventy-five, belonging to widow François Xavier Geoffrion, on one side by the lots bearing official numbers seventy-three and seventy-four and on the other side by the residue of said lot number seventy-six, belonging to Jean-Baptiste Beauchemin.

2. A lot of land fronting on the said Massue Street and forming part of lot known and designated under number seventy-three (Pt. No. 75), on the said official plan and book of reference, containing twenty-three feet and six inches in width by a depth of thirty-two feet, the whole

mesure anglaise. Ce lot est borné en front par la rue Massue, en arrière par partie appartenant à Adélard Blain, du lot numéro soixante-treize, d'un côté par partie du lot numéro soixante-seize, ci-dessus décrite, et de l'autre côté par une partie du lot numéro soixante-treize appartenant à Adélard Blain.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église paroissiale de Varennes, MARDI, le SEPTIEME jour du mois de JUILLET prochain, (1925), à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN.
Sorel, 1er juin, 1925.
[Première publication, le 6 juin, 1925]
2789—23-2

English measure. This lot is bounded in front by Massue Street, in rear by the part belonging to Adélard Blain, of the lot number seventy-three, on one side by part of lot number seventy-six hereabove described and on the other side by part of lot number seventy-three belonging to Adélard Blain.

To be sold *en bloc* at the door of the parochial church of Varennes, TUESDAY, the SEVENTH day of the month of JULY next, (1925), at TWO o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT-GERMAIN
Sheriff's office, Sheriff.
Sorel, June 1st., 1925.
[First publication, June 6, 1925]
2790—23-2

FIERI FACIAS.
Cour supérieure.

Province de Québec, } DAME ELODIE SE-
District de Richelieu. } NECAL, de la ci-
No 7484. } té de Sorel, dans le dis-
trict de Richelieu, veuve de feu Lindor Ethier, en son vivant, avocat, du même lieu, tant personnellement que comme tutrice à Yvette Ethier, sa fille mineure, demeurant avec elle, JOSEPH ETHIER, pharmacien, des cités et district de Montréal, JEANNE ETHIER et GERMAINE ETHIER, filles majeures et usant de leurs droits, dans la cité de Sorel, district de Richelieu, demandeurs; vs J.-WILLIAM COURCHESNE, ci-devant de la paroisse de Saint-Thomas-de-Pierreville, dans le district de Richelieu, de lieux inconnus, défendeur, à savoir:

Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Thomas-de-Pierreville, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Thomas-de-Pierreville comme étant les lots numéros huit cent soixante-quatorze, huit cent soixante-seize et huit cent soixante-dix-sept (874, 876 et 877)—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Thomas-de-Pierreville, MARDI, le SEIZIEME jour de JUIN mil neuf cent vingt-cinq, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
MICHEL SAINT-GERMAIN.
Bureau du shérif.
Sorel, 9 mai 1925.
[Première publication, 16 mai 1925]
2487—20-2

FIERI FACIAS.

Province de Québec, District de Richelieu.—*Cour Supérieure.*

No 7491. } LA BANQUE DE MONTREAL
} corps politique et incorporé
ayant sa principale place d'affaires en les cités et district de Montréal, demanderesse; vs WILLIE LAROCHELLE, dans la cité de Sorel, dans le district de Richelieu, et ELZEAR AUBUCHON, cultivateur, de la paroisse de Saint-Pierre-de-Sorel, dit district de Richelieu, défendeurs.

Comme appartenant au défendeur, Elzéar Aubuchon:

1. Les immeubles situés dans la paroisse de Saint-Pierre-de-Sorel, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Pierre-de-Sorel, comme étant les lots numéros deux cent cinquante-trois, deux cent quatre-vingt-deux, deux cent quatre-vingt-trois, deux cent quatre-vingt-quatre, deux cent quatre-vingt-quinze, deux cent quatre-vingt-seize et trois cent trois (253, 282, 283, 284, 294, 296 et 303).

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, } DAME ELODIE SE-
District of Richelieu. } NECAL, of the ci-
No. 7484. } ty of Sorel, in the dis-
trict of Richelieu, widow of the late Lindor Ethier, in his lifetime advocate, of the same place, both personally as tutrix to Yvette Ethier, her minor daughter residing with her, JOSEPH ETHIER, druggist, of the city and district of Montreal, JEANNE ETHIER and GERMAINE ETHIER, spinsters, in the full exercise of their rights, in the city of Sorel, district of Richelieu, plaintiffs; vs J. WILLIAM COURCHESNE, heretofore of the parish of Saint Thomas de Pierreville, in the district of Richelieu, of parts unknown, defendant, to wit:

A parcel of land situate in the parish of Saint Thomas de Pierreville, known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Saint Thomas de Pierreville, as being lots numbers eight hundred and seventy four, eight hundred and seventy six and eight hundred and seventy seven (874, 876 and 877)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of Saint Thomas de Pierreville, on TUESDAY, the SIXTEENTH of JUNE, one thousand nine hundred and twenty five, at ONE o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT-GERMAIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Sorel, May 9, 1925.
[First publication, May 16, 1925]
2488—20-2

FIERI FACIAS.

Province of Quebec.—District of Richelieu.—*Superior Court.*

No. 7491. } THE BANK OF MONTREAL,
} a body politic and corporate
having its chief place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs WILLIE LAROCHELLE, in the city of Sorel, in the district of Richelieu, and ELZEAR AUBUCHON, farmer, of the parish of Saint Pierre de Sorel, said district of Richelieu, defendants.

As belonging to the defendant, Elzéar Aubuchon:

1. The immovables situated in the parish of Saint Pierre de Sorel, known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Saint Pierre de Sorel as being the lots numbers two hundred and fifty three, two hundred and eighty two, two hundred and eighty three, two hundred and eighty four, two hundred and ninety four, two hundred and ninety six and three hundred and three (253, 282, 283, 284, 294, 296 and 303).

2. L'immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Sainte-Victoire comme étant le lot numéro deux cent vingt-deux (222).

Pour être vendus, les immeubles en premier lieu décrits, en mon bureau, en la cité de Sorel, MERCREDI, le DIX-SEPTIEME jour du mois de JUIN prochain (1925), à ONZE heures de l'avant-midi, et l'immeuble en deuxième lieu décrit, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire, JEUDI, le DIX-HUITIEME jour du mois de JUIN prochain (1925), à UNE heure de l'après-midi.

Le Shérif,

MICHEL SAINT-GERMAIN.

Bureau du Shérif,

Sorel, 12 mai, 1925.

[Première publication, le 16 mai, 1925]

2501-20-2

2. The immovable known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Sainte Victoire as being lots number two hundred and twenty two (222).

To be sold, the immovables firstly above described, at my office, in the city of Sorel, on WEDNESDAY, the SEVENTEENTH day of the month of JUNE next (1925), at ELEVEN o'clock in the forenoon, and the immovable secondly above described, at the door of the parochial church of Sainte Victoire, on THURSDAY, the EIGHTEENTH day of the month of JUNE next (1925), at ONE o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT GERMAIN

Sheriff's office,

Sorel, May 12, 1925.

[First publication, May 16, 1925]

2502-20-2

Sheriff.

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Rimouski, } DAME CEDULIE
No 9715. } PARENT, veuve
de Augustin Parent; vs ANTOINE MARTIN,
Sainte-Luce, savoir:

1. Le lot No vingt, au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Luce; à distraire les parties vendues à Hermé Dionne et à la corporation de Sainte-Luce.

A charge de la rente viagère stipulée en faveur de la dite Dame Parent, devant J.-E. Couture, notaire, le 21 avril 1921.

2. Le lot No quatorze au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Luce.

Pour être vendus à la porte de l'église de Sainte Luce, le DIX-SEPTIEME jour de JUIN prochain, 1925, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif.

Rimouski, 12 mai 1925.

[Première publication, 16 mai 1925]

2489-20-2

CHS. DANJOU.

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } DAME CEDULIE
No. 9715. } PARENT, widow
of Augustin Parent; vs ANTOINE MARTIN,
Sainte Luce, to wit:

1. The lot No. twenty, on the official cadastre of the parish of Sainte Luce; to be deducted therefrom the parts sold to Hermé Dionne and to the corporation of Sainte Luce.

Subject to a life annuity stipulated in favour of the said Dame Parent, before J. E. Couture, notary, the 21st of April, 1921.

2. The lot No. fourteen on the official cadastre of the parish of Sainte Luce.

To be sold at the door of the church of Sainte Luce, the SEVENTEENTH day of JUNE next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. DANJOU,

Sheriff's office.

Rimouski, May 12, 1925.

[First publication, May 16, 1925]

2490-20-2

Sheriff.

ROBERVAL

FIERI FACIAS

Province de Québec.—District de Roberval. —

Cour Supérieure.

No 4625. } LUCIEN BACON, restaurateur,
de Saint-Prosper, dans le district
de Trois-Rivières, demandeur; vs DAME VIT-
TALINE TREMBLAY, de Normandin, dans
ce district, veuve de feu Alfred Boivin, en son
vivant cultivateur, du même endroit, défende-
resse.

Une terre de deux arpents de largeur sur la profondeur du rang sept, maintenant connue et désignée sous le numéro trente et un-A (No 31-A), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le septième rang du canton Normandin —avec ensemble les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sauf à en distraire les emplacements déjà vendus.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cyrille-de-Normandin, MER-

FIERI FACIAS

Province of Quebec. — District of Roberval. —

Superior Court.

No. 4625. } LUCIEN BACON, restaurant-
keeper, of Saint Prosper, in the dis-
trict of Three Rivers, plaintiff; vs DAME VIT-
TALINE TREMBLAY, of Normandin, in said
district, widow of late Alfred Boivin, in his life-
time farmer, of the same place, defendant, to
wit:

A farm of two arpents in width by the depth of the seventh Range, now known and designated under number thirty-one-A (No. 21-A), on the official plan and book of reference of the cadastre for the seventh Range of the township of Normandin, together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Save and to be deducted the emplacements already sold.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Cyrille de Normandin, WED-

CREDI, le HUITIEME jour de JUILLET prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, le 1er juin, 1925.
[Première publication, le 6 juin, 1925]
2791—23-2

NESDAY, the EIGHTH day of JULY next, (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, June 1st., 1925.
[First publication, June 6, 1925]
2792—23-2

FIERI FACIAS

Province de Québec.—District de Roberval.
Cour Supérieure.

No 4606.) JOSEPH-T. RIOUX, boucher, de
la ville de Trois-Pistoles, district
de Kamouraska, demandeur; vs HONORE
MARTEL, domicilié dans la municipalité de
Saint-Louis-de-Chambord, canton Métabet-
chouan, district de Roberval, défendeur, à savoir:

1. Les lots de terre maintenant connus et désignés sous les numéros vingt-six et vingt-sept (Nos 26 et 27), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le troisième rang du canton Métabetchouan—avec ensemble les bâtisses dessus construites; bornés, les dits lots de terre, comme suit: à l'est à la rivière Métabetchouan, à l'ouest à Thomas Ringuet, au sud à sieur Joseph Ringuet, au nord par le trait-carré.

2. Les lots de terre maintenant connus et désignés sous les numéros vingt-six, vingt-sept et vingt-huit-A (Nos 26, 27 et 28-A), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le cinquième rang du canton Métabetchouan; à déduire du numéro vingt-huit-A les réserves ci-après mentionnées, à savoir, les emplacements suivants: Un emplacement mesurant environ un arpent carré—avec bâtisses dessus construites; borné, le dit emplacement, au nord à la veuve Joseph Dallaire, à l'ouest, par le chemin de front, à l'est et au sud, par Grégoire Dallaire; à déduire aussi sur ce dit lot, l'emplacement sur lequel est située la fromagerie, et la fromagerie elle-même, et le chemin qui contourne la dite fromagerie, mesurant environ soixante à soixante-quinze pieds carrés; borné, le dit emplacement, à l'ouest par le chemin de front, au nord et à l'est tel que clôturé actuellement, au sud par le chemin qui sépare actuellement la fromagerie de la maison privée.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis-de-Chambord, MARDI, le SEPTIEME jour de JUILLET prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, le 1er juin, 1925.
[Première publication, le 6 juin, 1925]
2793—23-2

FIERI FACIAS.

Province of Quebec. — District of Roberval.
Superior Court.

No. 4606.) JOSEPH T. RIOUX, butcher, of
the town of Trois Pistoles, district
of Kamouraska, plaintiff; vs HONORE MAR-
TEL, domiciled in the municipality of Saint
Louis de Chambord, township of Métabet-
chouan, district of Roberval, defendant, to wit:

1. The lots of land now known and designated under numbers twenty-six and twenty-seven (Nos. 26 and 27), on the official plan and book of reference of the cadastre of the third Range of the township of Métabetchouan—together with the buildings thereon erected; bounded, the said lots of land, as follows: to the east by the river Metabetchouan, to the west by Thomas Ringuet, to the south by Joseph Ringuet, to the north by the *trait-carré*.

2. The lots of land now known and designated under numbers twenty-six, twenty-seven and twenty-eight-A (Nos. 26, 27 and 28-A), on the official plan and book of reference of the cadastre of the fifth Range of the township of Metabetchouan; to be deducted of the number twenty-eight-A the reservations hereafter mentioned, to wit, the following emplacements: An emplacement measuring about one square arpent—with buildings thereon erected; bounded, the said emplacement, to the north by the widow Joseph Dallaire, to the west by the front road, to the east and to the south by Grégoire Dallaire; to be deducted also out this said lot, the emplacement on which is situated the cheese factory and the cheese factory itself and the road around the said cheese factory, measuring about sixty to seventy-five square feet; bounded, the said emplacement, to the west by the front road, to the north and to the east as actually fenced, to the south by the road which separates actually the cheese factory from the private house.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Louis de Chambord, TUESDAY, the SEVENTH day of JULY next, (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, June 1st., 1925.
[First publication, June 6, 1925]
2794—23-2

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

No 8134.) LOUIS MORIN, avocat, de Saint-
Joseph de Beauce, demandeur;
contre J.-ALFRED POWELL, notaire, East-
Angus, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

1. Un morceau de terre avec bâtisses dessus érigées sis et situé à East Angus, dans le rang trois du canton de Westbury, connu sur le cadastre officiel comme étant partie des lots treize-

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.

No. 8134.) LOUIS MORIN, advocate, of
Saint Joseph de Beauce, plaintiff-
iff; against J. ALFRED POWELL, notary,
East Angus, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

1. A parcel of land, with the buildings thereon erected, lying and situate at East Angus, in the third Range of the township of Westbury, known on the official cadastre as being part

deux cent vingt-sept, et treize-deux cent vingt-six; borné en avant au nord par la rue Saint-Jacques, en arrière par partie des mêmes lots appartenant à Aubin, d'un côté par partie du lot 13-227 appartenant aujourd'hui à Pinard & Gosselin et tel que décrit dans ventes enregistrées sous Nos 36073 et 36505 et de l'autre côté aux soixante pieds de large du lot 13-226.

2. Un morceau de terre sis et situé au canton de Dudswell, dans le rang cinq du dit canton, connu sur le cadastre officiel pour le susdit canton, comme étant partie du lot quatorze "G" (14-G) et décrit comme suit: commençant à un point situé à environ trois cent trente-deux pieds de la ligne sud-est de Georges Rolfe et allant vers le lac à angle droit environ cent pieds, de là en suivant les sinuosités du dit lac environ quatre-vingt-huit pieds de large; de là vers le nord-est environ cent pieds de profondeur, et de là au point de commencement, environ quatre-vingt-huit pieds en largeur; borné au sud-ouest c'est-à-dire d'un côté par le terrain de Jean-Baptiste Morin, en face par le lac, et des autres côtés par le terrain du vendeur, et tel que le tout est actuellement compris dans les bornes existantes.

Les parties de lots décrits dans le paragraphe No. 1, pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis-de-Westbury (East Angus), MARDI, le SEPTIEME jour de JUILLET (1925), à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire).

La partie de lot décrite dans le paragraphe No 2, pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Clément-de-Dudswell (Bishop's Crossing), MARDI, le SEPTIEME jour de JUILLET (1925), à DOUZE heures de l'avant-midi, "midi" (heure solaire).

Le Shérif.

Bureau du Shérif, C.-E. THERRIEN, Sherbrooke, 1er juin, 1925.

[Première publication, le 6 juin, 1925]

2755-23-2

of lots thirteen-two hundred and twenty-seven and thirteen-two hundred and twenty-six; bounded in front to the north by Saint James Street, in rear, by part of same lots belonging to Aubin, on one side by part of lot 13-227 now belonging to Pinard & Gosselin, as described in the deeds of sale registered under Nos. 36073 and 36505, and on the other side by the sixty feet in width of lot 13-226;

2. A parcel of land lying and situate in the township of Dudswell, in the fifth range of the said township, known on the official cadastre for the aforesaid township as being part of lot fourteen-G (14-G) and described as follows: commencing at a point situate at about three hundred and thirty-two feet from the southeast line of Georges Rolfe and running towards the lake at right angle about one hundred feet, thence, following the sinuosités of said lake about eighty-eight feet in width; thence, towards the northeast, about one hundred feet in width, and thence to the point of commencement about eighty-eight feet in width; bounded to the southwest, that is to say, on one side by the land of Jean Baptiste Morin, in front by the lake and on the other sides by the land of the vendor, and as the whole is actually comprised within the existing boundaries.

The parts of lots described in paragraph No. 1, to be sold at the door of the church of the parish of Saint Louis de Westbury (East Angus), TUESDAY, the SEVENTH day of JULY (1925), at TEN o'clock in the forenoon. (Standard Time).

The part of lot described in the paragraph No. 2, to be sold at the door of the church of the parish of Saint Clément de Dudswell (Bishop's Crossing), TUESDAY, the SEVENTH day of JULY, (1925), at TWELVE o'clock in the forenoon. (Standard Time).

C. E. THERRIEN,

Sheriff's office, Sherbrooke, June 1st, 1925.

[First publication, June 6, 1925]

2756-23-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. Cour Supérieure.—District de Saint-François.

No 184. } LUDGER FOREST, chirurgien-dentiste, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, demandeur; contre BARTLEY-N. HOLTHAM, avocat, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, en sa qualité de Curateur à la succession vacante de feu James O'Connor, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Les lots 2-A et 2-N, dans le rang 8, 2-C, 2-D, 3-C, et cette partie du lot 3-A qui se trouve au sud du chemin public, dans le 7ième rang du canton d'Ascot, sur le plan et dans le livre de renvoi officiels—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus au bureau du shérif, district de Saint-François, au Palais de Justice, en la cité de Sherbrooke, MARDI, le SEIZIEME jour de JUIN (1925), à ONZE heures de l'avant-midi (Heure avancée).

Le Shérif.

Bureau du Shérif, C.-E. THERRIEN, Sherbrooke, 11 mai, 1925.

[Première publication, le 16 mai, 1925]

2491-20-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 184 } LUDGER FOREST, surgeon-dentist, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, plaintiff; against BARTLEY N. HOLTHAM, advocate, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, in his quality of the curator of the vacant estate of late James O'Connor, defendant.

Seized as belonging to said defendant:

The lots 2-A and 2-N, in the 8th Range, 2-C, 2-D, 3-C, and that part of lot 3-A which is situated to the south of the public road, in the 7th Range of the township of Ascot, on the official plan and in the book of reference—with buildings thereon erected.

To be sold at the sheriff's office, district of Saint Francis, at the Court House, in the city of Sherbrooke, TUESDAY, the SIXTEENTH day of JUNE (1925), at ELEVEN o'clock in the forenoon. (Day light saving time).

C. E. THERRIEN,

Sheriff's office, Sherbrooke, May 11, 1925.

[First publication, May, 16, 1925]

2492-20-2

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Canada, Province of Québec District de Terrebonne.—*Cour Supérieure.*

No 713. } MOISE PAQUETTE demandeur; vs BERNARD SCHNAIBERG, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir:

Un terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, comme étant partie du lot numéro quatorze, dans le quatrième rang du canton Beresford, mesurant un arpent de largeur sur la rue Tour-du-Lac, et six perches de largeur sur le lac des Sables, par la profondeur qu'il peut y avoir de la dite rue Tour-du-Lac au dit Lac des Sables; borné en front par la dite rue Tour-du-Lac, en arrière par le Lac des Sables, d'un côté par Themens ou représentants, un nommé A.-J. Gillender, et de l'autre côté par J.-A. Villeneuve,—avec toutes les bâtisses et améliorations, à l'exception d'un abri pour bateaux appartenant à J.-A. Villeneuve et qui sera enlevé de la propriété, si l'acheteur le désire.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique de la ville de Sainte-Agathe-des-Monts, district de Terrebonne, le SEIZIEME jour de JUIN, 1925, à DEUX heures de l'après-midi, (heure solaire).

Le Shérif,

Bureau du Shérif, J.-W. CYR.
Saint-Jérôme, 12 mai, 1925.

[Première publication, le 16 mai, 1925]

2493—20-2

PROCEDURE SOMMAIRE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.

Canada, } JOSEPH PLESSIS-
Province de Québec, } BELAIR ET AL,
District de Terrebonne. } demandeurs; vs
No 835. } JOSEPH GAUTHIER, ES-QUALITE, défendeur.

Comme appartenant au défendeur, es-qualité, les immeubles suivants, savoir:

Deux terres connues et désignées sous les numéros cinq cent soixante-dix-neuf et cinq cent quatre-vingt (P. Nos 579 et 590) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérôme, moins la partie des dits numéros comprise entre le chemin de la Côte Saint-Alphonse et le trait carré des terres de la Rivière du Nord; à l'exception toutefois d'un morceau de terre sur cette dite partie, mesurant un arpent et demi de largeur par la profondeur comprise entre le dit chemin de la Côte Saint-Alphonse et le dit trait carré des terres de la Rivière du Nord; cet arpent et demi à prendre dans la ligne du No 581; lequel morceau de terre est compris dans le présent avis —ainsi que bâtisses, dépendances et toutes constructions érigées sur les dits immeubles.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale dans la ville de Saint-Jérôme, dit district, le DIX-SEPTIEME jour de JUIN, mil neuf cent vingt-cinq, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Saint-Jérôme, 12 mai 1925.

[Première publication, 16 mai 1925]

2495—20-2

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Canada, Province of Québec.—*District of Terrebonne.—Superior Court.*

No. 713 } MOISE PAQUETTE, plaintiff;
vs BERNARD SCHNAIBERG, defendant.

As belonging to said defendant, the following immovable, to wit:

A piece of land known and designated upon the cadastral plan and in the book of reference for the parish of Sainte Agathe des Monts, as being a part of lot number fourteenth, in the forth range of the township of Beresford, measuring one arpent in width on Tour du Lac street and six perches in width on the Lake des Sables, by the depth to be found from said Tour du Lac Street to the said Lake des Sables; bounded in front by said Tour du Lac Street, in rear by the Lake des Sables, on one side by Themens or representatives, being A. J. Gillender, and on the other side by J. A. Villeneuve—with all the buildings and all the ameliorations, to the exception of the boat-house which belongs to J. A. Villeneuve and which shall be removed from the property, if the purchaser wish so.

To be sold at the Catholic parochial church door of the town of Sainte Agathe des Monts, district of Terrebonne, the SIXTEENTH day of JUNE, 1925, at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time).

J. W. CYR,

Sheriff's office,
Saint Jérôme, May 12, 1925.

[First publication, May 16, 1925]

2494—20-2

SUMMARY PROCEDURE.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, } JOSEPH PLESSIS
Province of Québec, } BELAIR ET AL,
District of Terrebonne. } plaintiffs; vs JOSEPH GAUTHIER
No. 835. } ES-QUALITE, defendant.

As belonging to the defendant es-qualité, the following immovables, to wit:

Two farms known and designated under numbers five hundred and seventy nine, and five hundred and eighty (P. Nos. 579 and 580) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Jérôme, less the part thereof included between the road of Côte Saint Alphonse and the *Trait Carré* of the lands of North River; save and except however a parcel of land out of said part, measuring one arpent and a half in width by the depth contained between the said road of Côte Saint Alphonse and the said *Trait Carré* of the lands of North River; this arpent and a half to be taken in the line of No. 581, the said parcel of land is included in the present notice —together with the buildings, dependencies and any constructions erected upon the said immovables.

To be sold at the door of the parish church, in the town of Saint Jérôme, said district, the SEVENTEENTH day of JUNE one thousand nine hundred and twenty five, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard time).

J. W. CYR,

Sheriff's office,
Saint Jérôme, May 12, 1925.

[First publication, May 16, 1925]

2496—20-2

TROIS-RIVIÈRES

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } **DAME AMANDA**
No 572. } **LEPINE**, veuve

de Alfred Champagne, demanderesse; vs **OVI-**
LA GELINAS, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Mathieu, sur le sixième rang du canton de Shawinigan, de la contenance de deux arpents et un quart de largeur sur la profondeur du dit rang, tenant du côté nord au terrain de la Fabrique de Saint-Mathieu, et du côté sud au lot numéro quarante-neuf—avec maison et autres bâtisses dessus construites, connue et désignée, la dite terre, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Mathieu, comme étant partie du numéro cinquante (Ptie No. 50) du sixième rang du canton de Shawinigan, pour la dite paroisse de Saint-Mathieu. A distraire du dit immeuble l'emplacement vendu par le shérif du district des Trois-Rivières, à J.-Frank Lessard, marchand, de la paroisse de Saint-Mathieu, en date du 3 mai 1922, et aussi un certain morceau de terre vendu par Ovila Gélinas, le défendeur, à Adam Descôteaux, de la paroisse de Saint-Mathieu, suivant acte passé devant J.-W. Defond, N.P., en date du 8 septembre 1919 et enregistré le 10 mars 1920, au bureau d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, sous le No 77547.

2. Un lot de terre situé sur le sixième rang du canton de Shawinigan, en la paroisse de Saint-Mathieu, de la contenance que le dit lot de terre a d'après arpentage, connu et désigné, le dit lot de terre, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Mathieu, comme étant le lot numéro quarante-neuf (No 49). A distraire du dit immeuble un certain morceau de terre vendu par Ovila Gélinas à Adam Descôteaux, de la paroisse de Saint-Mathieu, suivant acte passé devant J.-W. Defond, N.P., en date du 8 septembre 1919, et enregistré le 10 mars 1920, au bureau d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, sous le No 77547.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Mathieu, dans le comté de Saint-Maurice, le SEPTIEME jour de JUILLET prochain, 1925, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **PHI.-L. LASSONDE**.
Trois-Rivières, 1er juin, 1925.
[Première publication, le 6 juin, 1925]
2771—23-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } **L'ABBE J.-EMILE**
No 549. } **GUILLEMETTE**,
demandeur; vs **JOSEPH LETENDRE**, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:
Une terre située en la paroisse de Lemieux, cette partie démembrée de la paroisse de Sainte-Marie-de-Blandford, étant les numéros quinze et seize du dix-septième rang du canton de Maddington, contenant quatre-vingt-six acres chacun, désignés au cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Marie-de-Blandford, sous les numéros cent vingt-quatre et cent vingt-cinq (124 et 125)—avec les bâtisses dessus cons-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } **DAME AMANDA**
No. 572. } **LEPINE**, widow of

Alfred Champagne, plaintiff; vs **OVI-**
LAS, defendant.

As belonging to said defendant, to wit:

1. A farm situate in the parish of Saint Mathieu, in the sixth Range of the township of Shawinigan, containing two arpents and one quarter in width by the depth of said Range; bounded on the north side by the land of the Fabrique of Saint Mathieu and on the south side by lot forty-nine—with a house and other buildings thereon erected, the said farm being known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Mathieu, as being part of lot number fifty (Pt. No. 50) of the sixth Range of the township of Shawinigan, for said parish of Saint-Mathieu. To be deducted therefrom the emplacement sold by the sheriff of the district of Three Rivers to G. Frank Lessard, merchant, of the parish of Saint Mathieu, on the third of May, 1922, and also a certain parcel of land sold by Ovila Gelinias, the defendant, to Adam Descoteaux, of the parish of Saint Mathieu, per deed passed before J. W. Defond, N. P., dated the eighth of September, 1919, and registered the tenth of March, 1920, at the registry office of the county of Saint Maurice, under No. 77547.

2. A lot of land situate in the sixth Range of the township of Shawinigan, in the parish of Saint Mathieu, of whatever contents the said lot of land may have according to survey, known and designated, the said lot of land, on the official cadastral plan and book of reference of said parish of Saint Mathieu, as being lot number forty-nine (No. 49). To be deducted therefrom a certain parcel of land sold by Ovila Gelinias to Adam Descoteaux, of the parish of Saint Mathieu, per deed passed before J. W. Defond, N. P., dated the eighth of September 1919, and registered the tenth of March, 1920, at the registry office of the county of Saint Maurice, under No. 77547.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Mathieu, in the county of Saint Maurice, the SEVENTH day of JULY next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard Time).

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff's office,
Three Rivers, June 1st., 1925.
[First publication, June 6, 1926]
2772—23-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } **RÉVEREND J.**
No. 549. } **EMILE GUIL-**
LEMETTE, plaintiff; vs **JOSEPH LETENDRE**,
defendant.

As belonging to said defendant, to wit:
A farm situate in the parish of Lemieux, in that part detached from the parish of Sainte Marie de Blandford, being numbers fifteen and sixteen of the seventeenth range of the township of Maddington, containing eighty six acres each, described on the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte Marie de Blandford, under numbers one hundred and twenty four and one hundred and twenty five (Nos. 124

truites; bornée d'un bout par le seizième rang de Maddington, à l'autre bout par le chemin qui sépare les cantons de Maddington et de Blandford, d'un côté au sud par la terre de Adjueteur Jutras et de l'autre côté par le terrain de Hormisdas Toutant.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Lemieux, dans le comté de Nicolet, le SEIZIEME jour de JUIN prochain 1925, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE,
Trois-Rivières, 12 mai 1925.
[Première publication, 16 mai 1925]
2497—20—2

and 125)—with the buildings thereon erected; bounded at one end by the sixteenth range of Maddington, at the other end by the road dividing the townships of Maddington and Blandford, on one side to the south by the farm of Adjueteur Jutras and on the other side by the land of Hormisdas Toutant.

To be sold at the door of the parish church of Lemieux, in the county of Nicolet, the SIXTEENTH day of JUNE next 1925, at TEN o'clock in the forenoon (Standard time).

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's office.
Three Rivers, May 11, 1925.
[First publication, May 16, 1925]
2498—20—2

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

N. PERODEAU.

GEORGE V. par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON,
Assistant-Procureur-
Général Suppléant.

ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée, demandant de détacher de la municipalité du village d'Hudson, dans le comté de Vaudreuil, le territoire ci-après décrit et de l'ériger en municipalité de village sous le nom de la municipalité du village de McNaughton;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard ont été remplies, que le dit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité de village, et qu'il restera à la municipalité du village d'Hudson, après cette érection, une population de plus de trois cents âmes, et le nombre d'habitations requies pour rester une municipalité de village;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimé dans un décret en date du 8 mars 1925, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons que le territoire suivant, savoir:

Le territoire, dont les bornes—en référence au plan et au livre de renvoi officiels du cadastre pour le village de Como—sont: vers le sud-est, la limite nord-ouest de la municipalité du village de Como-Est, ou lot numéro soixante et un (61); vers le nord-est, le lac des Deux-Montagnes, en en remontant son cours, depuis la limite sus désignée jusqu'au lot numéro cent cinquante-neuf (159) exclusivement; vers le nord-ouest, les lots numéros cent cinquante-huit et cent cinquante-neuf (158 et 159) et vers le sud-ouest: l'arrière-ligne—dans la seigneurie de Vaudreuil—de la première concession Cavagnole, qui fait, à cet endroit, la limite nord-est de la municipalité de Vaudreuil, est détaché de la municipalité du village de Hudson et érigé en une municipalité séparée sous le nom de "la municipalité du village

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

N. PERODEAU.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

J. A. HUDON,
Acting Deputy
Attorney General.

WHEREAS application has been made to Us, to detach from the municipality of the village of Hudson, in the county of Vaudreuil, the territory hereinafter described and to erect it into a municipality under the name of "The municipality of the village of McNaughton";

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code on that behalf have been observed, that the said territory is within the conditions required by law to form a village municipality, and that there shall remain in the municipality of the village of Hudson, after such erection, a population of over three hundred souls and the number of dwellings required to remain a village municipality;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order dated the 8th of March, 1925, and in accordance with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare that the following territory, to wit:

The territory, the boundaries of which—with reference to the official cadastral plan and book of reference for the village of Como—are: towards the southeast, the northwest limit of the municipality of the village of Como-East, or the lot number sixty one (61); towards the northeast, the Lake of Two Mountains, towards its head, from the limit above described to lot number one hundred and fifty nine (159) exclusively; towards the northwest, the lots numbers one hundred and fifty eight and one hundred and fifty nine (158 and 159) and towards the southwest, the rear line—in the seigniorie of Vaudreuil—of the first concession of Cavagnole, which is, at that place, the northeast limit of the municipality of Vaudreuil, is detached from the municipality of the village of Hudson, and erected into a separate municipi-

de McNaughton", dans le comté municipal de Vaudreuil, à compter de ce jour.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. Témoin: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du gouvernement, en Notre Cité de QUEBEC, de Notre province de QUEBEC, ce DIX-NEUVIEME jour de MAI, en l'année mil neuf cent vingt-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la seizième année.

Par ordre,

2797 Le sous-secrétaire de la province,
C. J. SIMARD.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

N. PERODEAU.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU qu'une
Assistant-Procureur } requête Nous a été
Général. } présentée demandant
d'ériger en municipalité le territoire ci-après décrit, situé dans le canton de Dalmas, dans le comté municipal de Lac-Saint-Jean Ouest, et déjà érigé en paroisse civile, sous le nom de "La paroisse de Saint-Augustin", par proclamation en date du 8 avril 1924;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard ont été remplies et que ledit territoire est dans les conditions voulues pour former une municipalité:

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, en date du 30 avril 1925, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Le territoire—dans le canton de Dalmas—comprenant les lots numéros, tous inclusivement: trente et un (31) à cinquante-neuf (59) des troisième et quatrième rangs, vingt et un (21) à cinquante-neuf (59) du cinquième rang, seize (16) à cinquante-neuf (59) du sixième rang, vingt et un (21) à cinquante-neuf (59) du septième rang et vingt-sept (27) à cinquante-neuf (59) des huitième et neuvième rangs des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour ledit canton de Dalmas, est érigé en municipalité sous le nom de "La municipalité de la paroisse de Saint-Augustin", dans le comté municipal de Lac-Saint-Jean ouest, suivant les mêmes limites que celles assignées à la paroisse par la proclamation du 8 avril 1924; du territoire ainsi formé, les lots 31 à 59 dans le rang III et ceux de numéros 37 à 59—tous inclusivement—dans les rangs IV à IX, étant détachés de la municipalité de Péribonca et tous les autres lots l'étant de la municipalité de Saint-

pality under the name of "The municipality of the village of McNaughton", in the municipal county of Vaudreuil, from and after this day.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed. Witness: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, in Our said Province, this NINETEENTH day of MAY, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty five, and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,

2798 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

N. PERODEAU.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS applica-
Deputy-Attorney } tion has been made
General. } to Us to erect into a
municipality the territory hereunder described, situate in the township of Dalmas, in the municipal county of Lake Saint John West, and already erected into a civil parish, under the name of "The parish of Saint-Augustin", by proclamation dated the 8th of April, 1924;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code on that behalf have been observed and that the said territory is within the required conditions to form a municipality:

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, dated the 30th of April, 1925, and in accordance with the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, We declare, by these presents, that the following territory, to wit:

The territory—in the township of Dalmas—comprising the lots numbers, all inclusively: thirty-one (31) to fifty-nine (59) of the third and fourth Ranges, twenty-one (21) to fifty-nine (59) of the fifth Range, sixteen (16) to fifty-nine (59) of the sixth Range, twenty-one (21) to fifty-nine (59) of the seventh Range and twenty-seven (27) to fifty-nine (59) of the eighth and ninth Ranges of the official plan and book of reference of the cadastre for the said township of Dalmas, is erected into a municipality under the name of "The municipality of the parish of Saint-Augustin", in the municipal county of Lake Saint John West, following the same limits that those assigned to the parish by the proclamation of the 8th of April 1924; of the territory thus composed, the lots 31 to 59 in the third Range and those of numbers 37 to 50—all inclusively—in Ranges four to nine being detached of the municipality of

Amédée, est érigé en municipalité et forme, à compter de ce jour, une municipalité sous le nom de "La municipalité de la paroisse de Saint-Augustin".

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. Témoin: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, ce QUATORZIÈME jour de MAI, en l'année mil neuf cent vingt-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la seizième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

2799

Peribonca and all the other lots being detached of the municipality of Saint Amédée, is erected into a municipality and forms, from and after this date, a municipality under the name of "The municipality of the parish of Saint Augustin".

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed. Witness: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, in Our said Province, this FOURTEENTH day of MAY, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty five, and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,
C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

2800

Lettres patentes

"La Cie d'Autobus de l'Île d'Orléans, Ltée—
Island of Orleans Autobus Co., Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de juin, 1925, constituant en corporation: Ozéa Gagnon, de Sainte-Pétronille, I. O., propriétaire d'autobus, Pierre Pouliot, de Saint-Jean, I. O., propriétaire d'autobus; Patrice-Anselme Juneau, avocat, de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Opérer un service d'autobus sur l'Île d'Orléans et ailleurs, ainsi qu'un service de taxis et de camion pour le transport des voyageurs, des malles et du fret;

Exercer le commerce et l'industrie de propriétaires de garages, commerçant d'automobiles et d'accessoires, faire la réparation des automobiles de toute sorte, la vente de gasoline et en général tout ce qui concerne le commerce d'automobile et de transport;

Acquérir par voie d'achat, échange, bail ou autrement la totalité ou aucune partie du commerce et de la propriété d'aucune personne, société ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente corporation est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux fins de cette dernière; assumer tout ou partie du passif de tel commerce ou propriété; et les payer entièrement ou partiellement en parts ou actions acquittées de la présente compagnie, ou autrement, à un prix à être déterminé par cette dernière;

Acheter, souscrire ou autrement acquérir, posséder et détenir des actions, obligations, débiteures et autres titres ou valeurs d'aucune corporation, société ou personne exerçant aucun commerce semblable à celui de la présente compagnie ou susceptible d'être convenablement exercé par la présente corporation, les détenir, les vendre ou autrement en disposer, les distribuer en espèces ou matières aux actionnaires de la compagnie;

Letters patent

"La Cie d'Autobus de l'Île d'Orléans, Ltée—
Island of Orleans Autobus Co., Ltd."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1925, incorporating Ozéa Gagnon, of Sainte Pétronille, I. O., autobus owner; Pierre Pouliot, of Saint John I. O., autobus owner; Patrice Anselme Juneau, advocate, of the city of Quebec, for the following purposes:

To operate an autobus service on Island of Orleans and elsewhere as well as a taxi and truck service for the transportation of passengers, mail and freight;

To carry on the trade and business of garage owners, dealers in automobiles and auto supplies, to carry on the repair of automobiles of all kinds, the sale of gasoline and generally do every thing connected with the automobile and transportation business;

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise the whole or any part of the business and property of any person, partnership or company carrying on any business which the present corporation is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company; to take over the whole or part of the liabilities of such business and property; and to pay for the above wholly or partly in paid up stock or shares of the present company or otherwise, at such price as the company may determine;

To buy, subscribe for or otherwise acquire, possess and hold shares, bonds, debentures and other securities of any corporation, partnership or person carrying on any business similar to that of the present company or capable of being conveniently carried on by the present corporation, to own, sell or otherwise dispose of the same and to distribute the same in specie or kind among the shareholders of the company;

Acheter, bâtir, louer tous terrains, selon que la compagnie le jugera à propos et en disposer de toute façon et pour toutes fins;

Acheter ou autrement acquérir et détenir toutes propriétés mobilières ou immobilières qui peuvent être nécessaires ou avantageuses aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, payer telle acquisition ou détention en argent, en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Fournir l'accommodation aux voyageurs dans des hôtels, parcs ou lieux d'amusement;

Emettre des bons, obligations ou autre valeur de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et somme jugés convenables, pourvu toutefois que tels bons, telles obligations ou autre valeur ne soient pas pour une somme moindre que celle de cent dollars;

Faire toutes les autres choses qui, dans l'opinion des directeurs, se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités ou d'aucun d'iceux;

Faire toutes les choses précitées ou aucunes d'icelles comme principaux, agents à commission ou entrepreneurs, par entremetteurs ou autrement et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Le nombre des actionnaires est limité à vingt, conformément aux dispositions de la loi 14 Geo. V, chapitre 64, et il ne sera pas fait d'appel au public pour la souscription des actions, sous le nom de "La Cie d'Autobus de l'Île d'Orléans, Ltée.—Island of Orleans Autobus Co., Ltd.", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Sainte-Pétronille, I. O., dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de juin, 1925.

2801

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

To buy, build, lease any lands as the company may think proper, and to dispose of the same in any manner and for any purposes;

To buy or otherwise acquire and hold any movable or immovable property which may be necessary or suitable for the objects for which this company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash, bonds or paid up shares of the company;

To provide accommodation for travellers in hotels, parks, or places of amusements;

To issue bonds, debentures or other securities of the company and to pledge or sell the same for such price and at such sums as may be deemed expedient, provided however that any such bond, debenture or other security be not for a less sum than one hundred dollars each;

To do all such other things as are, in the opinion of the directors, incidental or conducive to the attainment of the above objects, or any of them;

To do all or any of the above things as principals, commission agents, contractors, and by or through agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

The number of shareholders is limited to twenty, in accordance with the provisions of the Act 14 Geo. V, chapter 64, and no appeal shall be made to the public for the subscription of its shares, under the name of "La Cie d'Autobus de l'Île d'Orléans Ltée.—Island of Orleans Autobus Co., Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Sainte-Pétronille, I. O., in the district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of June, 1925.

2802

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Examen du barreau—Bar Examination

Barreau d'Arthabaska.—Bar of Arthabaska.

DEMANDE D'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.

CANDIDATE FOR ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Nom Name	Prénom Surname	Age Age	Résidence de l'aspirant. Domicile of the Candidate.
Marier,.....	Alexandre.....	25	Drummondville, P. Q.

Le secrétaire du Barreau d'Arthabaska,
WILFRID GIROUARD.
Secretary of the Bar of Arthabaska.
2795—23-2—2796—23-2

Daté ce 2 juin 1925.—Dated this 2nd of June, 1925.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 23

Index of the Quebec Official Gazette, No 23

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dame Brière vs Rose.....	1847
" Cadotte vs Trépanier.....	1847
" Daigneault vs Courtemanche.....	1849
" Destremes vs Tranchemontagne...	1849
" Guérin vs Guérin.....	1848
" Korobow vs Schwartz.....	1848
" Lafortune vs Laporte.....	1848
" Lussier vs Patry.....	1848
" Pesant vs Laniel.....	1847
" Plamondon vs Beauchemin.....	1848
" Pipe dit Simonneau vs Duval.....	1849
" Poirier vs Vignola.....	1849
" St-Onge vs Desrosiers.....	1849
" Veilleux vs Poulin.....	1849

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIEN :—

Dansereau vs Lanouette.....	1850
Taillefet vs de Verneuil.....	1850

ANNONCEURS:—Avis aux:—.....	1817
Supplément de la <i>Gazette officielle</i>	1817

ARRÊTÉ-EN-CONSEIL :—

Concernant le Parc National des Lau- rentides.....	1819
---	------

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Municipalité scolaire Lac-Frontière.....	1844
Municipalité scolaire La Durantaye.....	1845
Municipalité scolaire Saint-Mathieu-de- Belœil.....	1845
Municipalité scolaire Saint-Pascal.....	1845
Municipalité scolaire Sainte-Agnès-de- Dundee.....	1845
Municipalité scolaire Village de Mc-Mas- terville.....	1845

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR:—

Employers' Liability Assurance Corp., Ltd.....	1845
London Guarantee and Accident Co., Ltd	1846
The Ocean Accident and Guarantee Corp., Ltd.....	1846

EXAMEN DU BARREAU:—

Arthabaska: Pratique du Droit.....	1873
------------------------------------	------

FAILLI:—

Pomerleau & Drouin.....	1850
-------------------------	------

LETTRES PATENTES:—

Abitibi Automobiles, Limitée.....	1820
Besto Caulking and Construction Co., Ltd.....	1821
Ca7adian Protexit Roofing Co., Ltd....	1823
Carbon Paper Supply Co., Ltd.....	1824
Cercle Social Saint-Laurent Compagnie, Ltée.....	1828
International Bag & Jute Co., Ltd.....	1830
J. W. Gagnon, Limitée.....	1832
La Cie d'Autobus de l'Île d'Orléans, lée— Island of Orleans Autobus Co., Ltd....	1872

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dame Brière vs Rose.....	1847
" Cadotte vs Trépanier.....	1847
" Daigneault vs Courtemanche.....	1849
" Destremes vs Tranchemontagne...	1849
" Cuérin vs Guérin.....	1848
" Korobow vs Schwartz.....	1848
" Lafortune vs Laporte.....	1848
" Lussier vs Patry.....	1848
" Pesant vs Laniel.....	1847
" Plamondon vs Beauchemin.....	1848
" Pipe dit Simonneau vs Duval.....	1849
" Poirier vs Vignola.....	1849
" St-Onge vs Desrosiers.....	1849
" Veilleux vs Poulin.....	1849

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:—

Dansereau vs Lanouette.....	1850
Taillefet vs de Verneuil.....	1850

ADVERTISERS:—Notice to:—.....	1817
Supplement of the <i>Official Gazette</i>	1817

ORDER-IN-COUNCIL :—

Respecting the Laurentides National Park.....	1819
--	------

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

School municipality Lac-Frontière.....	1844
School municipality La Durantaye.....	1845
School municipality Saint-Mathieu-de- Belœil.....	1845
School Municipality Saint-Pascal.....	1845
School Municipality Sainte-Agnès-de- Dundee.....	1845
School Municipality Village of Mc- Masterville.....	1845

TREASURY DEPARTMENT:—

Employers' Liability Assurance Corp., Ltd.....	1845
London Guarantee and Accident Co., Ltd	1846
The Ocean Accident and Guarantee Corp., Ltd.....	1846

BAR EXAMINATION:—

Arthabaska: Practice of Law.....	1873
----------------------------------	------

INSOLVENT:—

Pomerleau & Drouin.....	1850
-------------------------	------

LETTERS PATENT:—

Abitibi Automobiles, Limitée.....	1820
Besto Caulking and Construction Co., Ltd.....	1821
Canadian Protexit Roofing Co., Ltd....	1823
Carbon Paper Supply Co., Ltd.....	1824
Cercle Social Saint-Laurent Compagnie, Ltée.....	1828
International Bag & Jute Co., Ltd.....	1830
J. W. Gagnon, Limitée.....	1832
La Cie d'Autobus de l'Île d'Orléans, lée— Island of Orleans Autobus Co., Ltd....	1872

La Fonderie de Joliette, Limitée.....	1833	La Fonderie de Joliette, Limitée.....	1833
Laurentian Hotels, Limited.....	1837	Laurentian Hotels, Limited.....	1837
Le Centre de Documentation Sociale, Inc	1835	Le Centre de Documentation Sociale, Inc	1835
Loiselle, Limitée.....	1836	Loiselle, Limitée.....	1836
The Perfection Saw, Ltd.—La Scie Per-		The Perfection Saw, Ltd.—La Scie Per-	
fection, Ltée.....	1840	fection, Ltée.....	1840
Workmen's Circle Social Club.....	1841	Workmen's Circle Social Club.....	1841
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—	
Port Alfred Pulp & Paper Corp.....	1842	Port Alfred Pulp & Paper Corp.....	1842
Saguenay Motors, Limited.....	1843	Saguenay Motors, Limited.....	1843
Scientific Dyers and Finishers, Limited..	1844	Scientific Dyers and Finishers, Limited..	1844
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—		DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—	
Cercle Agricole de la paroisse de Saint-		Cercle Agricole de la paroisse de Saint-	
Philibert.....	1846	Philibert.....	1846
Société Coopérative Agricole de Sainte-		Société Coopérative Agricole de Sainte-	
Anne-de-Chicoutimi.....	1847	Anne-de-Chicoutimi.....	1847
MINUTES DE NOTAIRE:—		NOTARIAL MINUTES:—	
Deland, L.-J..	1851	Deland, L.-J..	1851
NOMINATIONS:—		APPOINTMENTS:—	
Diverses.....	1818	Miscellaneous.....	1818
PROCLAMATION:—		PROCLAMATION:—	
Municipalité village McNaughton.....	1870	Municipality village McNaughton.....	1870
Paroisse de Saint-Augustin.....	1871	Parish of Saint Augustin.....	1871
RATIFICATION DE TITRE:—		CONFIRMATION OF TITLE:—	
Howard Fish & Game Club Corp.....	1851	Howard Fish & Game Club Corp.....	1851
VENTES, LOI DE FAILLITE:—		SALES, BANKRUPTCY ACT:—	
Caron, Martial.....	1855	Caron, Martial.....	1855
Houle, E.-F.....	1852	Houle, E.-F.....	1852
Lesage, Wilfrid.....	1853	Lesage, Wilfrid.....	1853
Martel, Robert.....	1854	Martel, Robert.....	1854
Mongrain, Onésime.....	1854	Mongrain, Onésime.....	1854
Robitaille, Emile.....	1855	Robitaille, Emile.....	1855
VENTES PAR LES SHÉRIFS:—		SHERIFF'S SALES:—	
ABITIBI:—		ABITIBI:—	
P.-T. Légaré, ltée vs Fiset <i>et al.</i>	1856	P. T. Légaré, Lt'd. vs Fiset <i>et al.</i>	1856
BEAUHARNOIS:—		BEAUHARNOIS:—	
Durocher vs Quenneville <i>et al.</i>	1856	Durocher vs Quenneville <i>et al.</i>	1856
GASPÉ:—		GASPÉ:—	
Laterreur vs Duguay <i>et al.</i>	1857	Laterreur vs Duguay <i>et al.</i>	857
Myles <i>et al</i> vs St. Lawrence Pulp &		Myles <i>et al</i> vs St. Lawrence Pulp &	
Lumber Corporation.....	1857	Lumber Corporation.....	1857
HULL:—		HULL:—	
Legault vs Ménard.....	1858	Legault vs Ménard.....	1858
IBERVILLE:—		IBERVILLE:—	
Beaudoin vs Bédard <i>et al.</i>	1858	Beaudoin vs Bédard <i>et al.</i>	1858
KAMOURASKA:—		KAMOURASKA:—	
St-Arnaud, Biron et Cie, ltée <i>et al</i> vs La		St-Arnaud, Biron et Cie, ltée <i>et al</i> vs La	
Cie de Chaussures de Fraserville, ltée.	1859	Cie de Chaussures de Fraserville, ltée.	1859

MONTMAGNY:—

Chouinard vs Leclerc.....	1860
Duval vs Dubé.....	1860

MONTREAL:—

Alliance Nationale vs Trudeau.....	1861
Dowd vs Falcon.....	1861
Mondou vs Parenteau.....	1862
Sa Majesté le Roi vs Cousineau.....	1862

QUÉBEC:—

Cité de Québec vs Galarneau.....	1863
----------------------------------	------

RICHELIEU:—

Banque de Montréal vs Larochelle <i>et al.</i> ..	1864
Frontenac Breweries, Ltd vs Beauchemin.....	1863
Sénécal <i>et al</i> vs Courchesne.....	1864

RIMOUSKI:—

Parent vs Martin.....	1865
-----------------------	------

ROBERVAL:—

Bacon vs Tremblay.....	1865
Rioux vs Martel.....	1866

SAINT-FRANÇOIS:—

Forest vs Holtham.....	1867
Morin vs Powell.....	1866

TERREBONNE:—

Bélair <i>et al</i> vs Gauthier.....	1868
Paquette vs Schnaiberg.....	1868

TROIS-RIVIÈRES:—

Guillemette vs Letendre.....	1869
Lépine vs Gélinas.....	1869

MONTMAGNY:—

Chouinard vs Leclerc.....	1860
Duval vs Dubé.....	1860

MONTREAL:—

Alliance Nationale vs Trudeau.....	1861
Dowd vs Falcon.....	1861
Mondou vs Parenteau.....	1862
His Majesty the King vs Cousineau....	1862

QUEBEC:—

City of Quebec vs Galarneau.....	1863
----------------------------------	------

RICHELIEU:—

Bank of Montreal vs Larochelle <i>et al.</i>	1864
Frontenac Breweries, Ltd vs Beauchemin.....	1863
Sénécal <i>et al</i> vs Courchesne.....	1864

RIMOUSKI:—

Parent vs Martin.....	1865
-----------------------	------

ROBERVAL:—

Bacon vs Tremblay.....	1865
Rioux vs Martel.....	1866

SAINT FRANCIS:—

Forest vs Holtham.....	1867
Morin vs Powell.....	1866

TERREBONNE:—

Bélair <i>et al</i> vs Gauthier.....	1868
Paquette vs Schnaiberg.....	1868

THREE RIVERS:—

Guillemette vs Letendre.....	1869
Lépine vs Gélinas.....	1869